



ORIENTATIONS
BUDGÉTAIRES
2023



Les données du présent document s'entendent hors résultats antérieurs, hors opérations de refinancement de dette et après prise en compte simplifiée du fonds de péréquation des droits de mutation (charge nette).

Préface

Les orientations budgétaires ont pour objectif de tracer les contours du budget qui sera examiné dans quelques semaines. Elles s'inscrivent cette année dans une période tout à fait inédite, marquée par une succession de crises qui impactent fortement les collectivités locales : flambée des prix de l'énergie, progression de l'inflation, guerre en Ukraine et conséquences encore sensibles de la crise de la COVID.

Les budgets départementaux doivent également faire face à la croissance des charges consécutives aux mesures nationales prises en 2022 par le gouvernement et désormais pérennes (SEGUR de la Santé, revalorisation du point d'indice, augmentation de 4% des minimas sociaux, Loi Tacquet). S'y ajoutent les conséquences directes de la Loi de Finances 2023 confirmant la stabilité des dotations de l'Etat et la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), remplacée par une fraction de TVA.

En dépit de ces incertitudes et des contraintes qui pèsent sur les finances de la collectivité, il nous revient de **maintenir la qualité du service public**, de répondre aux besoins de **protection des Landaises et des Landais** et de continuer à **investir dans les politiques de solidarité et d'aménagement durable** du territoire avec **un budget de près de 587 M€**.

Ces orientations budgétaires traduisent notre volonté de renforcer la cohésion sociale et territoriale avec un niveau d'investissement porté à 130 M€ destiné à répondre aux défis de demain.

L'accroissement constant de notre population et son vieillissement sont des enjeux essentiels auxquels il nous faut apporter des réponses fortes comme nous l'avons toujours fait, en confortant nos dispositifs.

L'amélioration et la diversification des parcours résidentiels, tout au long de la vie, sont au cœur de nos préoccupations. C'est pourquoi un effort très important, 1,5 M€ de plus par an, est prévu pour augmenter la production de **logements sociaux** et renforcer la politique foncière partagée avec les collectivités locales. L'objectif est de faire face aux effets de la loi « climat et résilience », notamment à la raréfaction des terrains disponibles et à la pression sur le prix du foncier. Cette politique se traduira par un investissement global de 21 M€ en faveur du logement soit +6 M€ sur la période 2021-2026 (soit + 40 % par rapport au programme initial).

Le Département, attentif à **l'amélioration des conditions d'accueil des plus fragiles**, a fait depuis longtemps le choix de soutenir activement la construction et la rénovation des établissements médico-sociaux. Dès 2023, les taux d'intervention de notre règlement en faveur des EHPADs seront revus significativement. Les politiques destinées à favoriser l'émergence de nouvelles solutions d'hébergement regroupé comme les résidences autonomie seront poursuivies.

De manière générale, nous restons très engagés face au défi de la **préservation de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique**, nous conduisant à développer des politiques efficaces dans le domaine de la transition énergétique et de la mobilité.

Elles se traduiront par des actions menées, en concertation et en accompagnement des territoires, en faveur de la **réduction des consommations énergétiques** et du **développement des énergies renouvelables**, de la **gestion et de la protection de l'eau** et de la **prévention des inondations**.

Dès cette année, nous déploierons à la fois un **programme ambitieux de rénovation énergétique et thermique dans les collèges et les bâtiments publics** et un programme de **construction de pistes cyclables** destiné à favoriser les déplacements doux entre le domicile et le travail.

Acteur essentiel de **l'attractivité et la solidarité territoriale**, le Département poursuivra les politiques engagées d'aménagement du territoire.

Cette année, le **raccordement à la fibre optique pour 100% des Landais**, dont le coût représente 305 M€ d'investissements publics et privés, s'achève quasiment dans les temps impartis, malgré l'impact de la crise sanitaire COVID 19.

En parallèle, conformément à notre engagement, nous débutons notre participation financière à la réalisation des deux **nouvelles lignes à grande vitesse Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Espagne** du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO). La création de cette nouvelle ligne est par ailleurs déterminante pour créer les conditions du report modal des poids lourds de la route vers le rail. L'investissement global de la collectivité sera de 98,6 M€ soit 2,47 M€ pendant 40 ans. La 1^{ère} annuité versée en 2023 s'élèvera à 1,24 M€ et correspondra aux seules acquisitions foncières. A ce stade, il convient de souligner que l'engagement de la collectivité est conditionné à la réalisation de la branche Bordeaux-Dax.

Parce que les équipements publics structurent la vie locale et répondent aux besoins sociaux des habitants, nous proposerons un nouveau règlement d'**aide au financement des équipements sportifs**.

Les solidarités humaines, 65% de notre budget de fonctionnement, sont au cœur de nos compétences.

Sans attendre, pour atténuer l'impact financier de la crise énergétique, nous avons mis en place un **bouclier tarifaire** à destination des **établissements médico-sociaux** (3 M€) et des **collèges** (0,7 M€).

Nous conforterons le **plan « Bien vieillir dans les Landes »** afin d'accompagner au mieux les seniors, que ce soit à domicile ou en établissement. Cela se traduira par un **soutien financier accru aux services d'aide à domicile**, des mesures fortes pour renforcer l'attractivité des métiers de l'accompagnement, l'amplification des dispositifs d'assistance et de sécurité à domicile, le développement des résidences autonomie.

Nous porterons également un **projet de village de répit pour les aidants**. A la suite du village landais Alzheimer Henri Emmanuelli et du projet « Chacun sa vie, chacun sa réussite » à destination des jeunes adultes autistes, cette nouvelle initiative marque la volonté du Département de continuer à innover dans le champ social.

Une grande vigilance sera accordée à la **protection de l'enfance** notamment par la contractualisation avec l'Etat sur la Stratégie Globale de Prévention et Protection de l'Enfance.

La **lutte contre les exclusions et pour l'inclusion sociale et professionnelle** reste une préoccupation majeure. En 2023, des plateformes d'orientation et d'accompagnement seront déployées sur tout le territoire et le Département s'impliquera dans la démarche Territoire Zéro Chômeur portée par la c15communauté de communes de Mimizan.

En matière d'accès à l'emploi et plus largement d'accès aux droits, progresser vers **l'égalité réelle entre les femmes et les hommes** demeurera un objectif essentiel au même titre que l'émancipation de l'individu tout au long de la vie.

Nos autres engagements en matière de solidarités humaines et territoriales seront réaffirmés. Ils concourent à répondre aux attentes de nos concitoyens dans leur quotidien que ce soit :

- pour **l'éducation** avec la gratuité des transports scolaires, des transports pour les élèves et étudiants en situation de handicap, l'augmentation de la dotation de fonctionnement des collèges et le renouvellement des ordinateurs portables,

- pour la **vie culturelle**, l'épanouissement des **jeunes et le sport** avec un plan d'actions pour les JO 2024,

-
- pour l'amélioration du cadre de vie grâce au **programme « Petites Villes de Demain »** et notre engagement à reconduire les contrats de relance et de transition énergétique,
 - Pour le développement de l'activité avec le **soutien aux filières**, en particulier la filière gras, une fois encore secouée par un nouvel épisode d'influenza aviaire,
 - Pour la **sécurité des biens et des populations** avec le financement du SDIS porté à 23,4 M€.

Ces dernières années, notre collectivité a pu bénéficier du dynamisme des droits de mutation, reflet de l'attractivité de notre Département.

Dans un contexte d'inflation et de hausse des taux d'intérêt, force est de constater qu'une décrue s'est amorcée depuis le 2^{ème} semestre 2022. Nous savons cette ressource volatile, soumise aux différents aléas économiques et très sensible aux effets de conjoncture. Nous l'avons d'ailleurs vécu au moment de la crise financière de 2008 avec l'effondrement des droits de mutation de près de 40% en 2 ans.

Afin de pouvoir répondre aux urgences mais aussi aux défis du temps présent et de l'avenir, nous avons fait le choix de disposer sur le long terme de marges de manœuvre suffisantes. C'est pourquoi, nous maintenons un objectif de maîtrise de l'endettement (nous n'avons mobilisé aucun nouvel emprunt en 2022). Cette trajectoire nous permettra de faire face à une crise économique majeure et de poursuivre nos politiques de solidarité et d'investissement, au service des Landes et de ses habitants.

Xavier FORTINON

Président du Conseil départemental



Le cadrage financier des orientations budgétaires 2023

Les orientations budgétaires fixent le cap de l'année 2023. Elles mettent en œuvre les engagements annoncés aux Landaises et aux Landais ainsi que les mesures nécessaires pour faire face aux événements majeurs attendus, notamment liés à l'inflation et à l'augmentation des coûts de l'énergie.

Dans ce contexte économique et social fortement dégradé, le Département reste déterminé à mener une politique ambitieuse au profit de la population, des territoires et des acteurs de la vie économique.

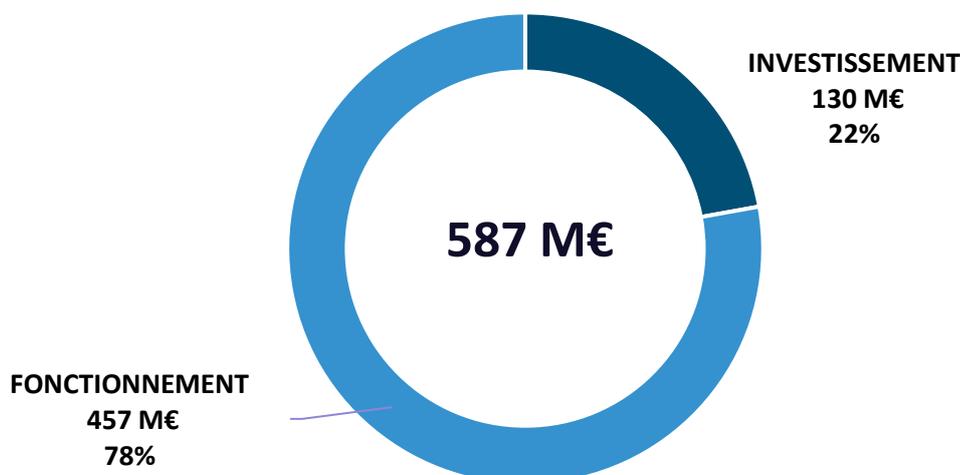
Grâce à la stratégie financière menée depuis de nombreuses années, le Département des Landes est dans une situation saine qui lui permet d'absorber les impacts des crises économiques extérieures et d'afficher des choix déterminés.

La collectivité réaffirme ses choix et son action publique, dans le cadre d'une gestion maîtrisée des finances départementales.

☞ **Détermination** face aux crises qui se succèdent, pour accompagner et protéger au quotidien nos concitoyens tout en majorant significativement les dépenses consacrées à l'investissement à hauteur de 130 M€ ;

☞ **Prudence** face à un avenir incertain par une maîtrise de notre endettement tout en préservant notre capacité d'investissement.

Les **orientations budgétaires 2023** s'établissent à **587 M€** (562 M€ en 2022), **soit +4,3%**. Elles intègrent la **reprise anticipée du résultat de l'exercice 2022** de **57 M€** à ce stade (48,2 M€ résultat 2022).



Des engagements pour notre territoire

130 M€ prévus pour conforter l'investissement (125 M€ en 2022)

Cette année, le Département des Landes, acteur essentiel des solidarités territoriales, fait le choix d'une majoration de son niveau d'investissement afin de soutenir l'activité économique locale et favoriser le développement de programmes structurants et stratégiques pour le territoire :

- Un niveau élevé consacré aux équipements directs de la collectivité : voirie, collèges, bâtiments,
- Un soutien renouvelé au développement durable et solidaire des partenaires de la collectivité,
- Une maîtrise de l'endettement.

Cette volonté se traduit par la mise en œuvre et le renforcement des programmes pluriannuels ambitieux définis pour l'ensemble de la mandature :

Logement (21 M€), aide à l'investissement dans les EHPADs (14 M€), revitalisation des centres villes et des centres-bourgs (12 M€), création de résidences autonomie (3 M€, 2^e tranche), immobilier d'entreprises Loi NOTRÉ (15 M€), PPI des Collèges (100 M€)

Le déploiement de la fibre optique (35 M€) arrivera à échéance fin 2023.

Les équipements directs de la collectivité : 67,1 M€ (61,1 M€ en 2022)

Ces dépenses, qui enrichissent le patrimoine de la collectivité et favorisent l'économie locale, concernent notamment la voirie, les collèges et les bâtiments.

) La voirie départementale : 31,4 M€ (idem 2022)

Le programme « grands travaux » et « ouvrages d'art » de 9,7 M€ est intensifié avec la montée en charge de l'opération « contournement du port de Tarnos » (4 M€), les travaux pour la RD 85 desserte Turboméca (0,1 M€) et les études et rénovations des grands ouvrages d'art (ouvrage de Gousse, ponts de Pontonx, Saubusse, Sorde l'Abbaye, St-Paul-en-Born (Mort), Mugron, St-Pierre-du-Mont (Bourrus), et Vieux pont de Dax) (5,6 M€).

L'entretien du réseau routier départemental de 21,7 M€ (routes départementales, routes nationales d'intérêt local et petits ouvrages d'art) comprend les crédits nécessaires aux opérations de sécurité (traverses d'agglomérations, carrefours), aux renforcements programmés et aux crédits sectorisés.

NB : en 2023, le Département consacrera 7 632 € par km au programme d'investissement relatif à la voirie départementale. (pour mémoire en 2022 : 7 059 € par km).

) Les collèges : 19,9 M€ (17,3 M€ en 2022)

Les crédits consacrés aux collèges tiennent compte de l'achèvement en 2022 d'opérations d'importance sur certains établissements et de l'évolution des besoins du numérique éducatif (opération « un collégien, un ordinateur portable »).

Les travaux dans les collèges représentent 15 M€ (idem 2022) pour la maintenance générale et les mises aux normes (7,9 M€), les extensions, modernisations et restructurations (4,6 M€) et l'accélération du programme spécifique de rénovation énergétique et thermique des établissements (2,5 M€).

Au titre du programme « extensions, modernisations et restructurations », sont comprises :

- La poursuite et l'achèvement des opérations lourdes relatives aux collèges de Biscarrosse, Dax (Léon des Landes), Gabarret, Pouillon, St-Paul-lès-Dax (J. Moulin), St-Pierre-du-Mont.
- Les études préalables aux travaux dans les collèges de Peyrehorade, St-Martin-de-Seignanx et St-Vincent-de-Tyrosse et le lancement des concours pour les collèges de Capbreton et Tartas.

En complément 0,5 M€ est réservé au titre de la participation au financement des travaux à venir dans les cités scolaires (compétence Région).

Le numérique éducatif avec 4,9 M€ (2,3 M€ en 2022) tient compte du rythme habituel de renouvellement des matériels dans le cadre de l'opération « un collégien, un ordinateur portable » ainsi que des acquisitions de matériels informatiques des collèges.

) Les bâtiments : 6 M€ (idem 2022)

Sont concernées principalement les interventions sur les bâtiments culturels, les maisons landaises de la solidarité, les unités territoriales et centres d'exploitation.

Sont prévus les crédits nécessaires aux opérations engagées : pôle image à Dax (acquisitions VEFA), domaine départemental d'Ognoas (études et travaux), entreprise adaptée départementale (construction bâtiment ESAT Nonères), Maison des sports de Mont-de-Marsan (études), Centre Udaquiola à Biscarrosse.

Après une année 2022 consacrée à la négociation foncière pour le site d'accueil sur Mont-de-Marsan, les phases d'études et de programmation en vue de la création du **nouvel habitat inclusif pour les jeunes autistes de 15 à 25 ans** seront achevées en 2023 (sa construction est prévue en 2024-2026).

Le programme de rénovation énergétique et thermique des bâtiments départementaux amorcé en 2022 est conforté.

) Les autres équipements : 9,9 M€ (6,4 M€ en 2022)

Ces investissements sur le patrimoine départemental intègrent notamment les **interventions directes en faveur de l'environnement (3,4 M€)** : chemins de randonnées, voies vertes et pistes cyclables, aménagement de sites Nature 40, création d'un forage de reconnaissance pour le développement de la ressource en eau potable destiné à alimenter l'ouest du Département, transition énergétique...

Ils témoignent de la **volonté du Département de poursuivre son action dans la préservation de notre patrimoine commun**, dans la prévention des risques et le **renforcement de la résilience de notre territoire face aux enjeux majeurs liés au changement climatique**.

Dans ce domaine, nous consacrerons également plus de **4,7 M€** à l'accompagnement de nos partenaires.

Ces interventions concernent, par ailleurs, les domaines de la culture (musées, archives...), de l'agriculture (ETAL 40), et les moyens généraux de la collectivité.

En 2023, sont réservés **2,9 M€** pour la mise à disposition d'une **nouvelle interconnexion par liaison de fibre optique** entre les différents sites concernés et la création d'un **centre de données** (sécurisation et résilience informatique) sur le site du Parc d'Activités Atlantisud, situé à Saint-Geours-de-Mareme (plus de 50 km des centres actuels).

Les interventions en faveur des partenaires : 42,9 M€ (43,9 M€ en 2022)

Les dépenses en faveur des tiers (subventions, avances, travaux pour compte de tiers) intègrent la poursuite des actions traditionnelles engagées notamment en faveur du développement communal et intercommunal et l'accompagnement des programmes pluriannuels d'envergure dans les secteurs prioritaires que nous avons définis.

) Les grandes infrastructures : 5,7 M€ (7,1 M€ en 2022)

Sont compris :

- L'achèvement **du plan très haut débit** (3 M€ contre 6 M€ en 2022). Ce vaste plan d'aménagement numérique, qui a mobilisé plus de 305 M€ d'investissements publics et privés sur le territoire, a permis d'assurer le très haut débit par le raccordement à la fibre optique, pour 100% des Landais,
- La participation au **financement des bretelles autoroutières de l'A64 - BARO Peyrehorade** (1,2 M€),
- La **participation au financement du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO)** (1,2 M€ en 2023 puis 2,47 M€ à compter de 2024 pendant 40 ans).

Conformément à ses engagements, le Département assumera, à partir de 2023, sa participation au financement des deux nouvelles lignes à grande vitesse Bordeaux - Toulouse et Bordeaux - Espagne du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO) de 98,6 M€, sous réserve de la réalisation de la branche Bordeaux - Dax.

) L'accompagnement et le développement durable des territoires : 35,4 M€ (34,9 M€ en 2022)

Ces politiques ont pour objectif la mise en valeur et la protection de l'espace ainsi que l'accompagnement des territoires et des filières dans leur mutation. Elles s'articulent autour des grandes thématiques prioritaires suivantes :

☞ **L'environnement** (4,7 M€) regroupe les politiques en faveur des **transitions écologique et énergétique** relatives notamment au petit et au grand cycle de l'eau, à la préservation des milieux naturels, des paysages, de la biodiversité et du littoral, de la prise en compte de la thématique des déchets et du développement des itinéraires de randonnées et du cyclable.

Cette année marquera la **poursuite de la stratégie 2021-2030 en matière de transition énergétique** adoptée par l'Etat et le Département en 2021, fixant le cap en matière de réduction des consommations énergétiques du territoire et de développement raisonné des énergies renouvelables, dans un contexte énergétique contraint.

L'accompagnement des territoires, au travers des contrats de relance et de transition écologique (CRTE), sera pérennisé et accentué pour les projets de rénovation énergétique et d'énergies renouvelables.

Les études seront également lancées concernant le projet houlomoteur au large du sud de la côte landaise.

Au-delà de la transition énergétique, **la gestion et la protection de l'eau sont au centre de la politique environnementale du Département.**

En 2023, des accompagnements innovants en matière de **prévention des inondations** (notamment étude d'un outil de gestion intégrée sur les bassins versants côtiers Sud Landes) seront proposés.

En complément, le soutien technique et financier à la **création et au traitement de la ressource en eau**, conformément aux conclusions du schéma de sécurisation de l'alimentation en eau potable du Département des Landes, sera maintenu. Les actions en faveur du petit cycle de l'eau (alimentation en eau potable et assainissement collectif) seront poursuivies. L'expérimentation, quant à la mise en œuvre de traitements aux sorties de stations d'épuration, continuera en lien étroit avec les exploitants.

☞ **La solidarité territoriale** (6,1 M€) comprend les aides traditionnelles au secteur communal (fonds de développement et d'aménagement local et fonds d'équipement des communes).

Pour leur part, les **dispositifs en faveur de la revitalisation des centralités landaises** (aides directes et aides à l'ingénierie), s'inscrivent dans le cadre du **programme pluriannuel de 12 M€ défini pour la période 2022-2026**, en complément des aides règlementaires sectorielles. Près de la moitié des centralités landaises sont déjà engagées dans des démarches de « plan de référence » et une vingtaine de contractualisations sont attendues en 2023.

L'appui aux collectivités engagées en matière de **développement durable** est renforcé considérablement avec **7,5 M€ complémentaires sur la période 2023- 2026 en accompagnement des contrats de relance et de transition écologique**.

Cet effort – représentant 2,5 fois l'enveloppe initiale - permettra d'accentuer le soutien aux projets des collectivités en cohérence avec les politiques départementales dédiées à la transition énergétique, aux mobilités douces, à la redynamisation des centres bourgs ou à l'accessibilité aux services.

☞ **L'attractivité territoriale et le soutien aux filières** (6,1 M€) prend en compte :

Les **aides à l'immobilier d'entreprises**, aux investissements matériels et environnementaux des entreprises des filières agro-alimentaires, bois et pêche, **au tourisme et au thermalisme** (3,1 M€).

Le **soutien à l'agriculture et à la forêt** (3 M€) avec 3 axes principaux : la modernisation et la transition agroenvironnementale, la relocalisation de l'alimentation et le développement des productions de qualité, et le renforcement de son rôle dans le tissu rural.

☞ **Le logement et l'habitat regroupé (4,7 M€)** bénéficie d'un Programme Départemental de l'Habitat (PDH), outil essentiel permettant d'anticiper et de répondre au mieux à la diversité des besoins. Il associe au sein d'une conférence départementale du logement l'ensemble des parties prenantes du logement dans le Département, Etat, EPCI, opérateurs du logement, associations...

Le **plan d'investissement**, que nous avons adopté pour la période 2021-2026, destiné à soutenir l'ensemble des opérations de construction et de réhabilitation menées sur le département, sera **porté à 21 M€** (dont +0,9 M€ par an pour tenir compte des besoins liés à la progression démographique et + 0,6 M€ par an en faveur d'une maîtrise renforcée du foncier).

☞ **La politique en faveur des établissements médico-sociaux des secteurs « Enfance, Personnes âgées et handicapées »** (6,4 M€)

Dans un contexte de forte évolution des prix, le Département souhaite **renforcer son soutien aux investissements immobiliers dans les EHPADs**, pour répondre à l'évolution de la dépendance et à la complexité des prises en charge des personnes vulnérables. **Le règlement départemental sera revu significativement** en majorant les plafonds d'intervention pour les constructions et les réhabilitations.

Nos intentions territoriales tendent également à favoriser et promouvoir des programmes spécifiques. Ce sera le cas pour les thématiques de **l'habitat regroupé, de l'habitat inclusif et des résidences autonomie**.

Le plan départemental de création de résidences autonomie, acté en 2017 au titre du plan « Bien vieillir dans les Landes », se poursuit. Cette offre domiciliaire doit favoriser l'inclusion des personnes en situation de handicap en encourageant la mixité des dispositifs. Une **AP de 3 M€** lui est consacrée.

☞ **L'éducation, jeunesse, sports et culture (7,5 M€)** : ce secteur comprend les aides en faveur des communes pour les constructions scolaires 1er degré (qui sont maintenues bien que ne relevant pas de la compétence du Département) et pour les équipements sportifs à destination des collèges. Sont concernées également les aides au développement des tiers lieux, aux équipements culturels et les participations pour les travaux dans les cités scolaires.

Un **nouveau dispositif destiné au développement d'équipements sportifs structurants** sera proposé à hauteur de **6 M€ pour la période 2023-2026**.

Sont également prévus les crédits nécessaires au **projet XYLOMAT 2** sur le site d'Agrolandes (1,2 M€). Porté avec l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA) et l'Institut des sciences analytiques et de physico-chimie pour l'environnement et les matériaux (IPREM), il vise à rassembler et étoffer les moyens consacrés à la « recherche et développement » en matière de matériaux bio-sourcés (bois, chimie verte...).

-) **Le Budget Participatif Citoyen destiné à financer les projets proposés par les Landaises et les Landais mobilisera 1,8 M€ (idem 2022).**

Le remboursement de la dette en capital : 20 M€ (idem 2022)

Afin d'optimiser ses capacités d'investissement pour réaliser ses projets actuels et futurs, le Département des Landes maintient ses objectifs de **sécurisation et de maîtrise de son endettement**.

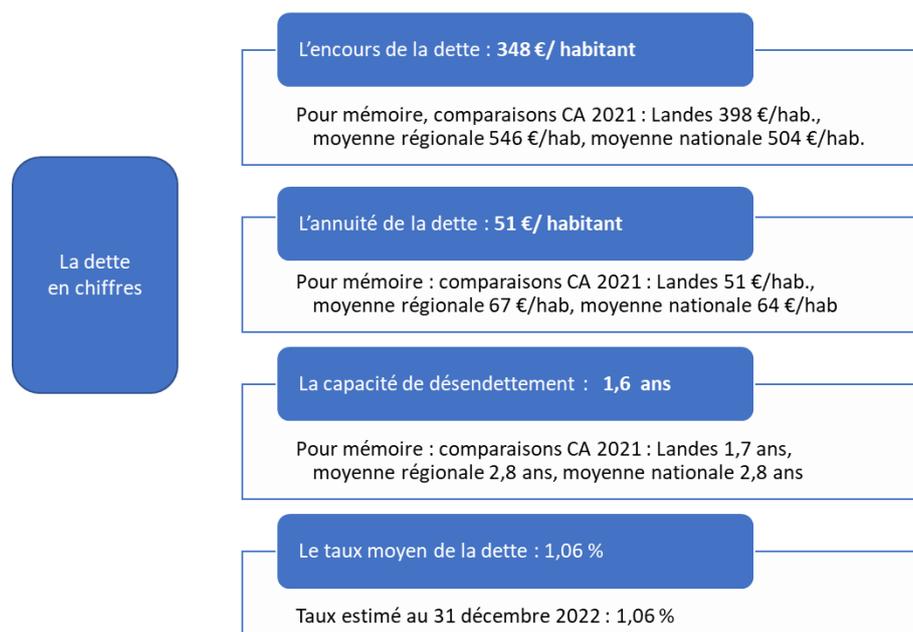
) Sécurisation de l'encours

Sur le tableau de la Charte Gissler qui mesure le degré d'exposition de la dette, tous les emprunts du Département sont classés 1A soit les moins risqués.

La part des emprunts à **taux fixe** représente, au 1^{er} janvier 2023, **51,6 %** de l'encours total. A noter que le taux moyen de l'encours, au 31/12/2022 est de 1,06% (anticipé à 1,6% en 2023).

) Maîtrise de l'endettement

En 2021 et 2022, aucun emprunt n'a été mobilisé permettant ainsi une **baisse cumulée de l'encours de 39,8 M€**. Au 1^{er} janvier 2023 il s'établit à **148,2 M€** (168,1 M€ au 1^{er} janvier 2022).



Des engagements pour les Landaises et les Landais

457 M€ pour le fonctionnement (437 M€ en 2022)

Le Département, **chef de file des solidarités humaines**, est un rempart pour les plus fragiles de nos concitoyens. Face à la crise sanitaire, économique et sociale, il nous appartient d'adapter notre engagement en faveur des publics prioritaires et des politiques de solidarité.

Ces orientations budgétaires prennent en compte les **incidences de la crise énergétique** avec la mise en œuvre de **fonds spécifiques pour les établissements médico sociaux (3 M€), les collèges (0,7 M€) et le patrimoine départemental (2 M€)**. L'année 2023 sera également impactée par les incidences, en année pleine des mesures nationales sur la masse salariale départementale (complément de traitement indiciaire SEGUR, revalorisation du point d'indice) et des besoins complémentaires pour le SDIS.

La solidarité départementale (hors frais de personnel) : 267,3 M€ (254,5 M€ en 2022)

Le Département impulse des initiatives qui concourent à bâtir une société plus solidaire notamment envers les jeunes, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap ou de précarité.

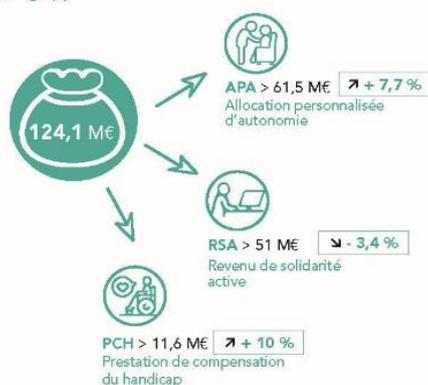
Les dépenses de solidarité sont impactées par l'évolution des **allocations individuelles de solidarité** (allocation personnalisée d'autonomie, revenu de solidarité active et prestation de compensation du handicap) qui représentent **124,1 M€ soit +3%**.

Les autres domaines d'intervention en matière sociale concernent principalement les actions en faveur de **l'enfance et la famille** (dont assistants familiaux) (57,6 M€), les aides aux **personnes handicapées** (40,1 M€), l'accompagnement des **personnes âgées** (34,3 M€), et les actions en faveur des **plus démunis** (11,2 M€).

Cette année, un **soutien exceptionnel de 3 M€** est apporté aux établissements des secteurs enfance, personnes âgées et personnes handicapées pour les aider à faire face aux différentes augmentations tarifaires.

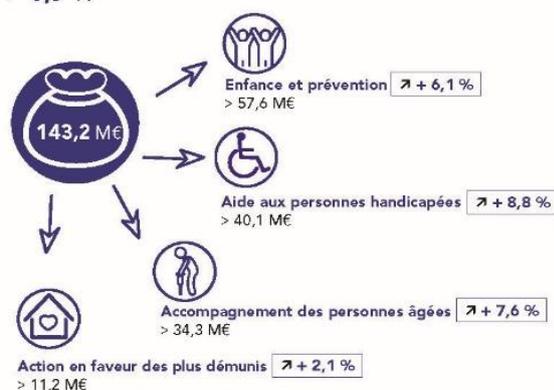
LES ALLOCATIONS INDIVIDUELLES DE SOLIDARITÉ

+ 3 %



LES AUTRES DOMAINES D'INTERVENTION DE LA SOLIDARITÉ

+ 6,9 %



A noter : l'ensemble du secteur de l'aide sociale (y compris frais de personnel et moyens généraux), premier domaine d'intervention du Département, représente 292,8 M€ (+5,4%) soit près de 65 % du budget de fonctionnement.

) La famille et la protection de l'enfance :

Le Département s'engage depuis plusieurs années en faveur de la **diversification des prises en charge des enfants protégés** au niveau des soins, du handicap et de l'assistance éducative. Ces actions seront renforcées grâce à la contractualisation avec l'Etat sur la Stratégie Globale de Prévention et de Protection de l'Enfance. Le Schéma départemental de l'Enfance viendra poser les orientations des 4 prochaines années, privilégiant un parcours individualisé des jeunes confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance.

) Les personnes âgées et les personnes handicapées :

Conforté par les nouvelles dispositions de la Loi de financement de la Sécurité Sociale, le Plan « Bien vieillir dans les Landes », destiné à renforcer les moyens d'accompagnement des personnes âgées qu'elles vivent chez elles ou en établissement, se poursuit.

Suite aux problématiques mises en lumière par la crise sanitaire, **notre collectivité s'est fortement mobilisée en 2022 en faveur des aides à domicile du secteur public**, en concertation avec les services d'aide à domicile (SAADs gérés par les CCAS et les CIAS) autour de 3 thématiques : la revalorisation des salaires (en complément du SEGUR), l'amélioration de l'environnement et des conditions de travail de ces professionnels (étude sur la mobilité) et l'amélioration du service rendu aux usagers.

En 2023, les **SAADs et les EHPADs**, acteurs pivots de l'accompagnement et de la prise en charge de nos aînés, nécessitent plus que jamais le soutien du Département, confrontés à une double crise sociale et économique, aggravée par la crise sanitaire. Différents leviers seront activés :

- Leviers financiers, et adaptation des dotations aux établissements,
- Levier innovation et soutien de projets innovants tant dans les prises en charge que dans les modes d'organisation.

En complément, l'orientation « Agir en faveur de l'attractivité des métiers de l'accompagnement » du plan « bien vieillir » sera intensifiée. Ainsi, le Département prendra toute sa part à cet enjeu partagé entre les différents partenaires et institutions. L'objectif de cette démarche est de mieux faire face ensemble aux tensions fortes de recrutement et aux difficultés de fidélisation des personnels rencontrées par les établissements et services sociaux et médico-sociaux landais.

- Déploiement d'outils et d'actions dans les SAADs et les EHPADs, valorisation d'actions innovantes,
- Amélioration de la qualité de vie, des conditions de travail, et de la mobilité des aides à domicile.

Le Département poursuit son engagement en faveur d'une **société plus inclusive** et accompagne la **diversification de l'offre d'accueil pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap**.

Il s'agit de favoriser, en complément des aides à l'investissement et en partenariat avec la CNSA, le « mieux vivre chez soi » au sein de nouveaux lieux de vie adaptés, intermédiaires entre le domicile et l'établissement médico-social : **déploiement des projets « Aide à la vie partagée », aide spécifique aux résidences autonomie** pour la mise en œuvre de leur mission de prévention de la perte d'autonomie et d'actions inclusives.

Le projet « Chacun sa vie, chacun sa réussite » :

Avec ce projet ambitieux, le Conseil départemental souhaite améliorer le quotidien des personnes avec Trouble Spécifique de l'Autisme (TSA) et de leur famille.

Ce projet rentre aujourd'hui dans sa phase opérationnelle par :

- L'acquisition par la mairie de Mont de Marsan d'un terrain qui sera rétrocédé au Département pour accueillir le dispositif à l'attention des jeunes de 15 à 25 ans ;
- La sélection du gestionnaire médico-social. L'ouverture des places de SAMSAH* au cours du 1^{er} semestre 2023 permettra d'apporter une première réponse aux familles sans solution ;
- L'engagement concret de partenariats avec collectivités, associations visant au développement sur l'ensemble du département, de solutions pour accueillir ces jeunes à leur sortie du dispositif 15-25 ans.

Le soutien à l'ensemble des établissements médico-sociaux, l'organisation de « rendez-vous Landais de l'autisme », carrefour de réflexion, croisement de regards avec des scientifiques, consolideront cette dynamique départementale.

*service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés

) La lutte contre les exclusions

Le Département porte une ambition forte en matière de lutte contre l'exclusion et pour l'insertion sociale et professionnelle des Landaises et Landais éloignés de l'emploi. Nos intentions territoriales s'organiseront autour du **Pacte Territorial de l'Insertion (PTI)**, mais également de **la déclinaison des engagements liés à la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté et du Service Public pour l'Insertion et l'Emploi**.

De nouvelles actions sont menées en faveur d'une **entrée dynamique dans les parcours d'accompagnement** avec une **intervention renforcée auprès de publics spécifiques** :

- personnes engagées dans une démarche d'insertion professionnelle,
- usagers présents dans les dispositifs pour lesquels des difficultés sociales persistent,
- personnes présentes dans les dispositifs depuis de nombreuses années.

Une attention particulière sera par ailleurs réservée aux personnes en souffrance psychologique et/ou rencontrant des difficultés en termes de mobilité ou de logement.

La participation des intéressés à la définition de leur parcours d'insertion et le **développement du lien avec les acteurs du monde économique en faveur de l'emploi inclusif** constituent également des axes de travail importants.

) Le Plan d'actions relatif à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes (2021 2023)

Ces mesures visent à diffuser une culture de l'égalité dans les Landes, à lutter contre les violences sexuelles, sexistes et domestiques et à défendre les droits des femmes.

La démarche du Département en matière d'égalité femmes-hommes constitue une **politique transversale, globale et intégrée**. Son objectif est d'infuser dans l'ensemble des politiques publiques, pour une véritable prise en compte de la problématique de l'égalité et de la lutte contre les discriminations.

Les autres politiques départementales : 76,8 M€ (73,4 M€ en 2022)

) L'« Education, Jeunesse et Sports, Culture » : 29,6 M€ (27,6 M€ en 2022)

Dans le secteur de l'Education, l'année 2023 sera marquée par un **soutien accru aux collèges** se traduisant par une augmentation des dotations de fonctionnement et la création d'un « **fonds énergie** » **spécifique de 0,7 M€** destiné à amortir l'impact attendu pour les établissements.

La démarche engagée en faveur d'une **accessibilité du service « restauration scolaire » pour tous** (+ 0,30 €/repas avec maintien du prix facturé à 2,70 €) s'orientera, en 2023, sur une priorité d'un recours accru aux circuits courts, afin que les collèges atteignent les objectifs de la Loi Egalim.

Après accord avec la Région et les intercommunalités compétentes, le Département renouvelle, en 2023, sa politique en faveur de la **gratuité des transports scolaires (2 M€)**, décidée depuis de nombreuses années. Il assure également un **service individualisé de transport scolaire des élèves et étudiants en situation de handicap (3,4 M€)**, seule compétence en matière de transport encore exercée par le Département.

Concernant le sport, un **plan d'actions JO 2024** est mis en œuvre avec de nombreux dispositifs, soutiens et initiatives menés avec les mouvements sportifs et les collectivités. La démarche sur « l'égalité Femmes-Hommes dans le sport » est poursuivie.

La **politique culturelle départementale** sera notamment marquée par **l'actualisation du Schéma Départemental des Enseignements Artistiques**, l'ouverture du **Pôle Images à Dax**, l'augmentation de 5% de la contribution au Conservatoire de Musique et de Danse et par une nouvelle dynamique de développement de partenariats avec les territoires.

) La contribution au SDIS : 23,4 M€ (22 M€ en 2022)

Entre 2019 et 2022, le Département a majoré de plus de 13% sa contribution au SDIS (hors subvention exceptionnelle de 1,6 M€ versée au titre des incendies 2022). **En 2023**, celle-ci évoluera de **6,1%**.

A titre de comparaison, en 2021, le Département a consacré 51 € par habitant au financement du SDIS soit 68% des contributions des collectivités locales. Ces ratios sont très largement supérieurs à la moyenne de la strate soit 44 € par habitant (et 55% des contributions). Au regard de la moyenne de la strate, l'effort départemental représente donc une économie estimée à 3,8 M€ pour les communes landaises.

) Le développement du territoire (agriculture, économie, tourisme, environnement) : 17,8 M€ (17,6 M€ en 2022)

Les politiques en faveur de ces secteurs sont destinées à préparer notre territoire pour l'avenir et soutenir les filières lourdement impactées par les aléas climatiques et les crises sanitaires.

La Ferme landaise, enjeu majeur pour le Département, a connu en 2022 une année très compliquée avec les crises sanitaires (Influence Aviaire Hautement Pathogène), conjoncturelles (hausse du prix des intrants et des produits phytosanitaires, de l'énergie, des matières premières, ...) et météorologiques (gel, grêle et sécheresse historique).

Les orientations budgétaires 2023 confirment la volonté du Département de maintenir un soutien fort à son agriculture. Les actions initiées visent à accompagner les agriculteurs afin qu'ils puissent surmonter les difficultés actuelles et qu'ils répondent aux défis qui se présentent à eux. Pour répondre aux urgences engendrées par les différentes crises de 2022, des crédits spécifiques seront dédiés au soutien des exploitations et filières impactées (agriculteurs en difficulté, volailles maigres, palmipèdes à foie gras, élevages ruminants, viticulture, ...).

Par ailleurs, le Plan Alimentaire Départemental Territorial, « **les Landes au menu !** », sera complété pour accompagner les producteurs et les collectivités dans le développement et l'utilisation des circuits-courts.

L'implantation d'une première plateforme logistique/légumerie solidaire sur le Département est prévue afin de fournir la restauration collective en fruits et légumes issus du territoire et de permettre la sécurisation des débouchés pour les agriculteurs ainsi que la création de nouvelles filières.

La collectivité intervient au côté des territoires avec notamment le **soutien au programme « Petites Villes de Demain »** prolongement de notre politique en faveur de la revitalisation et redynamisation des centres-villes et des centres-bourgs initiée dès 2019.

L'accompagnement des projets engagés dans les **Contrats de Relance et de Transition Ecologique** est **reconduit**.

Par ailleurs, le Département souhaite **renforcer son action en faveur de la démographie médicale**. Une réflexion est engagée avec les collectivités autour des maisons de santé pluri-professionnelles, dans les territoires ruraux et forestiers.

La participation à Landes Attractivité tient compte du **développement de la Marque Landes**.

En matière environnementale, la transition énergétique sera un marqueur fort de 2023. Par ailleurs, dans le cadre partenarial consolidé au travers des syndicats mixtes du Littoral Landais et de Géolandes, les actions en faveur de l'espace littoral seront poursuivies, notamment pour ce qui est du soutien à la lutte contre le recul du trait de côte avec l'émergence des 2èmes générations de stratégie de gestion de la bande côtière ou contre le comblement des étangs arrière-littoraux.

» **L'entretien du patrimoine (voirie, bâtiments, collèges) : 6,1 M€ (idem en 2022).**

En complément des dépenses d'investissement proposées, les dépenses d'entretien du patrimoine concourent au maintien d'un service de qualité rendu aux usagers (dont voirie : 4,6 M€).

Les autres dépenses de fonctionnement (masse salariale, moyens généraux des services, usages numériques, assurances, dotation Région Loi Notré...) : 98,3 M€ (92,2 M€ en 2022)

La masse salariale* avec **77,9 M€** comprend une **évolution des besoins de + 2,4%** par rapport à l'année 2022.

Ces prévisions tiennent compte en année pleine des dernières mesures nationales (augmentation du point d'indice, complément de traitement indiciaire SEGUR, évolution de l'indemnité de Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat et diverses réformes catégories C et B notamment ...), du déploiement des 23 adjoints techniques territoriaux (AFTIC) assumant des missions d'animateur-formateur-technicien informatique en collège (en année pleine), et des agents contractuels recrutés dans le cadre d'appels à projets spécifiques (CALPAE, SPIE, Stratégie Enfance).

Les moyens généraux de la collectivité anticipent les incidences de la crise énergétique (carburant, combustibles, électricité, gaz) pour un coût supplémentaire estimé à **2 M€** ainsi que les mesures nécessaires à la sécurisation des systèmes d'information du schéma directeur de sécurité et d'infrastructures.

*(hors assistants familiaux, et adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement non titulaires)

Les intérêts de la dette : 3,3 M€ (2 M€ en 2022) prennent en compte l'impact de la majoration du livret A à +3%, une dégradation des taux variables et les pénalités liées à d'éventuels remboursements anticipés.

Le fonds de péréquation des droits de mutation : 8,8 M€ (+1,8 M€)

Le disponible pour le financement des DM : 2 M€

Un financement équilibré et réaliste

Les recettes d'investissement : 30,6 M€ (29,9 M€ en 2022)

-) **Les recettes d'investissement** (hors emprunts) **s'établissent à 18,6 M€ (17,9 M€ en 2022).**

Elles sont composées pour l'essentiel du fonds de compensation de la TVA (7,2 M€), de la DDEC (1,5 M€), du produit des amendes « radars » (0,7 M€), de subventions, participations, recouvrements et avances (9,2 M€).

-) **Le recours à l'emprunt est prévu à hauteur de 12 M€ (idem 2022).**

-) **L'autofinancement brut est anticipé à 99,4 M€ (contre 95,1 M€ en 2021).**

Il participe au financement des dépenses d'investissement à plus de 76 %.

L'épargne nette, qui mesure la part d'épargne affectée au financement des dépenses d'équipement (dép. directes et interv. partenaires), après remboursement du capital de la dette et des intérêts, s'établit à **76 M€** (73,1 M€ au BP 2022).

Les recettes de fonctionnement : 499 M€ (484 M€ en 2022)

Au cours de ces dernières années, les **réformes successives** (pacte de confiance et de responsabilité, Loi NOTRé, réforme de la fiscalité directe de 2021 et Loi de Finances 2023) ont modifié fondamentalement la structure et la composition des recettes départementales.

Avec la suppression de la taxe d'habitation et le transfert en compensation de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties aux communes et aux EPCI, **le Département a perdu son dernier levier fiscal**. Avec la suppression de la CVAE, **les ressources du Département perdent également tout lien avec le territoire économique**.

Sur 500 M€, ce sont presque 61% de nos ressources qui sont désormais nationalisées et déconnectées de la réalité économique et démographique des territoires (fractions de TVA, TSCA TICPE, dotations de l'Etat...) avec une part non négligeable du panier fiscal subissant une érosion constante (DGF, DGD, compensations fiscales).

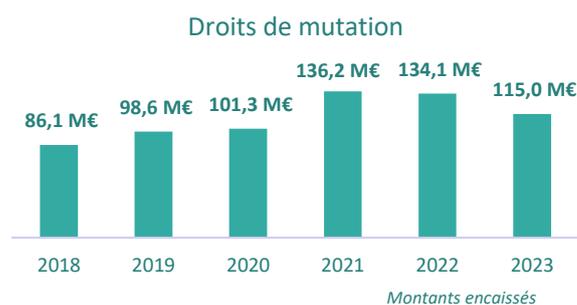
Le Département est donc désormais **tributaire de recettes qu'il ne maîtrise pas** et de la conjoncture économique qui impacte sa principale ressource que sont les droits de mutation.

-) **La fiscalité indirecte et transférée avec 226,7 M€ confirme sa place majeure dans le financement** (229,4 M€ en 2022) :

> **Les droits de mutation** (y compris taxe additionnelle) sont estimés à **115 M€** (120 M€ au BP 2022).

Après l'évolution exceptionnelle des droits de mutation constatée en 2021, le produit encaissé en 2022 de **134,1 M€** est en **recul de 1,5 %**. Le premier semestre est resté dynamique mais une décrue s'est amorcée depuis la seconde partie de l'année intégrant l'impact de la remontée des taux d'intérêt sur les transactions immobilières (-10,4% au 2nd semestre 2022 par rapport au 2nd semestre 2021).

Les perspectives pour 2023 sont incertaines compte tenu du contexte économique, de l'évolution des prix et du renchérissement du coût d'accès au crédit qui ne favorisent pas l'investissement dans l'immobilier. Une **prévision de 115 M€** de recettes de DMTO est proposée aux OB 2023 selon l'hypothèse d'une tendance à la baisse annoncée par rapport à 2022.



> **La fiscalité transférée** (TICPE et TSCA) destinée à financer les compétences transférées depuis 2004 (Loi de responsabilités locales, RSA, financement du SDIS) et à compenser les pertes de recettes résultant de la réforme de la fiscalité locale s'établit à **96 M€ (+2 %)**.

> Les **autres recettes de fiscalité indirecte** s'élèvent à **15,7 M€ (+3 %)** (taxe aménagement, redevance des mines, taxe consommation finale d'électricité...).

) **Les dotations de l'Etat : 60,6 M€ (60,5 M€ en 2022)**

Les prévisions relatives à la **DGF (56,7 M€)** tiennent compte de l'évolution de la population (+0,3 M€) et de l'écrêtement prévisionnel de la dotation forfaitaire (-0,3 M€). Celui-ci est applicable aux Départements dont le potentiel financier est supérieur à 95 % de la moyenne nationale ; le Département des Landes est concerné par ce dispositif depuis 2018.

La part complémentaire de **FCTVA**, au titre des travaux d'entretien de voirie et des bâtiments, représente **0,35 M€**. La **DGD (3,5 M€)** reste inchangée depuis 2008.

) **Les autres recouvrements et participations : 60,2 M€ (53,9 M€ en 2022)**

Sont concernées les participations, les recouvrements d'aide sociale, les remboursements relatifs à la masse salariale, les locations, les remboursements des assurances...

Les prévisions pour l'année 2023 anticipent les revalorisations en année pleine des participations de la CNSA liées aux mesures nationales 2022 du SEGUR, de la dotation qualité des services d'aide à domicile, de la stratégie pour la prévention et la protection de l'enfance.

) **Les ressources fiscales et assimilées : 151,5 M€ (140,3 M€ en 2022)**

Le nouveau schéma de financement des collectivités locales est entré en vigueur en 2021. La taxe foncière des départements a été transférée aux communes en compensation de la suppression de la taxe d'habitation. En substitution de la TFPB, une part de TVA est accordée aux départements.

> La **part de TVA** en compensation de la taxe sur le foncier bâti est prévue à hauteur de **98,2 M€ soit +9,7 M€** (soit +4,2 % par rapport au montant encaissé en 2022).

> La **part de TVA** en compensation de la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) : 18,8 M€** (18 M€ en 2022 soit +4,2%)

La Loi de Finances pour 2023 a confirmé la suppression sur 2 ans de la CVAE pour les entreprises, afin de maintenir le bouclier tarifaire sur l'énergie : elle sera diminuée de moitié la 1ère année et supprimée totalement en 2024. **Pour autant, les collectivités ne toucheront plus de CVAE en 2023.** Elles seront compensées par une nouvelle fraction de TVA, compensation égale à la moyenne des recettes de CVAE des années 2020, 2021 et 2022.

Dans l'hypothèse d'une dynamique positive de cette fraction de TVA, la somme ainsi calculée au niveau national sera affectée à un fonds national d'attractivité économique des territoires.

A ce jour les modalités de répartition de ce fonds ne sont pas connues et devraient être arrêtées en concertation avec les associations d'élus. Par ailleurs, la Première ministre, Elisabeth Borne s'est engagée à reverser aux collectivités l'intégralité de la CVAE recouvrée par l'Etat en 2022 sur l'exercice 2023.

> Les **autres recettes fiscales assimilées** représentent **34,5 M€** (33,8 M€ en 2022 soit +2,2%)

> L'**imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux** (IFER) : **3 M€** (2,8 M€ en 2022)

> Le **fonds national de garantie individuelle des ressources** (FNGIR) : **9,9 M€** (idem 2022)

> Le **fonds de compensation des allocations de solidarité**, alimenté par les frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties antérieurement perçus par l'Etat : **7,1 M€** (+6,6% / 2022)

> Les **allocations compensatrices** (variables d'ajustement des dotations de l'Etat) sont estimées à **3,1 M€** (3 M€ en 2022)

> La **dotation de compensation de la réforme de la TP** (DCRTP) : **11,4 M€** (idem 2022)

(Depuis 2017, cette dotation entre également dans le périmètre des variables d'ajustement des dotations de l'Etat.).

Vous trouverez ci-joint les éléments d'information complémentaires (pour le budget principal) prévus par le Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que ceux prévus par la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022 (pour le budget principal et les budgets annexes)¹.

¹ La Loi de Programmation des Finances Publiques 2023-2027 n'est pas adoptée à ce stade

LES ANNEXES



DONNEES GENERALES



EVOLUTION PREVISIONNELLE DES DEPENSES, DES RECETTES ET DU BESOIN DE FINANCEMENT (budget principal et budgets annexes)

	DEPENSES			RECETTES			dont Besoin de financement*		
	BP 2022	OB 2023	Evolution	BP 2022	OB 2023	Evolution	BP 2022	OB 2023	Evolution
BUDGET PRINCIPAL									
Investissement	125 000 000	130 000 000	4,0%	29 900 000	30 640 000	2,5%	-8 000 000	-8 000 000	0,0%
Fonctionnement	437 232 000	456 670 000	4,4%	484 090 951	499 030 000	3,1%			
Total	562 232 000	586 670 000	4,3%	513 990 951	529 670 000	3,1%	-8 000 000	-8 000 000	0,0%

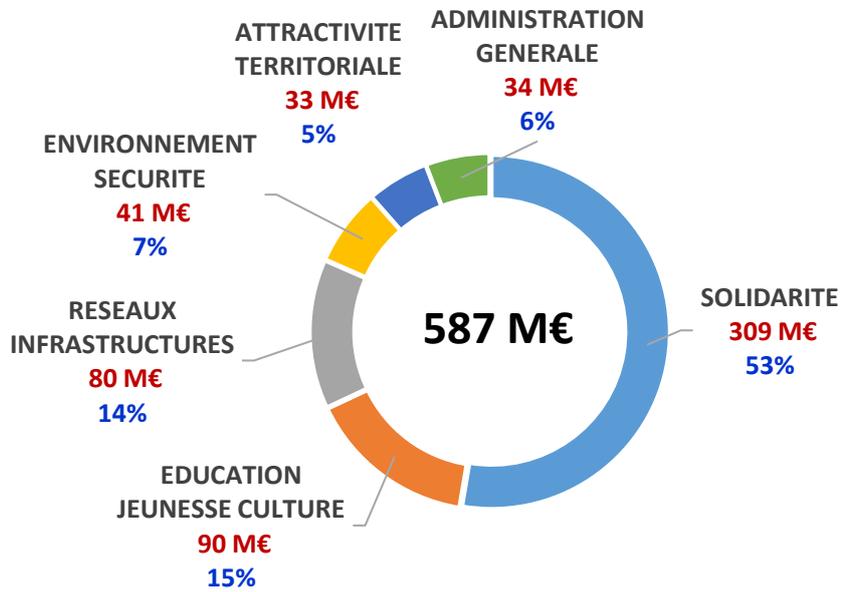
(Hors reprises des résultats - Hors refinancement de dette - en charge nette du fonds de péréquation des droits de mutation)

	DEPENSES			RECETTES			dont Besoin de financement*		
	BP 2022	OB 2023	Evolution	BP 2022	OB 2023	Evolution	BP 2022	OB 2023	Evolution
DOMAINE DEPARTEMENTAL									
D'OGNOAS									
Investissement	204 900	204 900	0,0%	195 000	195 000	0,0%	-13 400	-13 400	0,0%
Fonctionnement	950 450	950 450	0,0%	960 350	960 350	0,0%			
Total	1 155 350	1 155 350	0,0%	1 155 350	1 155 350	0,0%	-13 400	-13 400	
E.S.A.T. DE NONERES									
SOCIAL									
Investissement	18 910	14 740	-22,1%	695	1 100	58,3%			
Fonctionnement	1 130 010	1 014 508	-10,2%	1 148 225	1 028 148	-10,5%			
Total	1 148 920	1 029 248	-10,4%	1 148 920	1 029 248	-10,4%	0	0	
E.S.A.T. DE NONERES									
COMMERCIAL									
Investissement	58 285	77 030	32,2%	8 650	19 200	122,0%			
Fonctionnement	1 221 270	1 198 560	-1,9%	1 270 905	1 256 390	-1,1%			
Total	1 279 555	1 275 590	-0,3%	1 279 555	1 275 590	-0,3%	0	0	
SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT									
A LA VIE SOCIALE									
Investissement	6 415	9 965	55,3%	1 745	2 035	16,6%			
Fonctionnement	356 035	349 350	-1,9%	360 705	357 280	-0,9%			
Total	362 450	359 315	-0,9%	362 450	359 315	-0,9%	0	0	
ENTREPRISE ADAPTEE									
DEPARTEMENTALE									
Investissement	233 134	202 065	-13,3%	46 450	25 160	-45,8%	-3 000	-3 000	0,0%
Fonctionnement	2 451 891	2 686 150	9,6%	2 638 575	2 863 055	8,5%			
Total	2 685 025	2 888 215	7,6%	2 685 025	2 888 215	7,6%	-3 000	-3 000	0,0%
PARC ET ATELIERS ROUTIERS									
DES LANDES									
Investissement	1 363 737	1 360 144	-0,3%	167 707	110 500	-34,1%			
Fonctionnement	5 859 360	6 116 460	4,4%	7 055 390	7 366 104	4,4%			
Total	7 223 097	7 476 604	3,5%	7 223 097	7 476 604	3,5%	0	0	
OPERATIONS FONCIERES									
ET IMMOBILIERES									
Investissement	60 000	60 000	0,0%	4 605	6 141	33,4%			
Fonctionnement	413 210	413 219	0,0%	468 605	467 078	-0,3%			
Total	473 210	473 219	0,0%	473 210	473 219	0,0%	0	0	
E.P.S.I.I									
Investissement	427 374	423 538	-0,9%	48 346	41 655	-13,8%	-126 420	-126 420	0,0%
Fonctionnement	8 503 550	10 261 552	20,7%	8 882 578	10 643 435	19,8%			
Total	8 930 924	10 685 090	19,6%	8 930 924	10 685 090	19,6%	-126 420	-126 420	0,0%
E.P.E.F.40									
Investissement	516 392	427 940	10,3%	84 501	14 420	-82,9%	-317 612	-320 960	1,1%
Fonctionnement	6 757 632	7 087 941	4,9%	7 189 523	7 501 461	4,3%			
Total	7 274 024	7 515 881	5,3%	7 274 024	7 515 881	3,3%	-317 612	-320 960	1,1%

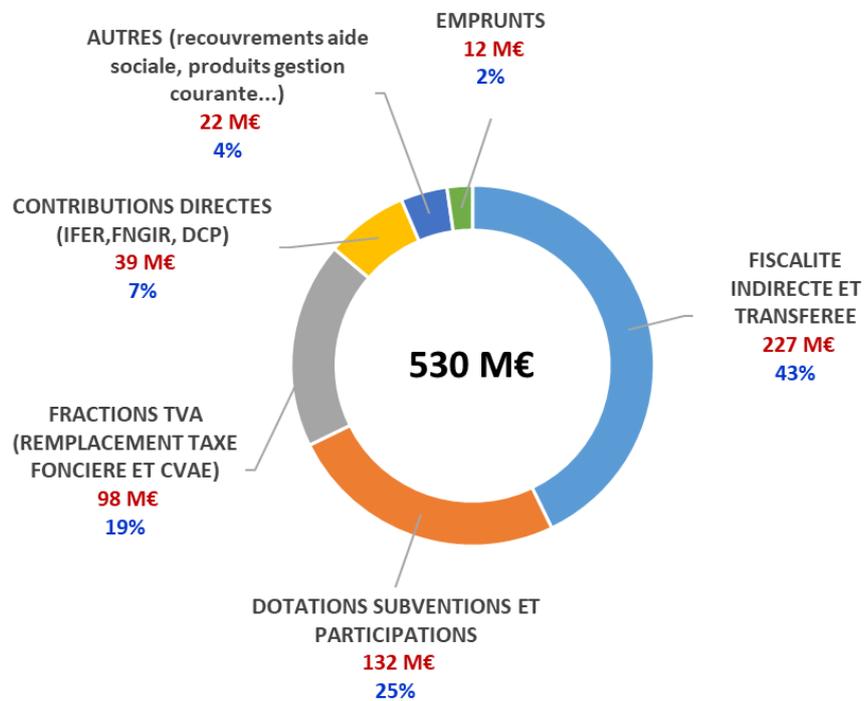
* Prévion d'emprunts (R16) - Remboursement capital emprunts (D16)

LA REPARTITION PAR SECTEURS D'ACTIVITES

après répartition des dépenses non fonctionnelles



LE FINANCEMENT





EVOLUTION DES DEPENSES ET DES RECETTES

Base budgets primitifs

(en milliers d'€)



PRESENTATION GENERALE : les budgets primitifs 2019 - 2023

LES DEPENSES

EVOLUTION PAR SECTION

en milliers d'€

	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	OB 2023	%
INVEST.	115 000	4,5	115 000	0,0	120 000	4,3	125 000	4,2	130 000	4,0
FONCT.	378 300	2,8	385 468	1,9	409 200	6,2	437 232	6,9	456 670	4,4
TOTAL	493 300	3,2	500 468	1,5	529 200	5,7	562 232	6,2	586 670	4,3

REPARTITION PAR SECTION EN % DU BUDGET

	2019	2020	2021	2022	OB 2023
INVEST.	23,3%	23,0%	22,7%	22,2%	22,2%
FONCT.	76,7%	77,0%	77,3%	77,8%	77,8%
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

LES RECETTES

EVOLUTION PAR SECTION

	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	OB 2023	%
INVEST.	64 635	-8,9	55 931	-13,5	51 155	-8,5	29 900	-41,6	30 640	2,5
FONCT.	428 665	5,3	444 537	3,7	453 562	2,0	484 091	6,7	499 030	3,1
TOTAL	493 300	3,2	500 468	1,5	504 717	0,8	513 991	1,8	529 670	3,1

REPARTITION PAR SECTION EN % DU BUDGET

	2019	2020	2021	2022	OB 2023
INVEST.	13,1%	11,2%	10,1%	5,8%	5,8%
FONCT.	86,9%	88,8%	89,9%	94,2%	94,2%
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

PRESENTATION GENERALE : les budgets primitifs 2019 - 2023

LES DEPENSES

en milliers d'€

	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	OB 2023	%
Investissement	115 000	4,5%	115 000	0,0%	120 000	4,3%	125 000	4,2%	130 000	4,0%
Dépenses d'équipement	60 322	3,6%	57 970	-3,9%	57 376	-1,0%	61 139	6,6%	67 107	9,8%
Voirie travaux (hors bâtiments)	20 456	-7,5%	27 319	33,6%	29 852	9,3%	31 695	6,2%	31 377	-1,0%
Collèges	18 165	9,8%	19 651	8,2%	18 539	-5,7%	17 264	-6,9%	19 860	15,0%
<i>Collèges (travaux)</i>	16 147	30,8%	15 121	-6,4%	13 907	-8,0%	15 014	8,0%	14 920	-0,6%
<i>Numérique éducatif et divers équipements collèges</i>	2 018	-52,0%	4 530	116,1%	4 632	116,1%	2 250	116,1%	4 940	116,1%
Bâtiments (y compris bâtiments culturels)	2 569	-28,8%	3 838	49,4%	3 094	-19,4%	5 982	93,3%	5 998	0,3%
Village ALZHEIMER	14 500	15,1%	2 310	-84,1%	291	-87,4%	0	-100,0%	0	
Autres dépenses d'équipement	4 633	38,1%	4 853	4,7%	5 600	15,4%	6 198	10,7%	9 872	59,3%
Autres interventions	36 948	6,2%	38 230	3,5%	42 724	11,8%	43 861	2,7%	42 893	-2,2%
Réseaux infrastructures	6 754	16,7%	7 887	16,8%	8 321	5,5%	7 145	-14,1%	5 673	-20,6%
Accompagnement et développement durable du territoire	28 694	-1,0%	28 842	0,5%	32 602	13,0%	34 916	7,1%	35 420	1,4%
Budget participatif	1 500		1 501	0,1%	1 801	20,0%	1 800	0,0%	1 800	0,0%
Dettes	17 730	4,3%	18 800	6,0%	19 900	5,9%	20 000	0,5%	20 000	0,0%
Fonctionnement	378 300	2,8%	385 468	1,9%	409 201	6,2%	437 232	6,9%	456 670	4,4%
Solidarité départementale (hors frais de personnel)	223 563	3,4%	227 889	1,9%	239 898	5,3%	254 491	6,1%	267 356	5,1%
Allocations individuelles de solidarité	106 070	4,4%	107 857	1,7%	116 143	7,7%	120 484	3,7%	124 120	3,0%
<i>Allocations RMI/RSA</i>	47 473	4,7%	48 281	1,7%	53 120	10,0%	52 820	-0,6%	51 020	-3,4%
<i>Prestations APA</i>	49 048	3,3%	49 870	1,7%	53 093	6,5%	57 114	7,6%	61 500	7,7%
<i>Prestation de compensation du handicap</i>	9 549	8,1%	9 706	1,6%	9 930	2,3%	10 550	6,2%	11 600	10,0%
Autres dépenses de solidarité (yc assistants familiaux)	117 493	2,5%	120 032	2,2%	123 755	3,1%	134 007	8,3%	143 236	6,9%
Autres politiques départementales	63 340	0,4%	65 692	3,7%	71 918	9,5%	73 401	2,1%	76 850	4,7%
Education, jeunesse, sports, culture (yc remplace)	21 233	3,6%	23 321	9,8%	24 603	5,5%	24 510	-0,4%	26 074	6,4%
transports élèves situation handicap	3 090	0,0%	3 090	0,0%	3 090	0,0%	3 090	0,0%	3 490	12,9%
Développement du territoire ⁽¹⁾	13 375	-5,0%	12 651	-5,4%	16 515	30,5%	17 649	6,9%	17 787	0,8%
SDIS	19 605	1,1%	20 593	5,0%	21 673	5,2%	22 040	1,7%	23 387	6,1%
Entretien patrimoine	6 037	0,0%	6 037	0,0%	6 037	0,0%	6 112	1,3%	6 112	0,0%
Autres dépenses de fonctionnement	86 998	2,8%	87 087	0,1%	87 407	0,4%	92 235	5,5%	98 305	6,6%
Masse salariale ⁽²⁾⁽³⁾	67 051	0,4%	68 622	2,3%	70 538	2,8%	73 806	4,6%	77 864	5,5%
Autres dépenses	16 005	14,3%	14 523	-9,3%	12 927	-11,0%	14 487	12,1%	16 499	13,9%
Compensation Transfert Région Loi Notré	3 942	0,0%	3 942	0,0%	3 942	0,0%	3 942	0,0%	3 942	0,0%
Fonds de péréquation	2 190	17,7%	2 700	23,3%	4 800	77,8%	7 000	45,8%	8 800	25,7%
Intérêts de la dette	2 210	13,7%	2 100	-5,0%	2 100	0,0%	2 000	-4,8%	3 300	65,0%
Disponible pour financement des DM					3 078		8 105	163,3%	2 059	-74,6%
Total général	493 300	3,2%	500 468	1,5%	529 201	5,7%	562 232	6,2%	586 670	4,3%

(1) incidence influenza aviaire et évolution des participations statutaires des syndicats mixtes

(2) Incidence Mesures Nouvelles (intégration postes accès tous numériques, service public insertion et emploi (DEP=REC), assistants d'éducation numérique éducatif et du budget annexe actions culturelles patrimoniales) => à périmètre constant la masse salariale progresse de 2,5%

(3) Hors assistants familiaux (solidarité) et remplacements agents collèges (éducation, jeunesse, sports, culture)

	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	OB 2023	%
Fonctionnement	378 300	2,8%	383 368	1,3%	409 200	6,7%	437 232	6,9%	456 670	4,4%
Aide Sociale Globale (yc frais de personnel)	243 541	3,1%	249 155	2,3%	261 832	5,1%	277 707	6,1%	292 804	5,4%
Intérêts de la dette	2 210	13,8%	2 100	-5,0%	2 100	0,0%	2 000	-4,8%	3 300	65,0%
Autres dépenses de fonctionnement	132 549	2,1%	132 113	-0,3%	145 268	10,0%	157 525	8,4%	160 566	1,9%

PRESENTATION GENERALE : les budgets primitifs 2019 - 2023

LES RECETTES

en milliers d'€

	2019	%	2020	%	2021	%	2022	%	OB 2023	%
Investissement	64 635	-8,9%	55 931	-13,5%	51 155	-8,5%	29 900	-41,6%	30 640	2,5%
Dotations et subventions	14 102	5,8%	13 841	-1,9%	13 818	-0,2%	15 143	9,6%	17 094	12,9%
Dotations (FCTVA)	6 900	-1,4%	6 959	0,9%	7 400	6,3%	7 000	-5,4%	7 200	2,9%
Autres dotations (DGE DDEC ...)	2 195	-38,4%	2 195	0,0%	2 674	21,8%	2 595	-3,0%	3 150	21,4%
Subv investissement	5 007	81,3%	4 687	-6,4%	3 744	-20,1%	5 548	48,2%	6 744	21,6%
Avances créances divers	2 933	-9,7%	5 090	73,5%	3 337	-34,4%	2 757	-17,4%	1 546	-43,9%
Créances	1 813	-14,3%	1 889	4,2%	2 063	9,2%	1 917	-7,1%	1 488	-22,4%
Autres (Op compte tiers Cessions divers)	1 120	-1,3%	3 201	185,8%	1 274	-60,2%	840	-34,1%	58	-93,1%
Emprunts	47 600	-12,5%	37 000	-22,3%	34 000	-8,1%	12 000	-64,7%	12 000	0,0%
Fonctionnement	428 665	5,3%	444 537	3,7%	453 562	2,0%	484 091	6,7%	499 030	3,1%
Solidarité départementale	63 948	2,8%	64 824	1,4%	66 222	2,2%	70 079	5,8%	76 799	9,6%
Financement des allocations de solidarité	46 757	2,5%	46 757	0,0%	48 304	3,3%	51 854	7,3%	51 454	-0,8%
Financement RSA (TICPE)	24 154	0,0%	24 154	0,0%	24 154	0,0%	24 154	0,0%	24 154	0,0%
Financement RSA (FMDI)	1 955	8,6%	1 955	0,0%	1 900	-2,8%	1 800	-5,3%	1 800	0,0%
Financement APA (CNSA)	17 600	6,0%	17 600	0,0%	19 000	8,0%	21 700	14,2%	21 000	-3,2%
Financement PCH (CNSA)	3 048	0,0%	3 048	0,0%	3 250	6,6%	4 200	29,2%	4 500	7,1%
Autres financements aide sociale	17 191	3,5%	18 067	5,1%	17 918	-0,8%	18 225	1,7%	25 345	39,1%
Dotations de l'Etat	60 493	-0,8%	60 619	0,2%	60 572	-0,1%	60 491	-0,1%	60 580	0,1%
DGF	56 683	-0,9%	56 809	0,2%	56 782	0,0%	56 701	-0,1%	56 700	0,0%
DGD	3 530	0,0%	3 530	0,0%	3 530	0,0%	3 530	0,0%	3 530	0,0%
FCTVA	280		280		260		260		350	
Droits de mutation (et TA)	80 000	0,0%	93 000	16,3%	98 600	6,0%	120 000	21,7%	115 000	-4,2%
Fiscalité transférée (TSCA TICPE) (hors financement RSA)	64 704	5,1%	65 998	2,0%	68 617	4,0%	70 000	2,0%	71 883	2,7%
Autres produits de fiscalité indirecte (TElectricité, Taménagt, Rmines ...)	18 407	23,4%	16 289	-11,9%	14 025	-11,9%	15 226	-11,9%	15 535	-11,9%
Ressources fiscales et assimilées	135 325	12,6%	137 457	1,6%	138 801	1,0%	140 290	1,1%	151 702	8,1%
Contributions directes	120 593	14,6%	122 949	2,0%	124 478	1,2%	125 950	1,2%	137 262	9,0%
Taxe sur le Foncier Bâti (levier fiscal)	83 035	19,0%	84 920	2,3%						
Fraction compensatoire de TVA					86 002	1,3%	88 488	2,9%	98 200	11,0%
CVAE / Fraction compensatoire de TVA	18 713	9,7%	19 087	2,0%	18 980	-0,6%	18 033	-5,0%	18 791	4,2%
IFER	2 322	2,9%	2 322	0,0%	2 640	13,7%	2 800	6,1%	3 200	14,3%
FNGIR	9 929	0,0%	9 929	0,0%	9 929	0,0%	9 929	0,0%	9 929	0,0%
Fds de compensation péréqué AIS	6 594	6,3%	6 691	1,5%	6 927	3,5%	6 700	-3,3%	7 142	6,6%
DCRTP	11 402	-1,7%	11 402	0,0%	11 367	-0,3%	11 367	0,0%	11 366	0,0%
Compensations fiscales et autres comp	3 330	-2,6%	3 106	-6,7%	2 956	-4,8%	2 973	0,6%	3 074	3,4%
Autres produits de fonctionnement	5 787	-27,7%	6 350	9,7%	6 725	5,9%	8 005	19,0%	7 531	-5,9%
Total général	493 300	3,2%	500 468	1,5%	504 717	0,8%	513 991	1,8%	529 670	3,1%



LES DEPENSES DE PERSONNEL



EVOLUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL

	CA 2018	% évol	CA 2019	% évol	CA 2020	% évol	CA 2021	% évol	CA2022	% évol	OB 2023	% évol
MASSE SALARIALE Y COMPRIS MESURES NOUVELLES* (hors assistants familiaux)	67 434 510	2,0%	68 642 691	1,8%	69 982 750	2,0%	72 750 762	4,0%	76 966 285	5,8%	79 030 321	2,7%
RECETTES EN ATTENUATION (rembours de personnels mis à disposition et part. Etat plan pauvreté stratégie enfance...)	-2 587 449		-2 341 979		-2 246 592		-3 757 725		-3 473 990		-3 762 000	
MASSE SALARIALE (hors assistants familiaux)	64 847 061	1,0%	66 300 712	2,2%	67 736 158	2,2%	68 993 037	1,9%	73 492 295	6,5%	75 268 321	2,4%
Assistants familiaux	14 835 346	2,0%	14 693 606	-1,0%	14 925 287	1,6%	14 516 993	-2,7%	15 252 665	5,1%	15 500 000	1,6%

Pour information

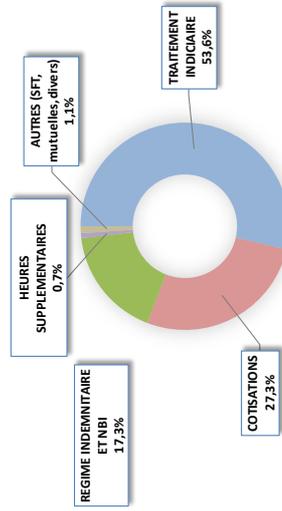
En 2021 la masse salariale a été fortement impactée par les remplacements liés à la crise sanitaire COVID

*Les Mesures nouvelles 2022

intégration du personnel du Budget annexe des Actions Culturelles et Patrimoniales (abîuré) vers le Budget principal, des assistants d'éducation TICE, et impact des mesures nationales (réévaluation du point d'indice, CTI SEGUR, réforme catégorie C...)

Répartition masse salariale 2022

(hors assistants familiaux, remboursements CAG, apprentis, stagiaires, AIE)



EFFECTIFS EMPLOIS PERMANENTS
(hors Assistants Familiaux et Travailleurs Handicapés)

Années (1er janvier)	Total effectif (emplois pourvus)	dont conseillers numériques/ Animateurs SSID	dont postes cofinancés Etat/Europe, divers	dont AFTIC	dont agents mis à disposition	Total net effectif (emplois pourvus)	Evolution
2019	1495				68	1427	
2020	1499				70	1429	0,1%
2021	1513	5	15		65	1428	-0,1%
2022	1545	17	15		66	1447	1,3%
2023	1551	11	23	20	66	1431	-1,1%

AVANTAGES EN NATURE AU 31/12/2022

NATURE	MARQUE/LOCALISATION
VEHICULE	PEUGEOT 308 DIESEL 7CV
LOGEMENTS DE FONCTION POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE	COL NELSON MANDELA BISCARROSSE COL AIMÉ CÉSAIRE ST GEOURS DE MAREMNE COL FRANCOIS TRUFFAUT ST MARTIN DE SEIGNANX COL LANGEVIN WALLON TARNOS COL D' ALBRET DAX COL J.CLAUDE SESCOUSSE ST VINCENT DE TYROSSE COL DANIELLE MITTERRAND ST PAUL LES DAX COL FRANCOIS MITTERRAND SOUSTONS CONCIERGERIE MEDIATHEQUE CONCIERGERIE HOTEL DU DEPARTEMENT CONCIERGERIE MUSEE D'ARTHOUS

TEMPS DE TRAVAIL

Par délibération n°J5 du 2 avril 1997, le Conseil Général a décidé de réduire à 35 heures hebdomadaires le temps de travail des agents départementaux à compter du 1er mai 1997.

Suite à la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique et par délibération n° M-5/1 de la Décision Modificative n° 1-2022 du Conseil départemental des Landes approuvant le cadre du temps de travail applicable aux agents du Département, la durée annuelle de travail d'un agent à temps complet est fixée à 1 607 heures à compter du 1er janvier 2023.

LA DETTE



ETAT DE LA DETTE

Caractéristiques		Montants					Taux				
		Montant Initial	Dettes en capital au 01/01/2023	ANNUTE 2023	Capital	Intérêts	Dettes en capital au 31/12/2023	Index	Marge		
Gestion active de la dette en 2020 et 2021		Durée Initiale	Durée Résiduelle au 01/01/2023								
TOTAL REALISATION ANNEE 2008 : 19 500 000											
CAISSE DES DEPOSITS 2008	15 ans	1 an, 1 jour	Durée Résiduelle au 01/01/2023	19 500 000,00	3 387 273,64	1 806 991,88	1 656 935,66	150 056,22	1 730 337,98	FIXE	4,43
				19 500 000,00	3 387 273,64	1 806 991,88	1 656 935,66	150 056,22	1 730 337,98		
TOTAL REALISATION ANNEE 2009 : 53 000 000											
EMPRUNT SOCIETE GENERALE 2009	15 ans	1 an, 8 mois, 9 jours		33 000 000,00	3 850 000,00	2 255 889,69	2 200 000,00	55 889,69	1 650 000,00	EUR 1 mois	0,49
CREDIT FONCIER 2009 (TRANCHE 1)	15 ans	1 an, 11 mois, 15 jours		20 000 000,00	2 666 666,82	1 368 459,29	1 333 333,36	35 125,93	1 333 333,46	EUR 3 mois	0,45
				53 000 000,00	6 516 666,82	3 624 348,98	3 533 333,36	91 015,62	2 983 333,46		
TOTAL REALISATION ANNEE 2010 : 20 000 000											
CREDIT FONCIER 2009 (SOLDE TRANCHE 2 EN 2010)	15 ans	2 ans, 12 jours		20 000 000,00	3 000 000,17	1 379 033,96	1 333 333,32	45 700,64	1 666 666,85	EUR 3 mois	0,45
				20 000 000,00	3 000 000,17	1 379 033,96	1 333 333,32	45 700,64	1 666 666,85		
TOTAL REALISATION ANNEE 2011 : 30 000 000											
BNP PARIBAS 2011	15 ans	3 ans, 3 mois, 7 jours		20 000 000,00	4 666 666,82	1 404 501,65	1 333 333,32	71 168,33	3 333 333,50	EUR 3 mois	0,53
BNP PARIBAS 2011 (RENEGOCIATION MARGE EN 2015)	15 ans	3 ans, 11 mois, 12 jours		5 000 000,00	1 333 333,48	355 083,32	333 333,32	21 750,00	1 000 000,16	EUR 3 mois	1,10
CREDIT COOPERATIF (FIN EXERCICE 2011) (RENEGOCIATION MARGE EN 2015)	15 ans	3 ans, 11 mois, 30 jours		5 000 000,00	1 333 333,37	356 291,69	333 333,36	22 958,33	1 000 000,01	EUR 3 mois	1,20
				30 000 000,00	7 333 333,67	2 115 876,66	2 000 000,00	115 876,66	5 333 333,67		
TOTAL REALISATION ANNEE 2012 (avant renégociations) : 22 000 000											
CAISSE D'EPARGNE 2013 (EMPRUNT ORIGINE 10 M€ CA 2012) (RENEG. MARGE EN 2015) (RENEG. EN TAUX FIXE EN 2020)	14 ans	4 ans, 8 mois, 10 jours		9 000 000,00	3 214 285,74	661 178,57	642 857,14	18 321,43	2 571 428,60	FIXE	0,60
CAISSE D'EPARGNE (2015 REFINANCEMENT PRET CDC 2012 N°8 - 5 M€)	11 ans 9 mois	4 ans, 7 mois, 2 jours		3 916 000,00	1 583 063,80	367 088,26	333 276,60	33 811,66	1 249 787,20	EUR 3 mois	0,91
CREDIT COOPERATIF 2012 - 3 M€ (RENEGOCIATION MARGE EN 2015)	15 ans	4 ans, 7 mois, 20 jours		3 000 000,00	950 000,00	221 875,00	200 000,00	21 875,00	750 000,00	EUR 3 mois	1,20
CAISSE D'EPARGNE 2012 - (RENEGOCIATION EN TAUX FIXE EN 2020)	15 ans	4 ans, 11 mois, 3 jours		4 000 000,00	1 333 333,21	272 833,31	266 666,64	6 166,67	1 066 666,57	FIXE	0,50
CAISSE D'EPARGNE (2015 REFINANCEMENT PRET CDC 2012 N°11 - 5 M€) (EMPRUNT CT ORIGINE 10 M€ CA 2011)	12 ans 6 mois	5 ans, 4 mois, 2 jours		4 166 000,00	1 833 040,00	372 905,20	333 280,00	39 625,20	1 499 760,00	EUR 3 mois	0,91
				24 082 000,00	8 913 722,75	1 895 880,34	1 776 080,38	119 799,96	7 137 642,37		
TOTAL REALISATION ANNEE 2013 (avant renégociations) : 10 000 000											
CREDIT COOPERATIF FIN EXERCICE 2013 (EMPRUNT CT ORIGINE 10 M€ CA 2011)	15 ans	5 ans, 11 mois, 27 jours		5 000 000,00	2 000 000,05	385 833,32	333 333,32	52 500,00	1 666 666,73	LIVRET A	0,80
CAISSE D'EPARGNE (2015 REFINANCEMENT PRET CA 2013 N°13 - 10 M€)	18 ans	10 ans, 2 mois, 10 jours		6 000 000,00	3 416 666,77	386 725,92	333 333,32	53 392,60	3 083 333,45	EUR 3 mois	1,10
BANQUE POSTALE / CAFIPL (RENEGOCIATION EN TAUX FIXE EN 2020) (2015 REFINANCEMENT PRET CA 2013 N°13 - 10 M€)	18 ans 10 mois	11 ans, 1 jour		3 375 000,00	2 025 000,00	189 787,50	180 000,00	9 787,50	1 845 000,00	FIXE	0,50
				14 375 000,00	7 441 666,82	962 346,74	846 666,64	115 680,10	6 595 000,18		
TOTAL REALISATION ANNEE 2014 (hors solde CDC voirie) : 30 000 000											
EMPRUNT COLLEGE LABRIT	30 ans	22 ans, 2 mois, 1 jour		7 615 000,00	5 647 791,77	418 569,58	253 833,32	164 736,26	5 393 958,45	LIVRET A	1,00
CDC 2014 VOIRIE 8 585 000 (7 385 000 EN 2014 - 1 200 000 EN 2015)	30 ans	22 ans, 2 mois, 1 jour		8 585 000,00	6 367 208,23	471 887,06	286 166,68	185 720,38	6 081 041,55	LIVRET A	1,00
BANQUE POSTALE / CAFIPL (RENEGOCIATION EN TAUX FIXE EN 2020)	15 ans 1 mois	7 ans, 3 mois, 1 jour		15 000 000,00	7 500 000,00	1 024 937,50	1 000 000,00	24 937,50	6 500 000,00	FIXE	0,35
				31 200 000,00	19 515 000,00	1 915 394,14	1 540 000,00	375 394,14	17 975 000,00		

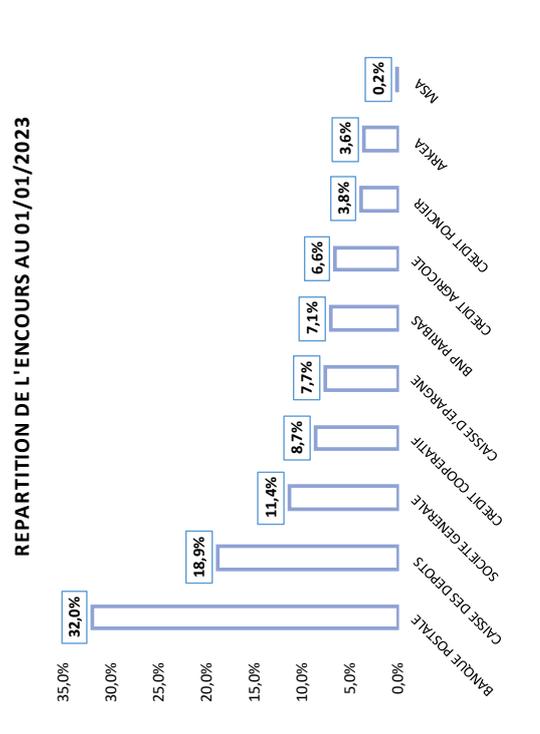
ETAT DE LA DETTE

Caractéristiques	Montants					Taux				
	Durée Initiale	Durée Résiduelle au 01/01/2023	Montant Initial	Dettes en capital au 01/01/2023	ANNUITE 2023	Capital	Intérêts	Dettes en capital au 31/12/2023	Index	Marge
Gestion active de la dette en 2020 et 2021										
TOTAL REALISATION ANNEE 2015 (dont solde CDC voirie) : 32 000 000										
CDC BATIMENTS	30 ans	22 ans, 5 mois, 1 jour	800 000,00	599 999,90	50 300,43	26 666,68	23 633,75	573 333,22	LIVRET A	1,00
CDC COLLEGES	30 ans	23 ans, 11 mois, 1 jour	10 800 000,00	8 640 000,00	612 328,78	360 000,00	252 328,78	8 280 000,00	LIVRET A	1,00
(4 300 000 EN 2015 ET 6 500 000 EN 2016)*	15 ans	7 ans, 6 mois, 1 jour	9 200 000,00	4 753 333,43	663 542,32	613 333,32	50 209,00	4 140 000,11	FIXE	1,11
BANQUE POSTALE / BEI (ENVELOPPE COLLEGES)	15 ans	9 ans, 1 jour	8 000 000,00	4 400 000,04	549 713,36	533 333,36	16 380,00	3 866 666,68	FIXE	0,39
LA BANQUE POSTALE (RENEGOCIATION EN TAUX FIXE EN 2020)	15 ans	7 ans, 11 mois, 24 jours	8 500 000,00	4 533 333,24	627 158,35	566 666,68	60 491,67	3 966 666,56	EUR 3 mois	0,45
BNP PARIBAS (RENEGOCIATION MARGE EN 2020)	*dont 240 000€ d'intérêts de préfinancement									
		(- 6,5 M€ CDC mobilisés en 2016)	37 300 000,00	22 926 666,61	2 503 043,24	2 100 000,04	403 043,20	20 826 666,57		
TOTAL REALISATION ANNEE 2016 (dont solde CDC collèges) : 30 000 000										
CREDIT AGRICOLE / BEI (Enveloppe COLLEGES)	15 ans	8 ans, 3 mois, 28 jour	3 200 000,00	1 813 333,34	232 399,99	213 333,32	19 066,67	1 600 000,02	FIXE	1,10
CREDIT AGRICOLE / BEI (Enveloppe Performance énergie)	15 ans	8 ans, 10 mois, 10 jours	759 000,00	467 480,04	54 288,60	50 117,64	4 170,96	417 362,40	FIXE	0,88
CDC COLLEGES (Prêt Croissance Verte)	15 ans	13 ans, 9 mois, 21 jours	4 870 000,00	3 409 000,00	243 500,00	243 500,00	0,00	3 165 500,00	FIXE	0,00
CREDIT AGRICOLE	15 ans	8 ans, 11 mois, 23 jours	3 000 000,00	1 844 413,88	212 867,84	198 228,23	14 639,61	1 646 185,65	FIXE	0,83
LA BANQUE POSTALE	15 ans	8 ans, 1 jour	7 671 000,00	4 730 450,00	548 617,14	511 400,00	37 217,14	4 219 050,00	FIXE	0,82
CREDIT COOPERATIF	15 ans	8 ans, 11 mois, 14 jours	4 000 000,00	2 399 999,98	287 066,67	266 666,67	20 400,00	2 133 333,31	FIXE	0,85
		(- 6,5 M€ CDC mobilisés en 2016)	23 500 000,00	14 664 677,24	1 578 740,24	1 483 245,86	95 494,38	13 181 431,38		
TOTAL REALISATION 2017 : 13 000 000										
LA BANQUE POSTALE 2017	15 ans	9 ans, 1 mois, 1 jour	2 000 000,00	1 233 333,41	144 101,65	133 333,32	10 766,33	1 100 000,09	FIXE	0,91
CREDIT COOPERATIF 2017	15 ans	9 ans, 11 mois, 18 jours	3 000 000,00	2 000 000,00	220 000,00	200 000,00	20 000,00	1 800 000,00	FIXE	1,00
ARKEA CREDIT MUTUEL 2017	15 ans	9 ans, 11 mois, 20 jours	8 000 000,00	5 386 458,81	630 021,54	529 006,89	101 014,65	4 857 451,92	EUR 3 mois	0,40
			13 000 000,00	8 619 792,22	994 123,19	862 340,21	131 782,98	7 757 452,01		
TOTAL REALISATION 2018 : 22 000 000										
LA BANQUE POSTALE PLUS ALZHEIMER	41 ans 6 mois	37 ans, 7 mois, 1 jour	14 500 000,00	13 874 462,98	684 651,97	256 131,76	428 520,21	13 618 331,22	LIVRET A	1,11
CREDIT AGRICOLE 2018	15 ans	10 ans, 11 mois, 20 jours	7 500 000,00	5 634 591,86	551 448,45	481 016,05	70 432,40	5 153 575,81	FIXE	1,25
			22 000 000,00	19 509 054,84	1 236 100,42	737 147,81	498 952,61	18 771 907,03		
TOTAL REALISATION 2019 : 15 800 000										
MSA ALZHEIMER	10 ans	7 ans, 1 mois	300 000,00	240 597,67	30 414,08	29 812,59	601,49	210 785,08	FIXE	0,25
SOCIETE GENERALE 2019	15 ans	11 ans, 7 mois, 19 jours	10 000 000,00	7 833 333,29	714 332,05	666 666,68	47 665,37	7 166 666,61	FIXE	0,62
CREDIT COOPERATIF 2019	15 ans	11 ans, 5 mois, 10 jours	5 500 000,00	4 216 666,62	417 656,26	366 666,68	50 989,58	3 849 999,94	FIXE	1,25
			15 800 000,00	12 290 597,58	1 162 402,39	1 063 145,95	99 256,44	11 227 451,63		
TOTAL REALISATION 2020 : 16 000 000										
LA BANQUE POSTALE 2020	15 ans	13 ans, 1 jour	10 000 000,00	8 833 333,31	700 141,68	666 666,68	33 475,00	8 166 666,63	FIXE	0,39
SOCIETE GENERALE	15 ans	12 ans, 11 mois, 14 jours	6 000 000,00	5 200 000,00	422 526,78	400 000,00	22 526,78	4 800 000,00	FIXE	0,44
			16 000 000,00	14 033 333,31	1 122 668,46	1 066 666,68	56 001,78	12 966 666,63		
TOTAL										
			319 757 000,00	148 151 785,67	22 296 950,64	19 998 895,91	2 298 054,73	128 152 889,76		1,55

BEI : Banque Européenne d'Investissement
CAFFIL : Caisse Française de Financement Local

ETAT DE LA DETTE PAR PRETEUR AU 01/01/2023

	Dette en capital au 01/01/2023	EN %
BANQUE POSTALE	47 349 913	32,0%
CAISSE DES DEPOTS	28 051 274	18,9%
SOCIETE GENERALE	16 883 333	11,4%
CREDIT COOPERATIF	12 900 000	8,7%
CAISSE D'EPARGNE	11 380 390	7,7%
BNP PARIBAS	10 533 334	7,1%
CREDIT AGRICOLE	9 759 819	6,6%
CREDIT FONCIER	5 666 667	3,8%
ARKEA	5 386 459	3,6%
MSA	240 598	0,2%
	148 151 786	100,00%



ETAT DE LA DETTE PAR TYPE DE TAUX AU 01/01/2023

	Dette en capital au 01/01/2023	EN %
TAUX FIXE	76 469 759,46	51,6%
LIVRET A	37 129 462,93	25,1%
EURIBOR 1 et 3 mois	34 552 563,28	23,3%
	148 151 786	100,0%

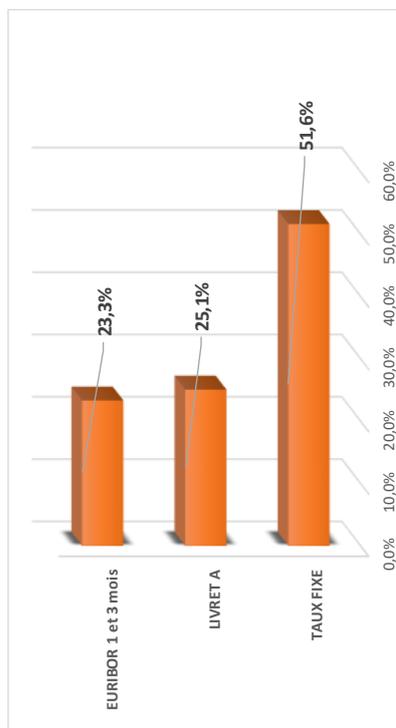


Tableau d'extinction Prévisionnel de la dette au 01/01/2023

Exercice	Dettes en capital au 1er Janvier	Amortissement	Intérêts	Annuité	Dettes en capital au 31 Décembre
2018	187 769 643,59	16 988 403,36	1 855 997,78	18 844 401,14	192 781 240,23
2019	192 781 240,23	17 859 284,10	2 101 472,75	19 960 756,85	190 721 956,13
2020	190 721 956,13	18 736 945,91	1 894 730,45	20 631 676,36	187 985 010,22
2021	187 985 010,22	19 867 244,07	1 671 696,38	21 538 940,45	168 117 766,15
2022	168 117 766,15	19 965 980,47	1 789 890,96	21 755 871,43	148 151 785,68
2023	148 151 785,68	19 998 895,91	2 298 054,73	22 296 950,64	128 152 889,77
2024	128 152 889,77	19 537 383,52	1 972 312,67	21 509 696,19	108 615 506,25
2025	108 615 506,25	13 839 009,16	1 660 862,38	15 499 871,54	94 776 497,09
2026	94 776 497,09	12 854 490,15	1 484 129,93	14 338 620,08	81 922 006,94
2027	81 922 006,94	11 403 515,27	1 325 886,25	12 729 401,52	70 518 491,67
2028	70 518 491,67	9 943 266,67	1 204 597,97	11 147 864,64	60 575 225,00
2029	60 575 225,00	9 459 378,85	1 091 642,86	10 551 021,71	51 115 846,15
2030	51 115 846,15	8 822 331,48	979 267,63	9 801 599,11	42 293 514,67
2031	42 293 514,67	6 775 079,25	879 546,27	7 654 625,52	35 518 435,42
2032	35 518 435,42	5 533 676,50	791 924,66	6 325 601,16	29 984 758,92
2033	29 984 758,92	4 386 498,60	718 741,76	5 105 240,36	25 598 260,32
2034	25 598 260,32	3 279 299,72	660 894,48	3 940 194,20	22 318 960,60
2035	22 318 960,60	2 586 850,54	616 785,85	3 173 636,39	19 762 110,06
2036	19 762 110,06	1 662 844,28	575 739,47	2 238 583,75	18 099 265,78
2037	18 099 265,78	1 258 784,05	537 708,59	1 796 492,64	16 840 481,73
2038	16 840 481,73	1 265 004,65	499 574,07	1 764 578,72	15 575 477,08
2039	15 575 477,08	1 271 341,77	461 241,43	1 732 583,20	14 304 135,31
2040	14 304 135,31	1 277 797,58	422 829,04	1 700 626,62	13 026 337,73
2041	13 026 337,73	1 284 374,31	384 211,20	1 668 585,51	11 741 963,42
2042	11 741 963,42	1 291 074,23	345 431,29	1 636 505,52	10 450 889,19
2043	10 450 889,19	1 297 899,63	308 492,08	1 604 391,71	9 152 989,56
2044	9 152 989,56	1 304 852,88	267 355,44	1 572 208,32	7 848 136,68
2045	7 848 136,68	893 602,62	231 096,76	1 124 699,38	6 954 534,06
2046	6 954 534,06	752 485,83	207 205,71	959 691,54	6 202 048,23
2047	6 202 048,23	399 837,15	188 238,62	588 075,77	5 802 211,08
2048	5 802 211,08	407 326,15	175 716,69	583 042,84	5 394 884,93
2049	5 394 884,93	414 985,42	162 960,20	577 915,62	4 979 929,51
2050	4 979 929,51	422 727,59	149 964,80	572 692,39	4 557 201,92
2051	4 557 201,92	430 645,35	136 725,99	567 371,34	4 126 556,57
2052	4 126 556,57	438 711,38	123 239,22	561 950,60	3 687 845,19
2053	3 687 845,19	446 928,51	109 499,83	556 428,34	3 240 916,68
2054	3 240 916,68	455 299,54	95 503,11	550 802,65	2 785 617,14
2055	2 785 617,14	463 827,37	81 244,21	545 071,58	2 321 789,77
2056	2 321 789,77	472 514,92	66 718,27	539 233,19	1 849 274,85
2057	1 849 274,85	481 365,18	51 920,23	533 285,41	1 367 909,67
2058	1 367 909,67	490 381,23	36 845,03	527 226,26	877 528,44
2059	877 528,44	499 566,13	21 487,47	521 053,60	377 962,31
2060	377 962,31	377 962,31	5 864,37	383 826,68	0,00

extinctions des emprunts

CDC 19,5 M€ dernière échéance 01/01/2024 (amort 1,7M€)

SG 33 M€ dernière échéance 09/09/2024 (amort 1,7M€)

Crédit Foncier 20 M€ dernière échéance 15/12/2024 (amort 1,3M€)

EVOLUTION DE LA DETTE POUR EMPRUNT

Comparaisons nationales

DETTTE POUR EMPRUNT	CA 2018	Evol 2017/2018	CA 2019	Evol 2018/2019	CA 2020	Evol 2019/2020	CA 2021	Evol 2020/2021	CA 2022*	Evol 2021/2022
ENCOURS en €	192 781 240	2,67%	190 721 956	-1,07%	187 985 010	-1,44%	168 117 766	-10,57%	148 151 786	-11,88%
ANNUITE en € hors gestion active de la dette et hors ICNE	18 844 401	4,63%	19 960 358	5,92%	20 631 676	3,36%	21 538 940	4,40%	21 755 871	1,01%
ANNUITE en € hors gestion active de la dette et y compris ICNE à/c de 2016 (base critères DGCL)	18 815 347	5,94%	19 886 372	5,69%	20 546 284	3,32%	21 443 857	4,37%	21 789 708	1,61%
Nombre d'habitants INSEE-DGCL	416 642		418 200		419 709		422 602		425 968	**
Encours en € /hab dans les Landes	463	2,04%	456	-1,44%	448	-1,79%	398	-11,18%	348	-12,57%
Encours en € /hab moy Nat *	513		499		515		504			
Annuité en € /hab dans les Landes	45	5,29%	48	5,69%	49	2,56%	51	3,65%	51	0,81%
Annuité en € /hab moy Nat *	62		64		61		64		NC	
Capacité de désendettement (encours/épargne brute)	3,8	-7,32%	2,5	-34,21%	3,0	20,00%	1,7	-43,33%	1,6	-5,88%
Moyenne Nationale*	4,1		3,5		4,2		2,8		NC	

* Base CA 2022 provisoire

** Source : INSEE Population au 01/01/2022



LES ELEMENTS COMPARATIFS

REGION NOUVELLE-AQUITAINE

STRATE

METROPOLE (hors Paris)

Sources : DGCL : les finances 2021 (mise en ligne décembre 2022)
DGCL : données DGFIP (comptes de gestion 2020 et 2021)
INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).



Les comptes administratifs des départements 2021

L'endettement (hors gestion active de la dette)

Départements	Remboursement de dette			Produits des emprunts			Dettes au 31/12/2021			Annuité de la dette		
	2021 M€	2021 €/h	Evolution / 2020	2021 M€	2021 €/h	Evolution / 2020	2021 M€	2021 €/h	Evolution / 2020	2021 M€	2021 €/h	Evolution / 2020
16 Charente	19,2	53	+4,5%	20,0	55	-20,0%	186,4	516	+0,4%	20,7	57	+3,5%
17 Charente-Maritime	45,7	69	+25,8%	35,0	53	-22,6%	385,5	582	-2,7%	50,7	76	+21,1%
19 Corrèze	32,1	129	+5,9%	3,5	14	-87,2%	285,8	1 151	-9,1%	38,1	154	+2,6%
23 Creuse	11,8	98	+4,8%	10,0	83	-20,0%	99,1	819	-1,8%	13,2	109	+3,0%
24 Dordogne	36,0	85	+3,0%	37,0	87	-3,5%	453,2	1 069	+0,2%	43,1	102	+1,6%
33 Gironde	81,1	50	+58,5%	120,0	74	-24,3%	787,1	484	+5,2%	92,9	57	+47,0%
40 Landes	19,9	47	+6,0%	0,0	0	-100,0%	168,1	398	-10,6%	21,4	51	+4,4%
47 Lot-et-Garonne	27,4	81	+8,4%	14,5	43	-31,6%	234,2	688	-5,2%	32,0	94	+4,8%
64 Pyrénées-Atlantiques	34,7	50	+9,0%	0,0	0	-100,0%	327,6	469	-9,6%	39,2	56	+6,6%
79 Deux-Sèvres	23,4	61	+10,4%	5,0	13	-75,0%	188,1	489	-8,9%	27,4	71	+6,9%
86 Vienne	22,0	49	-27,2%	25,0	56	-13,4%	187,3	418	+1,6%	24,0	54	-26,1%
87 Haute-Vienne	5,5	14	-4,3%	0,8	2	-96,2%	40,2	106	-10,4%	5,9	15	-4,4%
NOUVELLE AQUITAINE	358,7	59	+13,7%	270,8	44	-41,8%	3 342,6	546	-2,6%	408,8	67	+10,6%
Strate (250 à 500 000 hbts) yc 69D hors Corse	582,5	62	+0,2%	418,3	44	-27,8%	5 094,8	538	-3,2%	665,1	70	-1,1%
Métropole hors Paris, Corse, 69M	3 471,8	56	+7,2%	2 852,4	46	-31,3%	31 273,9	504	-1,9%	3 971,8	64	+4,9%

Hors refinancement de dette

Source : DGCL. Données DGFIP (comptes de gestion 2020 et 2021).
INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

Les comptes administratifs des départements 2021

L'endettement (hors gestion active de la dette)

Départements	Remboursement de dette (1)			Produits des emprunts (2)			Dette au 31/12/2021 (3)			Annuité de la dette (3)		
	2021	2021	Evolution / 2020	2021	2021	Evolution / 2020	2021	2021	Evolution / 2020	2021	2021	Evolution / 2020
	M€	€/h		M€	€/h		M€	€/h		M€	€/h	
01 Ain	36,8	55	+1,0%	25,0	38	+0,0%	413,7	623	-2,8%	48,4	73	-1,6%
02 Aisne	29,9	55	+7,5%	39,1	72	-1,4%	520,2	954	+1,8%	47,6	87	+2,4%
03 Allier	29,1	84	-1,1%	20,4	59	-24,4%	269,3	778	-3,1%	32,1	93	-2,2%
04 Alpes-de-Haute-Provence	13,8	82	+3,2%	5,0	30	-16,7%	108,4	643	-7,5%	15,5	92	+1,8%
05 Hautes-Alpes	17,9	123	+24,9%	15,0	103	-0,1%	174,2	1 199	-1,7%	22,6	156	+22,5%
06 Alpes-Maritimes	70,9	64	+6,4%	115,0	105	+0,0%	872,8	793	+5,3%	91,3	83	-0,1%
07 Ardèche	20,1	60	-3,9%	21,0	63	-41,7%	295,4	880	+0,3%	23,9	71	-3,9%
08 Ardennes	25,5	92	-3,8%	15,0	54	+50,0%	168,4	605	-5,9%	28,5	102	-5,7%
09 Ariège	2,2	14	-18,0%	0,0	0	-100,0%	11,1	70	-16,5%	2,3	14	-16,9%
10 Aube	9,8	31	+18,4%	0,0	0	-98,4%	20,3	64	-32,5%	10,4	33	+13,8%
11 Aude	22,8	60	+13,2%	30,1	79	-21,3%	227,7	597	+3,3%	25,1	66	+11,6%
12 Aveyron	21,6	75	+9,6%	24,5	85	+16,7%	185,2	639	+0,9%	24,3	84	+7,1%
13 Bouches-du-Rhône	106,2	52	+48,0%	357,0	173	-19,3%	1 660,6	807	+17,8%	121,4	59	+41,2%
14 Calvados	34,8	49	+8,6%	10,0	14	-73,6%	154,8	219	-13,8%	37,2	53	+6,9%
15 Cantal	17,0	113	-5,9%	6,0	40	-31,7%	181,0	1 209	-5,7%	19,6	131	-6,6%
16 Charente	19,2	53	+4,5%	20,0	55	-20,0%	186,4	516	+0,4%	20,7	57	+3,5%
17 Charente-Maritime	45,7	69	+25,8%	35,0	53	-22,6%	385,5	582	-2,7%	50,7	76	+21,1%
18 Cher	25,2	81	+1,5%	19,0	61	-26,9%	250,4	806	-2,4%	29,5	95	-0,1%
19 Corrèze	32,1	129	+5,9%	3,5	14	-87,2%	285,8	1 151	-9,1%	38,1	154	+2,6%
21 Côte-d'Or	25,8	47	-38,1%	15,0	28	-45,5%	228,7	419	-4,5%	29,2	54	-35,7%
22 Côtes-d'Armor	31,9	52	-0,6%	25,0	40	-16,7%	265,0	429	-2,6%	36,4	59	-1,7%
23 Creuse	11,8	98	+4,8%	10,0	83	-20,0%	99,1	819	-1,8%	13,2	109	+3,0%
24 Dordogne	36,0	85	+3,0%	37,0	87	-3,5%	453,2	1 069	+0,2%	43,1	102	+1,6%
25 Doubs	20,0	36	+10,3%	16,6	30	-44,7%	240,2	433	-1,4%	25,9	47	+5,9%
26 Drôme	15,5	29	-12,2%	10,0	19	-44,7%	70,4	133	-7,3%	16,3	31	-12,5%
27 Eure	21,6	35	-23,0%	35,0	57	-36,4%	318,4	519	+4,4%	25,1	41	-20,6%
28 Eure-et-Loir	23,6	53	-50,3%	33,9	77	-32,1%	246,6	557	+4,6%	26,2	59	-47,8%
29 Finistère	36,8	39	+8,2%	15,0	16	+0,0%	276,3	295	-7,3%	40,8	44	+5,8%
30 Gard	50,9	67	+27,6%	35,0	46	-50,3%	508,3	670	-3,1%	61,6	81	+19,9%
31 Haute-Garonne	50,3	36	-9,1%	39,0	28	+94,9%	362,4	258	-3,0%	56,3	40	-10,8%
32 Gers	14,8	75	+20,1%	14,0	71	+13,8%	122,1	617	-0,6%	16,4	83	+15,5%
33 Gironde	81,1	50	+58,5%	120,0	74	-24,3%	787,1	484	+5,2%	92,9	57	+47,0%
34 Hérault	58,0	49	+49,3%	80,0	68	-41,6%	606,2	515	+3,8%	66,8	57	+38,2%
35 Ille-et-Vilaine	59,8	55	+4,0%	40,9	37	+0,1%	466,8	427	-3,7%	66,5	61	+2,2%
36 Indre	0,7	3	+4,0%	0,0	0	+0,0%	0,0	0	+0,0%	1,1	5	+0,0%
37 Indre-et-Loire	28,3	46	-6,2%	20,0	32	-7,8%	239,8	387	-3,3%	30,1	49	-5,6%
38 Isère	71,1	55	-15,5%	95,0	74	-36,0%	495,1	384	+5,1%	74,6	58	-14,6%
39 Jura	26,3	98	+49,9%	0,0	0	+0,0%	94,3	351	-21,8%	28,0	104	+42,3%
40 Landes	19,9	47	+6,0%	0,0	0	-100,0%	168,1	398	-10,6%	21,4	51	+4,4%
41 Loir-et-Cher	20,6	61	+66,8%	30,0	89	+50,0%	112,7	333	+9,1%	22,0	65	+57,9%
42 Loire	29,3	38	+7,0%	35,0	45	+199,1%	322,3	414	+1,8%	36,4	47	+3,9%
43 Haute-Loire	13,7	59	+10,6%	10,0	43	-50,0%	88,4	377	-4,0%	15,2	65	+8,6%
44 Loire-Atlantique	59,2	41	+17,8%	50,1	35	-16,7%	595,7	413	-1,5%	68,8	48	+13,4%
45 Loiret	51,7	74	+28,6%	46,0	66	-58,1%	479,6	692	-2,7%	56,2	81	+24,8%
46 Lot	9,6	54	-4,5%	5,0	28	+0,0%	75,7	422	-5,8%	10,6	59	-5,1%
47 Lot-et-Garonne	27,4	81	+8,4%	14,5	43	-31,6%	234,2	688	-5,2%	32,0	94	+4,8%
48 Lozère	5,5	68	+12,5%	3,0	37	+20,0%	34,6	431	-6,4%	5,9	74	+9,8%
49 Maine-et-Loire	33,1	40	+6,1%	0,0	0	-100,0%	339,5	406	-8,9%	40,3	48	+2,6%
50 Manche	30,6	60	-18,1%	30,0	59	+50,0%	276,6	540	+0,5%	36,7	72	-17,4%
51 Marne	26,0	45	+54,2%	15,0	26	-47,5%	158,9	274	-6,5%	28,8	50	+44,3%
52 Haute-Marne	5,0	28	-17,3%	25,0	140	+0,0%	32,2	180	+163,0%	5,3	30	-17,7%
53 Mayenne	14,0	44	+75,9%	23,8	75	-4,7%	91,0	287	+12,0%	14,9	47	+65,1%

Les comptes administratifs des départements 2021

L'endettement (hors gestion active de la dette)

Départements	Remboursement de dette (1)			Produits des emprunts (2)			Dette au 31/12/2021 (3)			Annuité de la dette (3)		
	2021	2021	Evolution / 2020	2021	2021	Evolution / 2020	2021	2021	Evolution / 2020	2021	2021	Evolution / 2020
	M€	€/h		M€	€/h		M€	€/h		M€	€/h	
54 Meurthe-et-Moselle	27,1	36	+32,6%	0,0	0	-100,0%	173,7	233	-13,5%	30,2	40	+26,0%
55 Meuse	12,5	66	+5,4%	5,0	26	-60,0%	138,3	725	-5,2%	14,5	76	+3,2%
56 Morbihan	21,8	28	-7,3%	0,0	0	+0,0%	141,1	182	-13,4%	24,9	32	-8,4%
57 Moselle	66,3	62	+16,7%	40,4	38	-13,2%	580,6	547	-4,3%	74,0	70	+13,1%
58 Nièvre	17,2	81	+19,3%	11,2	53	-31,8%	201,7	955	-2,8%	21,1	100	+12,3%
59 Nord	144,1	55	-5,0%	144,1	55	-0,6%	1 175,5	446	-0,0%	161,2	61	-4,9%
60 Oise	73,4	87	+3,3%	80,0	95	-32,2%	673,2	797	+0,8%	78,5	93	+2,3%
61 Orne	16,4	56	+15,6%	16,0	55	+23,1%	129,2	446	-0,3%	19,4	67	+12,9%
62 Pas-de-Calais	97,4	65	+21,7%	50,0	34	-66,7%	719,4	483	-6,2%	105,9	71	+18,8%
63 Puy-de-Dôme	36,0	53	-38,6%	24,0	36	-33,3%	274,1	407	-4,0%	39,5	59	-37,1%
64 Pyrénées-Atlantiques	34,7	50	+9,0%	0,0	0	-100,0%	327,6	469	-9,6%	39,2	56	+6,6%
65 Hautes-Pyrénées	20,8	88	+30,1%	16,0	68	+14,3%	153,4	652	-3,0%	22,5	96	+25,7%
66 Pyrénées-Orientales	19,9	41	+33,8%	28,4	59	-5,3%	184,1	380	+5,2%	23,1	48	+26,6%
67A Collectivité Europ. d'Alsace	97,6	51	+2,1%	1,7	1	-99,0%	718,2	372	-11,8%	108,9	56	+0,2%
69D Rhône	31,8	68	+2,7%	0,0	0	-100,0%	347,0	737	-8,4%	41,4	88	+0,1%
70 Haute-Saône	20,0	83	+23,4%	18,0	74	-12,3%	127,8	527	-1,3%	21,8	90	+19,6%
71 Saône-et-Loire	52,7	93	-4,6%	42,1	74	-56,4%	310,8	547	-3,3%	56,3	99	-5,2%
72 Sarthe	31,4	54	+21,0%	8,2	14	-	187,6	324	-11,0%	34,1	59	+16,6%
73 Savoie	11,2	25	-68,3%	5,0	11	-80,2%	152,5	342	-3,9%	14,3	32	-63,2%
74 Haute-Savoie	22,1	26	+2,1%	0,0	0	+0,0%	76,9	92	-22,3%	24,8	30	-0,9%
76 Seine-Maritime	103,8	81	-8,4%	30,0	23	-51,8%	863,7	676	-7,9%	118,2	93	-9,0%
77 Seine-et-Marne	104,0	73	-6,4%	70,8	50	-15,1%	598,2	419	-5,3%	114,5	80	-7,0%
78 Yvelines	81,8	56	+181,6%	140,0	95	+40,2%	503,5	343	+13,1%	87,7	60	+148,3%
79 Deux-Sèvres	23,4	61	+10,4%	5,0	13	-75,0%	188,1	489	-8,9%	27,4	71	+6,9%
80 Somme	22,2	38	-3,3%	21,0	36	-33,1%	269,5	464	-0,1%	26,9	46	-3,9%
81 Tarn	25,3	63	-1,5%	18,8	47	+40,3%	252,2	632	-2,5%	30,3	76	-3,5%
82 Tarn-et-Garonne	17,0	64	+6,3%	0,0	0	-100,0%	185,2	699	-8,4%	21,8	82	+2,8%
83 Var	60,0	55	+6,9%	0,0	0	-100,0%	504,7	465	-10,6%	72,8	67	+3,5%
84 Vaucluse	28,8	50	+27,7%	0,0	0	-100,0%	187,4	328	-12,9%	31,7	56	+23,2%
85 Vendée	46,5	67	+17,3%	15,2	22	-	281,7	403	-10,0%	54,1	77	+11,4%
86 Vienne	22,0	49	-27,2%	25,0	56	-13,4%	187,3	418	+1,6%	24,0	54	-26,1%
87 Haute-Vienne	5,5	14	-4,3%	0,8	2	-96,2%	40,2	106	-10,4%	5,9	15	-4,4%
88 Vosges	38,4	102	+9,1%	30,0	79	-21,9%	262,3	695	-3,1%	42,2	112	+6,0%
89 Yonne	30,6	88	+57,6%	0,0	0	+0,0%	163,6	473	-16,8%	33,0	95	+48,6%
90 Territoire de Belfort	12,0	83	+71,5%	10,0	69	+90,7%	81,6	563	-2,4%	13,6	94	+55,4%
91 Essonne	80,3	61	-14,6%	69,0	53	-50,1%	949,4	724	-0,1%	91,2	70	-13,3%
92 Hauts-de-Seine	20,6	13	-23,9%	0,0	0	+0,0%	180,4	110	-10,2%	22,8	14	-23,1%
93 Seine-Saint-Denis	95,0	58	+3,9%	87,2	53	+4,1%	1 603,4	978	-0,5%	127,9	78	+1,3%
94 Val-de-Marne	124,8	89	+83,1%	90,0	64	-50,0%	1 049,6	747	-3,2%	137,4	98	+69,7%
95 Val-d'Oise	85,0	68	+1,9%	60,0	48	-28,1%	868,5	695	-2,8%	98,8	79	+1,1%
NOUVELLE AQUITAINE	358,7	59	+13,7%	270,8	44	-41,8%	3 342,6	546	-2,6%	408,8	67	+10,6%
Strate (250 à 500 000 hbts) yc 69D hors Corse	582,5	62	+0,2%	418,3	44	-27,8%	5 094,8	538	-3,2%	665,1	70	-1,1%
Métropole hors Paris, Corse, 69M	3 471,8	56	+7,2%	2 852,4	46	-31,3%	31 273,9	504	-1,9%	3 971,8	64	+4,9%

Hors refinancement de dette

Source : DGCL. Données DGFIP (comptes de gestion 2020 et 2021).
INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

Les comptes administratifs des départements 2021

Soldes de gestion et indicateurs

Départements	Soldes de gestion						Indicateurs			
	Epargne de gestion (1)		Epargne brute (2)		Epargne nette (3)		Taux endettement Encours /RRF (4)	Délai de desendettement en années Encours/Epargne brute (5)	Annuité/RRF (6)	Annuité/ Epargne de gestion (7)
	M€	€/h	M€	€/h	M€	€/h	%	années	%	%
16 Charente	84,2	233	82,7	229	63,4	176	42,6%	2,3	4,7%	24,6%
17 Charente-Maritime	155,7	235	150,5	227	104,8	158	49,3%	2,6	6,5%	32,5%
19 Corrèze	94,6	381	88,2	355	56,1	226	89,6%	3,2	12,0%	40,3%
23 Creuse	18,5	153	17,1	141	5,3	44	53,9%	5,8	7,2%	71,5%
24 Dordogne	89,7	212	82,5	195	46,5	110	88,2%	5,5	8,4%	48,1%
33 Gironde	257,0	158	243,7	150	162,6	100	45,0%	3,2	5,3%	36,1%
40 Landes	101,8	241	100,0	237	80,1	190	33,7%	1,7	4,3%	21,1%
47 Lot-et-Garonne	78,0	229	73,3	215	45,9	135	57,5%	3,2	7,9%	41,1%
64 Pyrénées-Atlantiques	144,4	207	139,9	200	105,2	151	44,1%	2,3	5,3%	27,1%
79 Deux-Sèvres	75,4	196	71,4	185	48,0	125	50,1%	2,6	7,3%	36,4%
86 Vienne	63,0	141	60,8	136	38,8	87	43,9%	3,1	5,6%	38,2%
87 Haute-Vienne	67,3	177	66,9	176	61,5	162	9,8%	0,6	1,4%	8,7%
NOUVELLE AQUITAINE	1 229,5	201	1 177,0	192	818,3	134	48,8%	2,8	6,0%	33,2%
Strate (250 à 500 000 hbts) yc 69D hors Corse	1 930,7	204	1 837,1	194	1 254,5	133	46,9%	2,8	6,1%	34,4%
Métropole hors Paris, Corse, 69M	11 589,7	187	11 021,5	177	7 549,7	122	46,6%	2,8	5,9%	34,3%

(1) L'épargne de gestion correspond à l'excédent des recettes de fonctionnement, après déduction des dépenses de gestion (hors charges financières)

(2) L'épargne brute correspond à l'excédent des recettes de fonctionnement, après déduction des dépenses de fonctionnement

(3) L'épargne nette correspond à l'épargne brute t, diminuée du remboursement de la dette

(4) Le taux d'endettement mesure l'encours de la dette au 31 décembre relativement aux recettes réelles de fonctionnement

(5) La capacité de désendettement mesure le nombre d'années nécessaires pour rembourser la dette si le département y consacrait la totalité de son épargne brute

(6) L'annuité de la dette rapportée aux recettes réelles de fonctionnement

(7) L'annuité de la dette rapportée à l'épargne de gestion

Source : DGCL. Données DGFIP (comptes de gestion 2020 et 2021).

INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

Les comptes administratifs des départements 2021

Soldes de gestion et indicateurs

Départements	Soldes de gestion						Indicateurs			
	Epargne de gestion (1)		Epargne brute (2)		Epargne nette (3)		Taux d'endettement Encours / RRF (4)	Délai de desendettement en années Encours/Epargne brute (5)	Annuité/RRF (6)	Annuité/Epargne de gestion (7)
	M€	€/h	M€	€/h	M€	€/h	%	années	%	%
01 Ain	150,2	226	138,6	209	101,8	153	69,3%	3,0	8,1%	32,2%
02 Aisne	72,5	133	54,1	99	24,2	44	88,5%	9,6	8,1%	65,7%
03 Allier	76,5	221	72,2	209	43,1	124	63,0%	3,7	7,5%	41,9%
04 Alpes-de-Haute-Provence	61,5	365	59,7	354	45,9	272	44,6%	1,8	6,4%	25,2%
05 Hautes-Alpes	63,2	435	58,5	402	40,5	279	82,7%	3,0	10,7%	35,8%
06 Alpes-Maritimes	242,3	220	221,7	201	150,8	137	68,0%	3,9	7,1%	37,7%
07 Ardèche	70,5	210	66,5	198	46,4	138	76,8%	4,4	6,2%	34,0%
08 Ardennes	42,1	151	38,9	140	13,4	48	48,4%	4,3	8,2%	67,7%
09 Ariège	48,8	311	48,8	310	46,6	296	5,0%	0,2	1,0%	4,6%
10 Aube	63,6	201	63,0	199	53,2	168	5,7%	0,3	2,9%	16,4%
11 Aude	73,2	192	71,0	186	48,1	126	42,5%	3,2	4,7%	34,2%
12 Aveyron	58,2	201	55,6	192	33,9	117	51,4%	3,3	6,7%	41,7%
13 Bouches-du-Rhône	337,7	164	322,4	157	216,3	105	66,7%	5,1	4,9%	35,9%
14 Calvados	146,8	207	144,4	204	109,6	155	21,0%	1,1	5,1%	25,4%
15 Cantal	42,7	285	39,1	261	22,1	148	84,0%	4,6	9,1%	45,9%
16 Charente	84,2	233	82,7	229	63,4	176	42,6%	2,3	4,7%	24,6%
17 Charente-Maritime	155,7	235	150,5	227	104,8	158	49,3%	2,6	6,5%	32,5%
18 Cher	53,7	173	49,1	158	23,9	77	68,4%	5,1	8,1%	54,9%
19 Corrèze	94,6	381	88,2	355	56,1	226	89,6%	3,2	12,0%	40,3%
21 Côte-d'Or	71,3	131	66,7	122	40,9	75	41,9%	3,4	5,4%	41,0%
22 Côtes-d'Armor	117,4	190	113,0	183	81,0	131	41,4%	2,3	5,7%	31,0%
23 Creuse	18,5	153	17,1	141	5,3	44	53,9%	5,8	7,2%	71,5%
24 Dordogne	89,7	212	82,5	195	46,5	110	88,2%	5,5	8,4%	48,1%
25 Doubs	83,7	151	77,9	140	57,9	104	44,5%	3,1	4,8%	30,9%
26 Drôme	121,1	229	120,2	228	104,7	198	11,5%	0,6	2,7%	13,5%
27 Eure	109,5	179	105,8	172	84,2	137	58,6%	3,0	4,6%	22,9%
28 Eure-et-Loir	77,6	175	74,9	169	51,4	116	56,7%	3,3	6,0%	33,8%
29 Finistère	144,6	154	140,6	150	103,8	111	30,4%	2,0	4,5%	28,2%
30 Gard	158,9	209	148,2	195	97,3	128	55,8%	3,4	6,8%	38,8%
31 Haute-Garonne	176,8	126	170,7	122	120,4	86	22,8%	2,1	3,5%	31,8%
32 Gers	37,1	187	35,5	179	20,7	105	46,5%	3,4	6,2%	44,1%
33 Gironde	257,0	158	243,7	150	162,6	100	45,0%	3,2	5,3%	36,1%
34 Hérault	232,5	198	222,8	189	164,8	140	42,1%	2,7	4,6%	28,7%
35 Ille-et-Vilaine	171,5	157	164,1	150	104,3	95	45,0%	2,8	6,4%	38,8%
36 Indre	42,5	188	42,2	186	41,5	183	0,0%	0,0	0,5%	2,5%
37 Indre-et-Loire	85,3	138	83,4	134	55,1	89	41,4%	2,9	5,2%	35,3%
38 Isère	226,2	176	222,6	173	151,5	118	37,5%	2,2	5,6%	33,0%
39 Jura	65,8	245	64,0	238	37,7	140	31,8%	1,5	9,5%	42,5%
40 Landes	101,8	241	100,0	237	80,1	190	33,7%	1,7	4,3%	21,1%
41 Loir-et-Cher	62,2	184	59,9	177	39,3	116	30,9%	1,9	6,0%	35,3%
42 Loire	99,3	128	92,2	118	62,9	81	42,1%	3,5	4,7%	36,6%
43 Haute-Loire	48,9	209	47,4	202	33,7	144	34,0%	1,9	5,9%	31,1%
44 Loire-Atlantique	281,4	195	270,3	188	211,1	146	43,9%	2,2	5,1%	24,5%
45 Loiret	150,8	218	140,1	202	88,5	128	74,4%	3,4	8,7%	37,2%
46 Lot	47,1	263	46,2	257	36,5	203	31,5%	1,6	4,4%	22,5%
47 Lot-et-Garonne	78,0	229	73,3	215	45,9	135	57,5%	3,2	7,9%	41,1%
48 Lozère	29,6	369	29,2	364	23,7	296	26,2%	1,2	4,5%	19,9%
49 Maine-et-Loire	113,8	136	105,6	126	72,5	87	46,2%	3,2	5,5%	35,4%
50 Manche	102,5	200	95,8	187	65,2	127	51,4%	2,9	6,8%	35,8%
51 Marne	66,5	115	63,6	110	37,6	65	32,0%	2,5	5,8%	43,2%
52 Haute-Marne	41,6	232	41,3	231	36,3	203	15,1%	0,8	2,5%	12,8%
53 Mayenne	47,3	149	46,4	146	32,3	102	28,5%	2,0	4,7%	31,6%

Les comptes administratifs des départements 2021

Soldes de gestion et indicateurs

Départements	Soldes de gestion						Indicateurs			
	Épargne de gestion (1)		Épargne brute (2)		Épargne nette (3)		Taux d'endettement Encours / RRF (4)	Décalage de désendettement en années Encours/Épargne brute (5)	Annuité/RRF (6)	Annuité/Épargne de gestion (7)
	M€	€/h	M€	€/h	M€	€/h	%	années	%	%
54 Meurthe-et-Moselle	106,4	143	103,4	139	76,2	102	22,9%	1,7	4,0%	28,4%
55 Meuse	30,5	160	27,7	145	15,2	80	60,2%	5,0	6,3%	47,5%
56 Morbihan	176,9	228	171,7	221	149,9	193	19,5%	0,8	3,4%	14,1%
57 Moselle	146,9	138	137,7	130	71,4	67	65,6%	4,2	8,4%	50,3%
58 Nièvre	33,1	157	29,1	138	12,0	57	67,7%	6,9	7,1%	63,8%
59 Nord	369,5	140	351,8	133	207,7	79	38,9%	3,3	5,3%	43,6%
60 Oise	136,4	161	129,1	153	55,7	66	83,5%	5,2	9,7%	57,6%
61 Orne	57,4	198	54,0	186	37,7	130	38,5%	2,4	5,8%	33,9%
62 Pas-de-Calais	219,9	148	211,4	142	114,0	77	42,6%	3,4	6,3%	48,1%
63 Puy-de-Dôme	117,9	175	114,2	170	78,2	116	40,7%	2,4	5,9%	33,5%
64 Pyrénées-Atlantiques	144,4	207	139,9	200	105,2	151	44,1%	2,3	5,3%	27,1%
65 Hautes-Pyrénées	63,9	272	60,7	258	39,9	170	45,9%	2,5	6,7%	35,3%
66 Pyrénées-Orientales	106,2	219	102,9	213	83,0	172	29,1%	1,8	3,7%	21,8%
67A Collectivité Europ. d'Alsace	394,6	205	383,3	199	285,7	148	39,0%	1,9	5,9%	27,6%
69D Rhône	89,4	190	74,7	159	42,9	91	74,4%	4,6	8,9%	46,3%
70 Haute-Saône	56,8	234	55,0	227	35,0	144	51,7%	2,3	8,8%	38,3%
71 Saône-et-Loire	90,5	159	86,8	153	34,1	60	54,8%	3,6	9,9%	62,2%
72 Sarthe	93,3	161	88,7	153	57,3	99	33,0%	2,1	6,0%	36,5%
73 Savoie	120,5	270	116,5	261	105,3	236	28,8%	1,3	2,7%	11,8%
74 Haute-Savoie	250,0	298	246,9	295	224,8	268	8,8%	0,3	2,8%	9,9%
76 Seine-Maritime	261,5	205	244,4	191	140,6	110	58,2%	3,5	8,0%	45,2%
77 Seine-et-Marne	296,7	208	285,5	200	181,5	127	43,1%	2,1	8,2%	38,6%
78 Yvelines	265,8	181	259,9	177	178,1	121	38,7%	1,9	6,7%	33,0%
79 Deux-Sèvres	75,4	196	71,4	185	48,0	125	50,1%	2,6	7,3%	36,4%
80 Somme	94,3	162	89,6	154	67,5	116	41,2%	3,0	4,1%	28,5%
81 Tarn	91,5	229	86,4	216	61,1	153	52,1%	2,9	6,3%	33,1%
82 Tarn-et-Garonne	55,7	210	50,2	190	33,2	125	57,4%	3,7	6,7%	39,1%
83 Var	322,3	297	307,8	284	247,9	229	38,8%	1,6	5,6%	22,6%
84 Vaucluse	130,6	229	127,7	224	98,9	173	28,2%	1,5	4,8%	24,3%
85 Vendée	180,8	259	173,3	248	126,7	181	40,3%	1,6	7,7%	29,9%
86 Vienne	63,0	141	60,8	136	38,8	87	43,9%	3,1	5,6%	38,2%
87 Haute-Vienne	67,3	177	66,9	176	61,5	162	9,8%	0,6	1,4%	8,7%
88 Vosges	93,4	247	89,5	237	51,2	136	60,9%	2,9	9,8%	45,2%
89 Yonne	66,7	193	63,8	184	33,1	96	40,5%	2,6	8,2%	49,5%
90 Territoire de Belfort	18,8	130	17,2	119	5,2	36	53,5%	4,7	8,9%	72,5%
91 Essonne	226,0	172	212,6	162	132,3	101	70,7%	4,5	6,8%	40,3%
92 Hauts-de-Seine	382,1	234	373,4	228	352,8	216	10,0%	0,5	1,3%	6,0%
93 Seine-Saint-Denis	232,4	142	187,6	114	92,6	56	73,8%	8,5	5,9%	55,0%
94 Val-de-Marne	166,5	118	153,0	109	28,1	20	68,0%	6,9	8,9%	82,5%
95 Val-d'Oise	198,6	159	182,7	146	97,8	78	71,0%	4,8	8,1%	49,8%
NOUVELLE AQUITAINE	1 229,5	201	1 177,0	192	818,3	134	48,8%	2,8	6,0%	33,2%
Strate (250 à 500 000 hbts) y compris 69D hors Corse	1 930,7	204	1 837,1	194	1 254,5	133	46,9%	2,8	6,1%	34,4%
Métropole hors Paris, Corse, 69M	11 589,7	187	11 021,5	177	7 549,7	122	46,6%	2,8	5,9%	34,3%

(1) L'épargne de gestion correspond à l'excédent des recettes de fonctionnement, après déduction des dépenses de gestion (hors charges financières)

(2) L'épargne brute correspond à l'excédent des recettes de fonctionnement, après déduction des dépenses de fonctionnement

(3) L'épargne nette correspond à l'épargne brute t, diminuée du remboursement de la dette

(4) Le taux d'endettement mesure l'encours de la dette au 31 décembre relativement aux recettes réelles de fonctionnement

(5) La capacité de désendettement mesure le nombre d'années nécessaires pour rembourser la dette sur le département y consacrant la totalité de son épargne brute

(6) L'annuité de la dette rapportée aux recettes réelles de fonctionnement

(7) L'annuité de la dette rapportée à l'épargne de gestion

Source : DGCL. Données DGFIP (comptes de gestion 2020 et 2021).

INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

Les comptes administratifs des départements 2021

Les ratios financiers

Départements	Ratio 1 DRF	Ratio 2 Contrib directes	Ratio 2bis impositions directes nettes	Ratio 3 RRF	Ratio 4 Immobilisations + travaux en régie + dépenses pour tiers	Ratio 5 Encours dette	Ratio 6 DGF	Ratio 7 Dép Personnel /DRF	Ratio 9 (DRF- travaux en régie + rembourst dette)/ RRF	Ratio 10 (Immobilisations + travaux en régie + dépenses compte tiers) / RRF	Ratio 11 Encours dette/RRF
	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	%	%	%	%
16 Charente	980	72	137	1 213	125	516	145	24,0	85,2	10,3	42,6
17 Charente-Maritime	947	46	60	1 179	144	582	133	21,4	86,1	12,2	49,3
19 Corrèze	925	59	77	1 284	131	1 151	217	27,0	82,1	10,2	89,6
23 Creuse	1 370	34	84	1 519	140	819	360	27,5	96,6	9,2	53,9
24 Dordogne	1 017	38	80	1 213	115	1 069	206	24,0	90,9	9,5	88,2
33 Gironde	925	73	117	1 075	151	484	77	17,4	90,7	14,1	45,0
40 Landes	939	52	87	1 180	119	398	134	21,5	83,5	10,1	33,7
47 Lot-et-Garonne	981	46	96	1 196	113	688	150	19,3	88,7	9,5	57,5
64 Pyrénées-Atlantiques	863	60	99	1 064	115	469	115	19,4	85,8	10,8	44,1
79 Deux-Sèvres	787	64	116	975	73	489	152	25,1	87,0	7,5	50,1
86 Vienne	816	64	108	953	87	418	125	19,4	90,8	9,1	43,9
87 Haute-Vienne	906	42	78	1 082	93	106	180	22,1	85,1	8,6	9,8
NOUVELLE AQUITAINE	925	59	99	1 119	124	546	134	20,9	87,9	11,0	48,8
Strate (250 à 500 000 hbts) yc 69D hors Corse	953	58	100	1 148	127	538	155	23,0	88,3	11,0	46,9
Métropole hors Paris, Corse, 69M	901	67	117	1 079	117	504	123	21,1	88,6	10,9	46,6

Source : DGCL - Données DGFIP (comptes de gestion 2020 et 2021) ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

(1) Ratio 1 = (Dépenses réelles de fonctionnement - travaux en régie) / population ;
 Ratio 2 = Contributions directes (Taxe foncière/fraction TVA, CVAE, IFR) / population ;
 Ratio 2bis = Impositions directes nettes : contributions directes (Taxe foncière/fraction TVA, CVAE, IFR), et fiscalité reversée (FNGIR, dispositif péréqué) / population ;
 Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement / population ;
 Ratio 4 = (Immobilisations + travaux en régie + dépenses pour comptes de tiers) / population ;
 Ratio 5 = Encours de la dette / population ; Ratio 6 = Dotation globale de fonctionnement / population ;
 Ratio 7 = Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement ;
 Ratio 9 = (Dépenses réelles de fonctionnement - travaux en régie + remboursement de la dette) / recettes réelles de fonctionnement ;
 Ratio 10 = (Immobilisations + travaux en régie + dépenses pour comptes de tiers) / recettes réelles de fonctionnement ;
 Ratio 11 = Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement.

* NB. Dans le cadre de ses publications, la DGCL a modifié ses modalités de calcul des ratios comparatifs avec la prise en compte simplifiée (charge ou recette nette), la prise en éventuelle compte des travaux pour compte de tiers avec prise en compte du débit net des avances sur commandes (c236, 237, 238)

A noter que le Département des Landes est l'employeur direct de la majorité des assistants familiaux (contrairement aux autres départements qui font appel à des structures gestionnaires) : leur rémunération impacte les dépenses de personnel. Pour les autres départements, ces charges se retrouvent sur les prix de journée dans la rubrique « autres charges d'activité ».

Les comptes administratifs des départements 2021

Les ratios financiers

Départements	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
	DRF/ POP	Contrib directes/POP	impositions directes nettesPOP	RRF/POP	Immobilisations + travaux en régie + dépenses pour comptes de tiers) / POP	Encours dette / POP	DGF / POP	Dép Personnel /DRF	(DRF- travaux en régie + rembours dette)/ RRF	(Immobilisations + travaux en régie + dépenses compte tiers) / RRF	Encours dette/RRF
	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	%	%	%	%
01 Ain	691	67	81	900	91	623	81	21,2	83,0	10,2	69,3
02 Aisne	976	47	70	1 077	53	954	163	20,4	95,6	4,9	88,5
03 Allier	1 018	48	103	1 235	104	778	148	22,8	89,3	8,4	63,0
04 Alpes-de-Haute-Provence	1 087	65	99	1 441	171	643	177	28,9	81,1	11,9	44,6
05 Hautes-Alpes	1 048	52	53	1 450	264	1 199	192	25,9	80,8	18,2	82,7
06 Alpes-Maritimes	964	65	112	1 166	157	793	35	19,6	88,2	13,5	68,0
07 Ardèche	947	68	116	1 146	151	880	157	25,5	87,9	13,2	76,8
08 Ardennes	1 105	76	136	1 249	89	605	207	22,2	95,8	7,1	48,4
09 Ariège	1 085	46	122	1 396	188	70	227	27,1	78,8	13,5	5,0
10 Aube	918	74	123	1 118	194	64	156	21,4	84,9	17,3	5,7
11 Aude	1 214	42	87	1 405	127	597	179	22,8	90,6	9,1	42,5
12 Aveyron	1 052	65	121	1 244	163	639	231	25,3	90,6	13,1	51,4
13 Bouches-du-Rhône	1 052	72	135	1 209	102	807	144	18,1	91,3	8,5	66,7
14 Calvados	837	54	75	1 041	110	219	129	21,7	85,1	10,6	21,0
15 Cantal	1 172	54	109	1 440	167	1 209	311	26,2	89,2	11,6	84,0
16 Charente	980	72	137	1 213	125	516	145	24,0	85,2	10,3	42,6
17 Charente-Maritime	947	46	60	1 179	144	582	133	21,4	86,1	12,2	49,3
18 Cher	1 018	73	118	1 179	125	806	193	24,0	93,2	10,6	68,4
19 Corrèze	925	59	77	1 284	131	1 151	217	27,0	82,1	10,2	89,6
21 Côte-d'Or	878	65	84	1 000	86	419	130	21,7	92,5	8,6	41,9
22 Côtes-d'Armor	852	45	83	1 037	105	429	145	26,3	87,2	10,1	41,4
23 Creuse	1 370	34	84	1 519	140	819	360	27,5	96,6	9,2	53,9
24 Dordogne	1 017	38	80	1 213	115	1 069	206	24,0	90,9	9,5	88,2
25 Doubs	833	56	105	973	112	433	104	22,2	89,3	11,5	44,5
26 Drôme	934	85	142	1 161	201	133	134	21,8	82,9	17,3	11,5
27 Eure	714	57	82	886	188	519	130	23,3	84,5	21,2	58,6
28 Eure-et-Loir	812	58	85	983	155	557	142	22,8	88,0	15,8	56,7
29 Finistère	819	49	79	969	62	295	161	22,4	88,6	6,4	30,4
30 Gard	1 004	43	50	1 200	108	670	142	21,5	89,3	9,0	55,8
31 Haute-Garonne	1 013	84	153	1 134	99	258	75	21,9	92,4	8,7	22,8
32 Gers	1 146	38	92	1 327	105	617	225	30,4	92,0	7,9	46,5
33 Gironde	925	73	117	1 075	151	484	77	17,4	90,7	14,1	45,0
34 Hérault	1 030	52	92	1 223	162	515	109	19,1	88,2	13,2	42,1
35 Ille-et-Vilaine	794	68	117	949	96	427	106	22,6	89,5	10,1	45,0
36 Indre	851	48	85	1 039	135	0	200	23,6	82,2	13,0	0,0
37 Indre-et-Loire	798	67	107	934	87	387	131	20,7	90,3	9,3	41,4
38 Isère	852	77	107	1 025	143	384	127	20,7	88,5	14,0	37,5
39 Jura	864	57	60	1 102	125	351	153	25,0	87,3	11,4	31,8
40 Landes	939	52	87	1 180	119	398	134	21,5	83,5	10,1	33,7
41 Loir-et-Cher	900	67	105	1 077	121	333	143	22,2	89,2	11,2	30,9
42 Loire	864	52	108	985	54	414	132	19,3	91,6	5,5	42,1
43 Haute-Loire	902	43	93	1 108	151	377	163	22,5	86,7	13,6	34,0
44 Loire-Atlantique	755	77	119	942	102	413	88	19,2	84,5	10,8	43,9
45 Loiret	727	80	126	929	169	692	92	19,3	86,3	18,2	74,4
46 Lot	1 063	44	90	1 340	197	422	220	27,0	83,3	14,7	31,5
47 Lot-et-Garonne	981	46	96	1 196	113	688	150	19,3	88,7	9,5	57,5
48 Lozère	1 285	38	163	1 648	308	431	525	29,8	82,1	18,7	26,2
49 Maine-et-Loire	752	57	92	879	75	406	112	21,1	90,1	8,6	46,2
50 Manche	864	62	104	1 051	104	540	89	26,4	87,9	9,9	51,4
51 Marne	744	67	113	858	72	274	91	22,1	92,0	8,4	32,0
52 Haute-Marne	954	55	105	1 187	316	180	245	27,4	82,7	26,6	15,1
53 Mayenne	860	64	107	1 010	200	287	138	25,1	89,6	19,8	28,5

Les comptes administratifs des départements 2021

Les ratios financiers

Départements	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
	DRF/ POP	Contrib directes/POP	impositions directes nettesPOP	RRF/POP	Immobilisations + travaux en régie + dépenses pour comptes de tiers) / POP	Encours dette / POP	DGF / POP	Dép Personnel /DRF	(DRF- travaux en régie + rembours dette)/ RRF	(Immobilisations + travaux en régie + dépenses compte tiers) / RRF	Encours dette/RRF
	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	€/h	%	%	%	%
54 Meurthe-et-Moselle	881	49	92	1 020	69	233	124	19,4	90,0	6,8	22,9
55 Meuse	1 043	51	75	1 205	157	725	245	24,5	92,0	13,0	60,2
56 Morbihan	710	49	75	931	101	182	137	22,5	79,3	10,9	19,5
57 Moselle	703	61	91	833	72	547	116	18,1	91,9	8,7	65,6
58 Nièvre	1 262	38	89	1 409	92	955	248	28,1	95,3	6,5	67,7
59 Nord	1 013	66	133	1 147	82	446	194	19,2	93,1	7,2	38,9
60 Oise	800	54	71	954	104	797	127	20,8	93,0	10,9	83,5
61 Orne	971	43	67	1 158	102	446	226	24,6	88,8	8,8	38,5
62 Pas-de-Calais	993	45	98	1 135	103	483	180	21,6	93,2	9,0	42,6
63 Puy-de-Dôme	831	60	106	1 001	68	407	121	22,3	88,4	6,8	40,7
64 Pyrénées-Atlantiques	863	60	99	1 064	115	469	115	19,4	85,8	10,8	44,1
65 Hautes-Pyrénées	1 150	50	121	1 421	175	652	212	26,9	87,1	12,3	45,9
66 Pyrénées-Orientales	1 095	42	97	1 308	134	380	105	21,0	86,9	10,3	29,1
67A Collectivité Europ. d'Alsac	755	71	132	954	98	372	88	17,9	84,5	10,3	39,0
69D Rhône	832	69	60	991	82	737	103	23,0	90,8	8,3	74,4
70 Haute-Saône	793	38	78	1 020	180	527	192	26,5	85,8	17,6	51,7
71 Saône-et-Loire	846	52	97	998	102	547	146	21,6	94,0	10,2	54,8
72 Sarthe	828	53	98	981	117	324	124	19,6	89,9	11,9	33,0
73 Savoie	926	94	149	1 187	229	342	93	25,1	80,1	19,3	28,8
74 Haute-Savoie	750	67	89	1 045	185	92	34	21,4	74,3	17,7	8,8
76 Seine-Maritime	971	74	137	1 162	102	676	122	18,0	90,5	8,8	58,2
77 Seine-et-Marne	771	67	155	972	134	419	64	20,3	86,9	13,8	43,1
78 Yvelines	709	84	167	886	107	343	13	17,4	86,3	12,0	38,7
79 Deux-Sèvres	787	64	116	975	73	489	152	25,1	87,0	7,5	50,1
80 Somme	965	60	94	1 127	109	464	153	22,7	89,1	9,7	41,2
81 Tarn	997	45	94	1 213	107	632	156	21,6	87,4	8,8	52,1
82 Tarn-et-Garonne	1 025	62	114	1 218	133	699	155	26,1	89,4	10,9	57,4
83 Var	916	46	62	1 200	76	465	70	23,2	81,0	6,3	38,8
84 Vaucluse	941	59	111	1 165	148	328	141	24,5	85,1	12,7	28,2
85 Vendée	753	61	95	1 001	110	403	107	20,8	81,9	11,0	40,3
86 Vienne	816	64	108	953	87	418	125	19,4	90,8	9,1	43,9
87 Haute-Vienne	906	42	78	1 082	93	106	180	22,1	85,1	8,6	9,8
88 Vosges	904	47	103	1 141	132	695	164	24,6	88,1	11,5	60,9
89 Yonne	977	49	80	1 167	106	473	189	20,9	91,3	9,1	40,5
90 Territoire de Belfort	935	58	156	1 053	101	563	129	27,7	96,6	9,6	53,5
91 Essonne	862	73	167	1 024	109	724	66	18,8	90,2	10,7	70,7
92 Hauts-de-Seine	880	228	266	1 108	181	110	56	17,2	80,5	16,3	10,0
93 Seine-Saint-Denis	1 211	65	202	1 325	119	978	128	19,3	95,7	9,0	73,8
94 Val-de-Marne	990	73	170	1 099	142	747	103	25,5	98,2	12,9	68,0
95 Val-d'Oise	833	56	137	979	104	695	81	15,6	92,0	10,7	71,0
NOUVELLE AQUITAINE	925	59	99	1 119	124	546	134	20,9	87,9	11,0	48,8
STRATE yc 69D HORS CORSE	953	58	100	1 148	127	538	155	23,0	88,3	11,0	46,9
Métropole hors Paris, Corse, 6	901	67	117	1 079	117	504	123	21,1	88,6	10,9	46,6

Source : DGCL - Données DGFIP (comptes de gestion 2020 et 2021); INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

(1) Ratio 1 = (Dépenses réelles de fonctionnement - travaux en régie) / population ;
 Ratio 2 = Contributions directes (Taxe foncière/fraction TVA, CVAE, IFRER) / population ;
 Ratio 2bis = Impositions directes nettes : contributions directes (Taxe foncière/fraction TVA, CVAE, IFRER), et fiscalité reversée (FNIGR, dispositif péréqué) / population ;
 Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement / population ;
 Ratio 4 = (Immobilisations + travaux en régie + dépenses pour comptes de tiers) / population ;
 Ratio 5 = Encours de la dette / population ; Ratio 6 = Dotation globale de fonctionnement / population ;
 Ratio 7 = Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement ;
 Ratio 9 = (Dépenses réelles de fonctionnement - travaux en régie + remboursement de la dette) / recettes réelles de fonctionnement ;
 Ratio 10 = (Immobilisations + travaux en régie + dépenses pour comptes de tiers) / recettes réelles de fonctionnement ;
 Ratio 11 = Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement.

* NB. Dans le cadre de ses publications, la DGCL a modifié ses modalités de calcul des ratios comparatifs avec la prise en compte simplifiée (charge ou recette nette), la prise en éventuelle compte des travaux pour compte de tiers avec prise en compte du débit net des avances sur commandes (c236, 237, 238)

A noter que le Département des Landes est l'employeur direct de la majorité des assistants familiaux (contrairement aux autres départements qui font appel à des structures gestionnaires) : leur rémunération impacte les dépenses de personnel. Pour les autres départements, ces charges se retrouvent sur les prix de journée dans la rubrique « autres charges d'activité ».

Les comptes administratifs des départements 2021

Les dépenses d'investissement

Départements	Dépenses d'investissement			Dépenses d'équipement (1)				Subventions d'équipement (2)				Autres (3)	
	2021 M€	2021 €/h	Evolution / 2020	2021 M€	2021 €/h	Part (4) %	Evolution / 2020	2021 M€	2021 €/h	Part (5) %	Evolution / 2020	2021 M€	2021 €/h
16 Charente	85,0	236	+31,6%	43,6	121	51	+20,2%	25,2	70	30	-10,4%	16,1	45
17 Charente-Maritime	150,5	227	+17,1%	80,4	121	53	+7,9%	53,1	80	35	+17,8%	17,0	26
19 Corrèze	47,9	193	-3,4%	31,5	127	66	-4,9%	16,4	66	34	-0,2%	0,0	0
23 Creuse	19,6	162	+10,5%	16,0	132	82	+13,1%	3,5	29	18	+1,9%	0,1	1
24 Dordogne	83,8	198	+19,4%	43,6	103	52	+19,6%	35,0	83	42	+17,6%	5,2	12
33 Gironde	309,4	190	+39,5%	245,7	151	79	+46,9%	63,5	39	21	+17,1%	0,2	0
40 Landes	75,2	178	+3,1%	48,3	114	64	+6,3%	25,2	60	33	-3,1%	1,7	4
47 Lot-et-Garonne	51,5	151	+7,5%	38,6	113	75	+25,2%	12,6	37	24	+5,1%	0,4	1
64 Pyrénées-Atlantiques	122,2	175	+32,2%	77,8	111	64	+28,2%	40,9	59	33	+39,3%	3,5	5
79 Deux-Sèvres	41,2	107	+21,3%	27,1	70	66	+27,0%	13,7	36	33	+13,4%	0,4	1
86 Vienne	61,2	137	+5,9%	38,1	85	62	+16,4%	22,9	51	37	-8,2%	0,2	0
87 Haute-Vienne	67,7	178	+7,1%	35,4	93	52	-9,8%	17,2	45	25	-0,6%	15,1	40
NOUVELLE AQUITAINE	1 115,2	182	+21,1%	726,2	119	65	+22,6%	329,3	54	30	+10,2%	59,7	10
Strate (250 à 500 000 hbts) yc 69D hors Corse	1 765,2	187	+6,2%	1 165,9	123	66	+6,4%	539,8	57	31	+5,5%	59,6	6
Métropole hors Paris, Corse, 69M	11 031,3	178	+9,2%	7 160,4	115	65	+13,5%	3 603,6	58	33	+2,1%	267,2	4

Source : DGCL - Données DGFiP (comptes de gestion 2020 et 2021) ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

Les dépenses d'investissement s'entendent hors remboursement de dette

(1) les dépenses d'équipement correspondent aux dépenses directes de la collectivité (chap 20, 21, 23)

(2) les subventions d'équipement correspondent aux subventions versées au chap 204

(3) Les autres dépenses d'investissement intègrent les participations, avances, opérations pour compte de tiers...

Les comptes administratifs des départements 2021

Les dépenses d'investissement

Départements	Dépenses d'investissement			Dépenses d'équipement (1)				Subventions d'équipement (2)				Autres (3)	
	2021	2021	Evolution / 2020	2021	2021	Part (4)	Evolution / 2020	2021	2021	Part (5)	Evolution / 2020	2021	2021
	M€	€/h		M€	€/h	%		M€	€/h	%		M€	€/h
01 Ain	138,9	209	+31,5%	59,4	90	43	+12,1%	52,0	78	37	+0,3%	27,4	41
02 Aisne	59,4	109	+22,0%	27,5	50	46	+13,1%	31,8	58	54	+33,0%	0,1	0
03 Allier	67,7	196	+4,6%	32,1	93	47	+4,1%	31,3	90	46	+4,2%	4,3	13
04 Alpes-de-Haute-Provence	34,0	201	-9,7%	28,8	171	85	-11,2%	4,6	28	14	-3,4%	0,5	3
05 Hautes-Alpes	50,7	349	-10,0%	38,3	263	76	-10,6%	12,3	85	24	+4,3%	0,1	1
06 Alpes-Maritimes	270,2	246	+57,4%	170,0	154	63	+84,4%	89,3	81	33	+34,9%	10,9	10
07 Ardèche	77,4	231	+8,3%	48,5	145	63	+10,4%	26,1	78	34	+6,6%	2,7	8
08 Ardennes	37,9	136	+22,6%	23,7	85	62	+43,1%	14,2	51	37	+0,8%	0,1	0
09 Ariège	41,6	265	-7,7%	27,6	176	66	+26,8%	11,9	76	29	-47,3%	2,0	13
10 Aube	84,2	265	-14,4%	57,1	180	68	-12,2%	21,5	68	26	+19,2%	5,5	17
11 Aude	72,0	189	-0,6%	46,6	122	65	-8,0%	25,2	66	35	+16,6%	0,2	1
12 Aveyron	56,7	196	-12,3%	46,7	161	82	-2,3%	9,2	32	16	-41,3%	0,8	3
13 Bouches-du-Rhône	576,6	280	+2,0%	210,6	102	37	+16,4%	365,5	178	63	-3,9%	0,5	0
14 Calvados	110,1	155	+14,8%	78,0	110	71	+22,3%	30,9	44	28	+8,7%	1,2	2
15 Cantal	34,3	229	+7,6%	23,7	158	69	+25,3%	10,0	67	29	+8,4%	0,5	3
16 Charente	85,0	236	+31,6%	43,6	121	51	+20,2%	25,2	70	30	-10,4%	16,1	45
17 Charente-Maritime	150,5	227	+17,1%	80,4	121	53	+7,9%	53,1	80	35	+17,8%	17,0	26
18 Cher	50,5	163	-1,9%	38,0	122	75	+0,9%	12,5	40	25	-8,0%	0,0	0
19 Corrèze	47,9	193	-3,4%	31,5	127	66	-4,9%	16,4	66	34	-0,2%	0,0	0
21 Côte-d'Or	65,1	119	+25,5%	46,8	86	72	+43,5%	17,9	33	27	-5,9%	0,4	1
22 Côtes-d'Armor	96,8	157	-0,3%	63,2	102	65	-7,7%	32,8	53	34	+26,8%	0,8	1
23 Creuse	19,6	162	+10,5%	16,0	132	82	+13,1%	3,5	29	18	+1,9%	0,1	1
24 Dordogne	83,8	198	+19,4%	43,6	103	52	+19,6%	35,0	83	42	+17,6%	5,2	12
25 Doubs	83,0	149	+7,0%	62,2	112	75	+20,0%	20,3	37	24	-20,1%	0,5	1
26 Drôme	139,4	264	+5,7%	101,6	192	73	+20,1%	33,3	63	24	+15,9%	4,6	9
27 Eure	153,0	249	+32,6%	115,5	188	75	+33,3%	22,2	36	15	-20,4%	15,3	25
28 Eure-et-Loir	86,7	196	+8,0%	66,4	150	77	+14,5%	18,5	42	21	-10,2%	1,7	4
29 Finistère	96,7	103	+13,9%	58,1	62	60	+38,5%	38,1	41	39	-9,9%	0,5	1
30 Gard	111,9	147	+1,7%	81,8	108	73	-2,8%	28,5	37	25	+25,4%	1,6	2
31 Haute-Garonne	240,7	171	+7,7%	138,8	99	58	+10,9%	100,4	72	42	+2,9%	1,5	1
32 Gers	31,5	159	+18,8%	20,7	105	66	+32,9%	10,7	54	34	-1,4%	0,2	1
33 Gironde	309,4	190	+39,5%	245,7	151	79	+46,9%	63,5	39	21	+17,1%	0,2	0
34 Hérault	250,6	213	+12,8%	181,6	154	72	+10,6%	59,8	51	24	+11,7%	9,2	8
35 Ille-et-Vilaine	135,4	124	+7,9%	99,8	91	74	+14,5%	34,5	32	25	+1,9%	1,1	1
36 Indre	43,6	193	-3,8%	30,1	133	69	+8,0%	9,5	42	22	-9,4%	4,1	18
37 Indre-et-Loire	75,1	121	+31,5%	52,8	85	70	+24,3%	22,0	36	29	+53,1%	0,3	0
38 Isère	294,4	228	-1,4%	184,3	143	63	-5,9%	78,9	61	27	-13,3%	31,2	24
39 Jura	53,2	198	+10,9%	33,5	125	63	+2,8%	19,5	73	37	+28,5%	0,2	1
40 Landes	75,2	178	+3,1%	48,3	114	64	+6,3%	25,2	60	33	-3,1%	1,7	4
41 Loir-et-Cher	59,5	176	+48,9%	40,8	120	69	+25,1%	17,8	53	30	+184,0%	0,9	3
42 Loire	68,1	88	+5,8%	40,2	52	59	+20,6%	27,7	36	41	-10,0%	0,1	0
43 Haute-Loire	57,5	245	-2,0%	34,4	147	60	-3,2%	22,6	97	39	+2,6%	0,5	2
44 Loire-Atlantique	229,8	159	+5,9%	146,6	102	64	-0,5%	82,7	57	36	+27,7%	0,5	0
45 Loiret	157,0	226	-7,0%	115,0	166	73	-2,8%	38,9	56	25	-14,3%	3,0	4
46 Lot	41,7	232	+20,0%	31,6	176	76	+25,4%	10,0	56	24	+7,6%	0,1	1
47 Lot-et-Garonne	51,5	151	+7,5%	38,6	113	75	+25,2%	12,6	37	24	+5,1%	0,4	1
48 Lozère	35,0	437	+10,1%	24,6	307	70	+11,4%	10,3	129	29	+8,9%	0,1	1
49 Maine-et-Loire	79,0	94	+15,3%	62,5	75	79	+15,7%	13,2	16	17	-0,6%	3,2	4
50 Manche	83,8	164	+3,1%	50,1	98	60	+1,3%	28,8	56	34	+6,8%	4,9	10
51 Marne	54,2	94	+0,5%	39,9	69	74	+3,2%	13,9	24	26	-1,0%	0,4	1
52 Haute-Marne	74,1	414	+22,9%	52,4	293	71	+49,3%	17,4	97	24	+16,7%	4,3	24
53 Mayenne	84,6	267	+4,3%	62,4	197	74	+1,7%	21,6	68	25	+16,6%	0,6	2

Les comptes administratifs des départements 2021

Les dépenses d'investissement

Départements	Dépenses d'investissement			Dépenses d'équipement (1)				Subventions d'équipement (2)				Autres (3)	
	2021	2021	Evolution / 2020	2021	2021	Part (4)	Evolution / 2020	2021	2021	Part (5)	Evolution / 2020	2021	2021
	M€	€/h		M€	€/h	%		M€	€/h	%		M€	€/h
54 Meurthe-et-Moselle	69,0	93	-6,8%	50,8	68	74	-7,9%	17,3	23	25	-5,0%	1,0	1
55 Meuse	35,0	184	+34,5%	26,4	138	75	+25,2%	8,0	42	23	+77,5%	0,6	3
56 Morbihan	137,4	177	+11,0%	78,0	101	57	+20,5%	58,8	76	43	+21,1%	0,6	1
57 Moselle	111,5	105	+13,3%	76,0	72	68	+15,3%	30,5	29	27	-1,1%	5,0	5
58 Nièvre	31,5	149	+8,4%	17,5	83	55	+10,5%	14,1	67	45	+10,5%	0,0	0
59 Nord	296,5	112	+10,1%	216,1	82	73	+18,7%	78,7	30	27	-9,4%	1,7	1
60 Oise	146,7	174	-8,1%	85,8	102	58	-11,0%	59,7	71	41	-2,4%	1,3	2
61 Orne	54,2	187	+16,7%	29,6	102	55	-8,4%	24,4	84	45	+91,5%	0,3	1
62 Pas-de-Calais	194,2	130	+13,0%	151,9	102	78	+16,5%	41,8	28	22	+4,2%	0,6	0
63 Puy-de-Dôme	79,4	118	-9,8%	45,4	67	57	+0,8%	33,3	49	42	-7,8%	0,7	1
64 Pyrénées-Atlantiques	122,2	175	+32,2%	77,8	111	64	+28,2%	40,9	59	33	+39,3%	3,5	5
65 Hautes-Pyrénées	56,2	239	+13,1%	38,0	162	68	+14,8%	17,3	74	31	+5,3%	0,9	4
66 Pyrénées-Orientales	96,2	199	-9,7%	64,9	134	67	-1,7%	31,2	64	32	-18,0%	0,2	0
67A Collectivité Europ. d'Alsace	267,2	139	+18,5%	186,8	97	70	+22,2%	76,3	40	29	+11,7%	4,1	2
69D Rhône	60,2	128	+20,3%	38,2	81	63	+51,1%	21,6	46	36	-9,4%	0,3	1
70 Haute-Saône	68,7	284	-7,2%	43,4	179	63	-10,0%	24,5	101	36	-2,4%	0,8	3
71 Saône-et-Loire	97,9	172	-6,9%	57,9	102	59	-9,5%	32,1	57	33	-14,0%	7,9	14
72 Sarthe	81,2	140	+24,7%	67,2	116	83	+39,1%	13,2	23	16	-9,2%	0,8	1
73 Savoie	127,1	285	+5,9%	101,9	228	80	+8,6%	24,7	55	19	-1,7%	0,5	1
74 Haute-Savoie	246,1	294	+15,3%	153,9	184	63	+17,0%	90,9	108	37	+11,8%	1,2	1
76 Seine-Maritime	193,4	151	+14,0%	130,3	102	67	+21,5%	62,2	49	32	+2,8%	0,9	1
77 Seine-et-Marne	267,8	187	+7,6%	191,0	134	71	+10,0%	74,2	52	28	+19,0%	2,6	2
78 Yvelines	357,1	244	-1,7%	154,8	106	43	+8,0%	194,3	132	54	-11,2%	8,1	5
79 Deux-Sèvres	41,2	107	+21,3%	27,1	70	66	+27,0%	13,7	36	33	+13,4%	0,4	1
80 Somme	78,4	135	+1,3%	57,9	100	74	+13,5%	19,0	33	24	-22,8%	1,5	3
81 Tarn	64,2	161	+11,2%	42,5	106	66	+7,8%	20,9	52	33	+18,1%	0,8	2
82 Tarn-et-Garonne	53,9	204	-2,8%	33,9	128	63	+1,7%	19,7	74	36	-3,4%	0,3	1
83 Var	126,3	116	+3,6%	82,4	76	65	+2,6%	43,3	40	34	+5,5%	0,5	0
84 Vaucluse	118,7	208	+16,1%	84,3	148	71	+15,4%	33,6	59	28	+17,8%	0,8	1
85 Vendée	131,5	188	+7,8%	73,6	105	56	-12,4%	54,0	77	41	+56,6%	4,0	6
86 Vienne	61,2	137	+5,9%	38,1	85	62	+16,4%	22,9	51	37	-8,2%	0,2	0
87 Haute-Vienne	67,7	178	+7,1%	35,4	93	52	-9,8%	17,2	45	25	-0,6%	15,1	40
88 Vosges	74,2	197	+2,9%	49,5	131	67	-0,2%	24,4	65	33	+10,6%	0,4	1
89 Yonne	39,0	113	-3,2%	34,8	100	89	-5,4%	3,6	10	9	+16,1%	0,6	2
90 Territoire de Belfort	20,2	139	+2,5%	13,0	90	65	-0,7%	5,2	36	26	-7,2%	2,0	13
91 Essonne	264,4	202	+8,0%	143,3	109	54	+10,6%	120,4	92	46	+7,9%	0,7	0
92 Hauts-de-Seine	449,3	275	+14,3%	295,4	181	66	+36,9%	153,8	94	34	-13,3%	0,2	0
93 Seine-Saint-Denis	252,6	154	+13,2%	195,4	119	77	+23,5%	53,4	33	21	-9,8%	3,8	2
94 Val-de-Marne	258,6	184	+1,5%	198,5	141	77	+10,7%	57,8	41	22	-12,6%	2,3	2
95 Val-d'Oise	166,5	133	+13,7%	129,6	104	78	+27,7%	36,1	29	22	-19,3%	0,9	1
NOUVELLE AQUITAINE	1 115,2	182	+21,1%	726,2	119	65	+22,6%	329,3	54	30	+10,2%	59,7	10
STRATE yc 69D HORS CORSE	1 765,2	187	+6,2%	1 165,9	123	66	+6,4%	539,8	57	31	+5,5%	59,6	6
Métropole hors Paris, Corse, 69M	11 031,3	178	+9,2%	7 160,4	115	65	+13,5%	3 603,6	58	33	+2,1%	267,2	4

Source : DGCL - Données DGFIP (comptes de gestion 2020 et 2021) ; INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

Les dépenses d'investissement s'entendent hors remboursement de dette

(1) les dépenses d'équipement correspondent aux dépenses directes de la collectivité (chap 20, 21, 23)

(2) les subventions d'équipement correspondent aux subventions versées au chap 204

(3) Les autres dépenses d'investissement intègrent les participations, avances, opérations pour compte de tiers...

Les comptes administratifs des départements 2021

Les dépenses d'aide sociale

Départements	Dépenses totales de santé et d'action sociale				Dépenses obligatoires de santé et d'action sociale		dont RMI et RSA	dont APA
	2021 M€	2021 €/h	Part (1) (%)	Evolution / 2020	2021 M€	2021 €/h	Part (2) %	Part (2) %
16 Charente	236,3	655	67	-1,8%	236,3	655	32,3	20,0
17 Charente-Maritime	445,3	672	71	+6,6%	445,3	672	28,4	15,3
19 Corrèze	149,6	602	65	-1,9%	149,6	602	14,4	18,6
23 Creuse	108,9	900	65	+4,1%	108,9	900	18,9	29,3
24 Dordogne	298,2	703	69	+5,0%	298,2	703	24,2	19,8
33 Gironde	1 120,8	689	74	+2,6%	1 120,8	689	24,4	14,1
40 Landes	262,3	621	66	+0,4%	262,3	621	21,6	21,0
47 Lot-et-Garonne	247,3	727	74	+0,7%	247,3	727	26,5	16,9
64 Pyrénées-Atlantiques	429,1	614	71	+3,3%	429,1	614	25,6	18,8
79 Deux-Sèvres	214,1	556	70	+0,9%	214,1	556	22,1	18,2
86 Vienne	278,8	622	76	+3,0%	278,8	622	30,3	16,6
87 Haute-Vienne	264,5	696	77	+0,5%	264,5	696	25,2	16,1
NOUVELLE AQUITAINE	4 055,1	663	72	+2,4%	4 055,1	663	25,2	17,2
Strate (250 à 500 000 hbts) yc 69D hors Corse	6 256,3	661	69	+1,5%	6 256,3	661	26,1	17,6
Métropole hors Paris, Corse, 69M	39 509,4	636	71	+1,2%	39 509,4	636	27,6	15,0

(1) Part des dépenses totales de santé et d'action sociale dans les dépenses réelles de fonctionnement

(2) Part des dépenses de RSA ou d'APA dans les dépenses obligatoires de santé et d'action sociale

Source : DGCL. Données DGFIP (comptes de gestion 2020 et 2021).
INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

Les comptes administratifs des départements 2021

Les dépenses d'aide sociale

Départements	Dépenses totales de santé et d'action sociale				Dépenses obligatoires de santé et d'action sociale		dont RMI et RSA	dont APA
	2021 M€	2021 €/h	Part (1) (%)	Evolution / 2020	2021 M€	2021 €/h	Part (2) %	Part (2) %
01 Ain	295,4	445	64	+1,4%	295,4	445	17,9	17,0
02 Aisne	330,2	605	62	+1,6%	330,2	605	36,0	18,8
03 Allier	257,4	744	72	+1,3%	257,4	744	28,3	19,8
04 Alpes-de-Haute-Provence	95,4	566	52	+0,2%	95,4	566	29,8	19,2
05 Hautes-Alpes	90,1	620	59	+1,8%	90,1	620	23,4	18,3
06 Alpes-Maritimes	638,8	580	60	-0,8%	638,8	580	25,9	17,3
07 Ardèche	203,3	606	64	+0,9%	203,3	606	21,6	22,5
08 Ardennes	230,2	827	75	+1,5%	230,2	827	30,4	17,4
09 Ariège	116,5	741	68	+1,5%	116,5	741	36,8	17,1
10 Aube	220,5	695	76	+0,4%	220,5	695	30,1	17,4
11 Aude	345,3	905	74	+2,2%	345,3	905	32,1	14,5
12 Aveyron	197,1	681	65	+3,8%	197,1	681	16,4	24,8
13 Bouches-du-Rhône	1 595,8	775	74	-0,8%	1 595,8	775	34,1	11,4
14 Calvados	438,7	619	74	+0,8%	438,7	619	21,8	17,0
15 Cantal	107,7	719	61	+0,9%	107,7	719	14,4	25,9
16 Charente	236,3	655	67	-1,8%	236,3	655	32,3	20,0
17 Charente-Maritime	445,3	672	71	+6,6%	445,3	672	28,4	15,3
18 Cher	225,4	726	71	+0,4%	225,4	726	28,4	15,4
19 Corrèze	149,6	602	65	-1,9%	149,6	602	14,4	18,6
21 Côte-d'Or	327,0	600	68	+1,2%	327,0	600	20,0	14,2
22 Côtes-d'Armor	364,9	590	69	+3,7%	364,9	590	20,5	20,6
23 Creuse	108,9	900	65	+4,1%	108,9	900	18,9	29,3
24 Dordogne	298,2	703	69	+5,0%	298,2	703	24,2	19,8
25 Doubs	317,5	572	69	+0,1%	317,5	572	26,7	16,2
26 Drôme	357,1	676	72	+1,3%	357,1	676	21,2	17,3
27 Eure	310,4	506	71	+0,9%	310,4	506	29,0	13,4
28 Eure-et-Loir	253,1	572	70	+0,7%	253,1	572	23,3	14,1
29 Finistère	578,1	617	75	+2,6%	578,1	617	20,0	16,7
30 Gard	554,6	731	73	-1,7%	554,6	731	36,7	12,7
31 Haute-Garonne	872,0	621	61	+5,8%	872,0	621	28,7	14,4
32 Gers	154,5	780	68	-2,1%	154,5	780	18,7	21,9
33 Gironde	1 120,8	689	74	+2,6%	1 120,8	689	24,4	14,1
34 Hérault	915,5	778	75	+0,9%	915,5	778	31,0	16,8
35 Ille-et-Vilaine	646,2	591	74	+1,2%	646,2	591	19,3	16,5
36 Indre	140,0	619	73	+2,3%	140,0	619	26,3	19,3
37 Indre-et-Loire	364,3	588	73	+2,2%	364,3	588	26,7	16,5
38 Isère	746,7	580	68	+4,6%	746,7	580	19,9	20,5
39 Jura	153,4	571	66	+1,3%	153,4	571	17,0	16,5
40 Landes	262,3	621	66	+0,4%	262,3	621	21,6	21,0
41 Loir-et-Cher	219,2	647	72	+0,4%	219,2	647	24,3	17,7
42 Loire	504,3	648	75	+1,4%	504,3	648	23,7	18,6
43 Haute-Loire	143,8	613	68	+4,0%	143,8	613	14,4	20,7
44 Loire-Atlantique	775,2	538	71	+0,8%	775,2	538	27,7	14,1
45 Loiret	363,1	524	72	+0,2%	363,1	524	29,8	17,0
46 Lot	129,2	719	66	+3,2%	129,2	719	21,3	27,5
47 Lot-et-Garonne	247,3	727	74	+0,7%	247,3	727	26,5	16,9
48 Lozère	55,0	686	53	+6,7%	55,0	686	16,3	19,1
49 Maine-et-Loire	477,5	571	76	+2,0%	477,5	571	22,7	13,8
50 Manche	289,9	566	66	+2,8%	289,9	566	18,1	18,0
51 Marne	327,0	565	76	+0,6%	327,0	565	30,2	11,7
52 Haute-Marne	114,3	638	67	+0,5%	114,3	638	25,7	17,4
53 Mayenne	167,3	528	61	+7,1%	167,3	528	20,0	16,5

Les comptes administratifs des départements 2021

Les dépenses d'aide sociale

Départements	Dépenses totales de santé et d'action sociale				Dépenses obligatoires de santé et d'action sociale		dont RMI et RSA	dont APA
	2021 M€	2021 €/h	Part (1) (%)	Evolution / 2020	2021 M€	2021 €/h	Part (2) %	Part (2) %
54 Meurthe-et-Moselle	461,3	619	70	+0,5%	461,3	619	31,6	17,4
55 Meuse	138,8	728	69	+1,3%	138,8	728	22,5	13,8
56 Morbihan	401,2	517	73	-0,6%	401,2	517	23,7	21,7
57 Moselle	536,6	505	72	-1,5%	536,6	505	31,6	14,9
58 Nièvre	185,7	879	69	+0,6%	185,7	879	21,2	16,7
59 Nord	2 178,9	826	82	+0,5%	2 178,9	826	32,1	12,1
60 Oise	504,0	596	74	+13,1%	504,0	596	31,3	12,0
61 Orne	179,7	620	64	+3,0%	179,7	620	27,6	21,8
62 Pas-de-Calais	1 134,1	762	77	-2,4%	1 134,1	762	30,8	17,3
63 Puy-de-Dôme	378,9	562	68	+0,1%	378,9	562	27,3	15,1
64 Pyrénées-Atlantiques	429,1	614	71	+3,3%	429,1	614	25,6	18,8
65 Hautes-Pyrénées	184,6	784	67	-3,5%	184,6	784	22,7	26,2
66 Pyrénées-Orientales	381,7	788	72	-0,0%	381,7	788	41,8	13,7
67A Collectivité Europ. d'Alsace	978,6	507	67	-5,4%	978,6	507	29,3	15,2
69D Rhône	238,9	508	61	+2,0%	238,9	508	16,8	17,5
70 Haute-Saône	122,9	507	64	+2,0%	122,9	507	23,0	17,0
71 Saône-et-Loire	352,1	620	73	-6,1%	352,1	620	19,2	20,4
72 Sarthe	352,4	609	73	+2,2%	352,4	609	25,2	15,1
73 Savoie	243,0	544	59	+2,4%	243,0	544	15,5	17,8
74 Haute-Savoie	409,2	488	65	+1,2%	409,2	488	14,6	15,4
76 Seine-Maritime	914,4	716	74	+1,9%	914,4	716	29,5	14,3
77 Seine-et-Marne	707,5	495	64	+1,8%	707,5	495	30,2	10,3
78 Yvelines	703,6	480	68	+2,9%	703,6	480	24,1	8,3
79 Deux-Sèvres	214,1	556	70	+0,9%	214,1	556	22,1	18,2
80 Somme	419,1	722	74	+3,5%	419,1	722	30,0	14,6
81 Tarn	281,4	705	71	+2,0%	281,4	705	25,6	18,3
82 Tarn-et-Garonne	190,5	719	70	+1,1%	190,5	719	23,0	16,4
83 Var	718,7	663	72	+7,6%	718,7	663	36,2	15,8
84 Vaucluse	341,4	598	64	-7,5%	341,4	598	34,9	15,6
85 Vendée	330,9	474	63	+1,0%	330,9	474	15,0	20,4
86 Vienne	278,8	622	76	+3,0%	278,8	622	30,3	16,6
87 Haute-Vienne	264,5	696	77	+0,5%	264,5	696	25,2	16,1
88 Vosges	214,8	569	63	+0,6%	214,8	569	32,4	17,8
89 Yonne	252,7	731	74	+1,8%	252,7	731	23,9	14,1
90 Territoire de Belfort	91,8	633	68	+3,5%	91,8	633	31,0	17,7
91 Essonne	771,6	589	68	+0,3%	771,6	589	25,9	9,2
92 Hauts-de-Seine	926,9	567	64	+1,1%	926,9	567	22,4	7,3
93 Seine-Saint-Denis	1 519,8	927	77	+0,7%	1 519,8	927	39,0	9,2
94 Val-de-Marne	964,6	686	69	+3,3%	964,6	686	32,6	9,0
95 Val-d'Oise	733,3	587	71	+1,7%	733,3	587	33,8	9,0
NOUVELLE AQUITAINE	4 055,1	663	72	+2,4%	4 055,1	663	25,2	17,2
Strate (250 à 500 000 hbts) yc 69D hors Corse	6 256,3	661	69	+1,5%	6 256,3	661	26,1	17,6
Métropole hors Paris, Corse, 69M	39 509,4	636	71	+1,2%	39 509,4	636	27,6	15,0

(1) Part des dépenses totales de santé et d'action sociale dans les dépenses réelles de fonctionnement

(2) Part des dépenses de RSA ou d'APA dans les dépenses obligatoires de santé et d'action sociale

Source : DGCL. Données DGFIP (comptes de gestion 2020 et 2021).

INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

Les comptes administratifs des départements 2021

Principales recettes de fonctionnement

Départements	Impôts locaux (1)			Autres impôts et taxes (2)					Concours de l'Etat (3)		
	2021	2021	Part (4)	2021	2021	Part (4)	dont DMTO		2021	2021	Part (4)
	M€	€/h	%	M€	€/h	%	M€	€/h	M€	€/h	%
16 Charente	49,3	137	11	263,6	730	60	55,0	152	69,0	191	16
17 Charente-Maritime	39,8	60	5	537,0	810	69	235,4	355	107,8	163	14
19 Corrèze	19,2	77	6	174,6	703	55	31,5	127	65,5	264	21
23 Creuse	10,2	84	6	93,6	773	51	11,5	95	50,9	421	28
24 Dordogne	33,7	80	7	325,3	767	63	85,6	202	104,3	246	20
33 Gironde	190,5	117	11	1 198,1	737	69	554,3	341	163,8	101	9
40 Landes	36,6	87	7	330,2	781	66	136,2	322	75,0	177	15
47 Lot-et-Garonne	32,8	96	8	253,8	746	62	58,5	172	65,8	193	16
64 Pyrénées-Atlantiques	68,9	99	9	489,8	701	66	220,7	316	103,4	148	14
79 Deux-Sèvres	44,5	116	12	217,1	564	58	56,6	147	71,3	185	19
86 Vienne	48,5	108	11	255,2	570	60	65,8	147	68,2	152	16
87 Haute-Vienne	29,7	78	7	239,2	629	58	53,4	140	83,7	220	20
NOUVELLE AQUITAINE	603,7	99	9	4 377,4	715	64	1 564,4	256	1 028,7	168	15
Strate (250 à 500 000 hbts) yc 69D hors Corse	949,7	100	9	6 679,8	706	61	1 723,6	182	1 866,0	197	17
Métropole hors Paris, Corse, 69M	7 261,5	117	11	42 960,2	692	64	14 237,0	229	9 679,8	156	14

(1) Impôts locaux : contribution directes (Taxe foncière/fraction TVA, CVAE, IFER), et fiscalité reversée (FNGIR, dispositif péréqué)

(2) Autres impôts et taxes : fiscalité indirecte dont DMTO, TSCA, TICPE, Fraction de TVA...

(3) Dotations de l'Etat dont DGF, DGD, DC RTP

(4) Part dans les recettes réelles de fonctionnement

En 2021, les Départements ont perçu une fraction de produit net de TVA (inclue dans la rubrique « autres impôts et taxes ») en contrepartie de la perte du produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties (figurant précédemment dans la rubrique « impôts locaux »)

Source : DGCL. Données DGFIP (comptes de gestion 2020 et 2021).
INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

Les comptes administratifs des départements 2021

Principales recettes de fonctionnement

Départements	Impôts locaux (1)			Autres impôts et taxes (2)					Concours de l'Etat (3)		
	2021	2021	Part (4)	2021	2021	Part (4)	dont DMTO		2021	2021	Part (4)
	M€	€/h	%	M€	€/h	%	M€	€/h	M€	€/h	%
01 Ain	53,9	81	9	398,8	601	67	157,1	237	69,5	105	12
02 Aisne	38,1	70	6	381,1	699	65	58,4	107	108,9	200	19
03 Allier	35,5	103	8	265,9	768	62	37,4	108	70,6	204	17
04 Alpes-de-Haute-Provence	16,7	99	7	158,2	938	65	40,9	243	36,6	217	15
05 Hautes-Alpes	7,7	53	4	151,2	1 041	72	44,3	305	32,6	225	15
06 Alpes-Maritimes	122,8	112	10	1 001,0	910	78	616,2	560	63,6	58	5
07 Ardèche	38,9	116	10	230,5	687	60	58,1	173	68,6	205	18
08 Ardennes	37,7	136	11	201,4	724	58	26,4	95	71,0	255	20
09 Ariège	19,2	122	9	135,8	864	62	25,1	160	43,5	277	20
10 Aube	39,1	123	11	218,2	688	62	45,2	142	60,2	190	17
11 Aude	33,1	87	6	357,2	936	67	83,8	220	90,5	237	17
12 Aveyron	35,0	121	10	198,3	685	55	38,5	133	82,0	283	23
13 Bouches-du-Rhône	277,5	135	11	1 586,3	771	64	589,1	286	364,6	177	15
14 Calvados	53,0	75	7	471,5	666	64	185,7	262	110,5	156	15
15 Cantal	16,4	109	8	115,1	769	53	18,9	126	55,1	368	26
16 Charente	49,3	137	11	263,6	730	60	55,0	152	69,0	191	16
17 Charente-Maritime	39,8	60	5	537,0	810	69	235,4	355	107,8	163	14
18 Cher	36,6	118	10	208,6	671	57	38,4	123	71,8	231	20
19 Corrèze	19,2	77	6	174,6	703	55	31,5	127	65,5	264	21
21 Côte-d'Or	46,0	84	8	347,5	637	64	103,8	190	80,2	147	15
22 Côtes-d'Armor	51,1	83	8	399,2	646	62	135,5	219	119,0	193	19
23 Creuse	10,2	84	6	93,6	773	51	11,5	95	50,9	421	28
24 Dordogne	33,7	80	7	325,3	767	63	85,6	202	104,3	246	20
25 Doubs	58,3	105	11	346,7	624	64	91,1	164	79,9	144	15
26 Drôme	74,8	142	12	370,3	701	60	110,0	208	94,5	179	15
27 Eure	50,1	82	9	346,0	564	64	108,0	176	93,5	153	17
28 Eure-et-Loir	37,5	85	9	266,0	601	61	77,9	176	75,1	170	17
29 Finistère	74,3	79	8	557,2	595	61	197,6	211	189,1	202	21
30 Gard	38,3	50	4	647,4	853	71	187,6	247	142,0	187	16
31 Haute-Garonne	215,2	153	14	1 025,0	730	64	327,3	233	143,7	102	9
32 Gers	18,3	92	7	157,6	796	60	35,8	181	55,7	281	21
33 Gironde	190,5	117	11	1 198,1	737	69	554,3	341	163,8	101	9
34 Hérault	108,1	92	8	980,5	833	68	345,2	293	164,8	140	11
35 Ille-et-Vilaine	128,1	117	12	664,6	607	64	255,0	233	151,1	138	15
36 Indre	19,2	85	8	126,8	560	54	19,7	87	53,8	238	23
37 Indre-et-Loire	66,6	107	11	358,8	579	62	126,8	205	94,5	152	16
38 Isère	137,5	107	10	831,9	646	63	236,1	183	217,5	169	16
39 Jura	16,2	60	5	192,4	715	65	39,5	147	53,4	199	18
40 Landes	36,6	87	7	330,2	781	66	136,2	322	75,0	177	15
41 Loir-et-Cher	35,6	105	10	226,9	670	62	53,7	158	58,4	172	16
42 Loire	83,9	108	11	457,7	588	60	115,4	148	135,2	174	18
43 Haute-Loire	21,8	93	8	160,0	682	62	30,4	129	48,9	209	19
44 Loire-Atlantique	171,8	119	13	916,0	636	67	431,4	299	160,3	111	12
45 Loiret	87,3	126	14	409,9	591	64	128,1	185	70,3	101	11
46 Lot	16,1	90	7	151,2	842	63	31,5	176	47,5	264	20
47 Lot-et-Garonne	32,8	96	8	253,8	746	62	58,5	172	65,8	193	16
48 Lozère	13,1	163	10	62,5	779	47	8,6	108	45,3	564	34
49 Maine-et-Loire	76,7	92	10	478,3	572	65	156,7	187	108,5	130	15
50 Manche	53,1	104	10	348,7	681	65	91,8	179	65,8	129	12
51 Marne	65,2	113	13	308,9	533	62	100,3	173	66,0	114	13
52 Haute-Marne	18,8	105	9	123,3	689	58	16,3	91	51,5	288	24
53 Mayenne	34,0	107	11	176,1	556	55	45,3	143	56,2	177	18

Les comptes administratifs des départements 2021

Principales recettes de fonctionnement

Départements	Impôts locaux (1)			Autres impôts et taxes (2)					Concours de l'Etat (3)		
	2021	2021	Part (4)	2021	2021	Part (4)	dont DMTO		2021	2021	Part (4)
	M€	€/h	%	M€	€/h	%	M€	€/h	M€	€/h	%
54 Meurthe-et-Moselle	68,7	92	9	475,1	638	63	114,1	153	128,5	172	17
55 Meuse	14,3	75	6	136,0	713	59	17,6	92	56,5	296	25
56 Morbihan	58,3	75	8	459,5	592	64	186,0	240	132,2	170	18
57 Moselle	96,3	91	11	547,4	515	62	145,5	137	153,8	145	17
58 Nièvre	18,8	89	6	174,9	828	59	23,9	113	67,1	317	23
59 Nord	350,7	133	12	1 775,4	673	59	457,8	174	639,8	243	21
60 Oise	60,1	71	7	534,3	632	66	155,8	184	135,3	160	17
61 Orne	19,5	67	6	199,5	688	59	39,5	136	77,6	268	23
62 Pas-de-Calais	146,6	98	9	1 028,2	691	61	198,4	133	341,3	229	20
63 Puy-de-Dôme	71,5	106	11	439,5	652	65	103,0	153	99,7	148	15
64 Pyrénées-Atlantiques	68,9	99	9	489,8	701	66	220,7	316	103,4	148	14
65 Hautes-Pyrénées	28,4	121	8	205,3	872	61	40,2	171	62,4	265	19
66 Pyrénées-Orientales	46,8	97	7	449,1	928	71	135,7	280	72,8	150	11
67A Collectivité Europ. d'Alsace	255,2	132	14	1 151,0	597	63	342,8	178	239,6	124	13
69D Rhône	28,4	60	6	234,2	498	50	123,8	263	69,7	148	15
70 Haute-Saône	18,9	78	8	149,2	616	60	25,4	105	56,7	234	23
71 Saône-et-Loire	55,2	97	10	336,4	592	59	73,5	129	103,9	183	18
72 Sarthe	56,7	98	10	357,6	617	63	85,0	147	93,0	161	16
73 Savoie	66,7	149	13	360,6	808	68	160,6	360	56,5	127	11
74 Haute-Savoie	74,6	89	9	635,7	758	73	357,4	426	48,3	58	6
76 Seine-Maritime	174,3	137	12	949,2	743	64	206,1	161	203,1	159	14
77 Seine-et-Marne	220,8	155	16	933,6	653	67	339,7	238	118,2	83	9
78 Yvelines	244,2	167	19	914,6	624	70	465,4	317	33,9	23	3
79 Deux-Sèvres	44,5	116	12	217,1	564	58	56,6	147	71,3	185	19
80 Somme	54,5	94	8	419,2	722	64	82,1	141	118,5	204	18
81 Tarn	37,4	94	8	300,8	754	62	65,1	163	78,8	198	16
82 Tarn-et-Garonne	30,1	114	9	200,1	755	62	45,0	170	52,1	197	16
83 Var	66,8	62	5	1 017,9	938	78	549,6	507	102,9	95	8
84 Vaucluse	63,5	111	10	431,1	755	65	154,6	271	108,0	189	16
85 Vendée	66,4	95	9	461,8	661	66	193,0	276	105,5	151	15
86 Vienne	48,5	108	11	255,2	570	60	65,8	147	68,2	152	16
87 Haute-Vienne	29,7	78	7	239,2	629	58	53,4	140	83,7	220	20
88 Vosges	38,8	103	9	271,4	719	63	45,2	120	84,3	223	20
89 Yonne	27,8	80	7	238,1	688	59	53,6	155	79,2	229	20
90 Territoire de Belfort	22,6	156	15	88,4	610	58	17,9	124	24,0	165	16
91 Essonne	219,5	167	16	883,9	674	66	287,4	219	122,0	93	9
92 Hauts-de-Seine	435,4	266	24	1 187,0	726	65	731,8	447	93,1	57	5
93 Seine-Saint-Denis	331,4	202	15	1 336,0	815	61	315,0	192	265,5	162	12
94 Val-de-Marne	239,4	170	15	972,0	691	63	388,1	276	178,9	127	12
95 Val-d'Oise	171,7	137	14	812,2	650	66	277,2	222	127,1	102	10
NOUVELLE AQUITAINE	603,7	99	9	4 377,4	715	64	1 564,4	256	1 028,7	168	15
Strate (250 à 500 000 hbts) yc 69D hors Corse	949,7	100	9	6 679,8	706	61	1 723,6	182	1 866,0	197	17
Métropole hors Paris, Corse, 69M	7 261,5	117	11	42 960,2	692	64	14 237,0	229	9 679,8	156	14

(1) Impôts locaux : contribution directes (Taxe foncière/fraction TVA, CVAE, IFRER), et fiscalité reversée (FNGIR, dispositif péréqué)

(2) Autres impôts et taxes : fiscalité indirecte dont DMTO, TSCA, TICPE, Fraction de TVA...

(3) Dotations de l'Etat dont DGF, DGD, DCRTF

(4) Part dans les recettes réelles de fonctionnement

En 2021, les Départements ont perçu une fraction de produit net de TVA (inclue dans la rubrique « autres impôts et taxes ») en contrepartie de la perte du produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties (figurant précédemment dans la rubrique « impôts locaux »)

Source : DGCL. Données DGFIP (comptes de gestion 2020 et 2021).

INSEE (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE
DES INVESTISSEMENTS**

Prévisions 2023 - 2026



Plan pluriannuel des autorisations de programme : SYNTHESE PAR POLITIQUES SECTORIELLES

Libellé du programme	Solde AP ANTERIEURES*	montant des AP					TOTAL
		2023	2024	2025	2026	2027	
		NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES					
Réseaux et Infrastructures (hors LGV)	54 632 857	9 180 000	23 770 000	9 600 000	9 600 000	9 600 000	116 382 857
Education	34 999 301	7 450 000	15 150 000	22 250 000	23 400 000	1 650 000	104 899 301
Culture	4 306 391	700 000	500 000	500 000	500 000	500 000	7 006 391
Jeunesse et Sports	7 286 307	6 280 000	4 280 000	280 000	280 000	280 000	12 686 307
Agriculture	5 455 160	935 000	735 000	735 000	735 000	735 000	9 330 160
Développement local	19 845 159	9 620 000	1 620 000	1 620 000	1 620 000	1 620 000	35 945 159
Solidarité territoriale et Tourisme	14 816 734	402 000	80 000	80 000	80 000	80 000	15 538 734
Solidarité	33 659 899	5 826 558	3 000 000	0	0	0	42 486 457
Environnement sécurité	20 150 335	4 960 000	4 360 000	4 300 000	4 300 000	4 300 000	42 370 335
Administration générale	3 545 020	1 520 000	7 600 000	0	1 500 000	0	14 165 020
TOTAUX	198 697 164	46 873 558	61 095 000	39 365 000	42 015 000	18 765 000	400 810 722
Participation GPSO	0,00	98 600 000	0	0	0	0	98 600 000
TOTAL GENERAL	198 697 164	145 473 558	61 095 000	39 365 000	42 015 000	18 765 000	499 410 722

* (yc CP réalisés 2022 prévisionnels et ajustements BP 2023)

Plan pluriannuel des autorisations de programme

Secteur RESEAUX INFRASTRUCTURES

Libellé du programme	Solde AP ANTERIEURES*	montant des AP					TOTAL
		2023	2024	2025	2026	2027	
		NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES					
Assainissement rural (yc SYDEC)	1 456 953	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	6 456 953
Alimentation en eau potable (yc SYDEC)	942 135	800 000	800 000	800 000	800 000	800 000	4 942 135
Etudes Faisabilité MEP Pilotes pour traitement Micro Polluants	60 654						60 654
Eau et assainissement	2 459 742	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000	11 459 742
Construction - Centre exploitation St-Martin-de-Sx	1 242 358						1 242 358
Reconstruction - Centre exploitation Dax	1 500 000						1 500 000
Reconstruction PARL et CE Saint Sever (Etudes)	1 465 194						1 465 194
Reconstruction PARL et CE Saint Sever (Travaux)			15 300 000				15 300 000
Construction - centre exploitation de SARBAZAN			630 000				630 000
Restructuration UTD CE Morcenx			1 500 000				1 500 000
Unités territoriales	4 207 552		17 430 000				21 637 552
Opérations ponctuelles	13 317 246	1 980 000	2 800 000	7 800 000	7 800 000	7 800 000	41 497 246
Voirie Programme courant	13 317 246	1 980 000	2 800 000	7 800 000	7 800 000	7 800 000	41 497 246
Vieux pont de Dax - RD 947	1 400 000						1 400 000
Ouvrages décharge Gousse Pont de Pontonx (études)	403 574						403 574
Ouvrages décharge Gousse Pont de Pontonx (travaux)	5 167 727						5 167 727
Pont de Sorde (études)	210 847						210 847
Pont de Sorde (travaux)	4 160 960						4 160 960
Pont sur l'Adour à Mugron RD3	1 650 000						1 650 000
Pont du Bourrus RD 824 St Pierre du Mont	812 531						812 531
Pont du Mort RD 626 St Paul en Born	1 579 166						1 579 166
Pont de Saint-Pandelon			820 000				820 000
Pont de Saugnacq et Muret - RD 348			400 000				400 000
Pont du Moulin Neuf			520 000				520 000
Voirie Ouvrages d'art	15 384 804		1 740 000				17 124 804
Liaison A65 Le Caloy	147 912						147 912
Contournement du port de Tarnos (études et travaux)	6 833 029						6 833 029
Tarnos desserte site Hélicopter Engines (ex Turbomeca)	163 033						163 033
RD 932E - Entrée Est Mont de Marsan	2 244 000						2 244 000
Voirie Grands travaux	9 387 974						9 387 974
Réseau routier départemental	38 090 025	1 980 000	4 540 000	7 800 000	7 800 000	7 800 000	68 010 025
Aménagements autoroutiers A64 (demi échangeur Carresse Cassaber et BARO)	6 078 851						6 078 851
Aide aux communes EPCI Intempéries	145 100						145 100
Autres réseaux de voirie	6 223 951						6 223 951
Plan très haut débit	1 651 588						1 651 588
Appel à manifestation d'engagement local	2 000 000						2 000 000
Droit irrévocable usage fibre optique noire		3 600 000					3 600 000
Construction centre de données		1 800 000					1 800 000
Autres réseaux	3 651 588	5 400 000					9 051 588
TOTAL SECTEUR RESEAUX et INFRASTRUCTURES	54 632 857	9 180 000	23 770 000	9 600 000	9 600 000	9 600 000	116 382 857
Participation GPSO		98 600 000					98 600 000
Participation GPSO		98 600 000					98 600 000
TOTAL SECTEUR RESEAUX et INFRASTRUCTURES y compris LGV	54 632 857	107 780 000	23 770 000	9 600 000	9 600 000	9 600 000	214 982 857

Plan pluriannuel des autorisations de programme

Secteur EDUCATION, CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS

Libellé du programme	montant des AP						TOTAL
	Solde AP ANTERIEURES*	2023	2024	2025	2026	2027	
		NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES					
Constructions scolaires du 1er degré	1 807 374	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	5 557 374
Equipements sportifs destinés aux collèges	2 658 682	900 000	900 000	900 000	900 000	900 000	7 158 682
Aides aux communes	4 466 056	1 650 000	1 650 000	1 650 000	1 650 000	1 650 000	12 716 056
Collège d'Angresse - Construction	50 000						50 000
Constructions collèges neufs	50 000						50 000
Collèges - Mise aux normes accessibilité handicapés	50 000						50 000
Collège de Grenade - Restructuration	175 000						175 000
Collège de Saint-Pierre-du-Mont- Restructuration	925 000						925 000
Collège Léon des Landes de Dax - Demi Pension	90 000						90 000
Collège de Peyrehorade - Restructuration (études)	400 000						400 000
Collège de Peyrehorade - Restructuration (travaux)				3 600 000			3 600 000
Collège de St-Vincent-de-Tyrosse - Restructuration (études)	2 997 300						2 997 300
Collège de St-Vincent-de-Tyrosse - Restructuration (travaux)				17 000 000			17 000 000
Collège de Soustons - Restructuration (études)	750 000						750 000
Collège de Soustons - Restructuration (travaux)					7 750 000		7 750 000
Collège de St Martin de Seignanx (études) Restructuration extension	216 411						216 411
Collège de St Martin de Seignanx (travaux)Restructuration extension			3 600 000				3 600 000
Collège de Tartas - Restructuration (études)	537 123						537 123
Collège de Tartas - Restructuration (travaux)			8 400 000				8 400 000
Collège de Gabarret - Rénovation	2 250 069						2 250 069
Collège de Pouillon - Rénovation	1 419 362						1 419 362
Collège de Capbreton - Restructuration	6 662 471						6 662 471
Collège de Labouheyre - Restructuration (travaux)			1 500 000				1 500 000
Collège Jean Mermoz BISCARROSSE - Restructuration		3 300 000					3 300 000
Collège Jean Moulin ST PAUL LES DAX - Reconstruction		2 500 000					2 500 000
Restructurations - rénovations Collèges	16 472 736	5 800 000	13 500 000	20 600 000	7 750 000		64 122 736
Travaux dans les collèges	16 522 736	5 800 000	13 500 000	20 600 000	7 750 000		64 172 736
Equipements numériques	14 010 509				14 000 000		28 010 509
Un collégien un ordinateur portable	14 010 509				14 000 000		28 010 509
SOUS TOTAL EDUCATION	34 999 301	7 450 000	15 150 000	22 250 000	23 400 000	1 650 000	104 899 301
Investissement - Musées et sites patrimoniaux	1 130 955						1 130 955
Investissement et équipement culturel	800 000		200 000	200 000	200 000	200 000	1 600 000
Equipements culturels	1 930 955		200 000	200 000	200 000	200 000	2 730 955
Travaux monuments historiques des sites et objets protégés	481 419	300 000					781 419
Travaux et restauration bâtiments culturels départementaux	784 490						784 490
Création d'un Pôle Image à Dax	631 329						631 329
Musée Wlerick Mont de Marsan			250 000	250 000	250 000	250 000	1 000 000
Patrimoine - Bâtiments culturels	1 897 238	300 000	250 000	250 000	250 000	250 000	3 197 238
Aide aux communes - médiathèques	478 198	400 000	50 000	50 000	50 000	50 000	1 078 198
Bibliothèques et médiathèques	478 198	400 000	50 000	50 000	50 000	50 000	1 078 198
SOUS TOTAL CULTURE	4 306 391	700 000	500 000	500 000	500 000	500 000	7 006 391
Dispositif Jeunesse	51 897	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	451 897
Dispositif PDESI	557 184	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 557 184
Jeunesse - PDESI	609 081	280 000	280 000	280 000	280 000	280 000	2 009 081
Siège Fédération Française Course Landaise (FFCL)	150 000						150 000
Modernisation des Equipements Sportifs d'intérêt départemental	354 463						354 463
Développement d'équipements sportifs structurants		6 000 000					
Plan de développement Centre Jean Udaquiola	3 000 000		4 000 000				7 000 000
Maison départementale des sports	3 172 763						3 172 763
Sports	6 677 226	6 000 000	4 000 000				10 677 226
SOUS TOTAL JEUNESSE & SPORTS	7 286 307	6 280 000	4 280 000	280 000	280 000	280 000	12 686 307
TOTAL EDUCATION CULTURE JEUNESSE & SPORTS	46 592 000	14 430 000	19 930 000	23 030 000	24 180 000	2 430 000	124 592 000

Plan pluriannuel des autorisations de programme

Secteur AGRICULTURE, SOLIDARITE TERRITORIALE, ATTRACTIVITE TERRITORIALE

Libellé du programme	montant des AP						TOTAL
	Solde AP ANTERIEURES*	2023	2024	2025	2026	2027	
		NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES					
Adaptation des Exploitations (Plan Compétitivité)	410 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	1 410 000
Coopératives		100 000	50 000	50 000	50 000	50 000	300 000
CUMA	535 223	450 000	300 000	300 000	300 000	300 000	2 185 223
Forêt	30 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	330 000
Transformation à la ferme	260 869	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	660 869
Dispositif Maraîchage co financement Région	45 085	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000	270 085
Etudes Domaine d'Ognoas	275 262						275 262
Restauration métairies Domaine d'Ognoas	3 898 720						3 898 720
TOTAL SECTEUR AGRICULTURE	5 455 160	935 000	735 000	735 000	735 000	735 000	9 330 160
Fonds de développement et d'aménagement local	321 478	500 000					821 478
Fonds de développement et d'aménagement local - Revitalisation	12 710 000						12 710 000
Plan de relance - Accord de partenariat	4 666 176	7 500 000					12 166 176
Fonds d'équipement des communes	2 147 506	1 620 000	1 620 000	1 620 000	1 620 000	1 620 000	10 247 506
TOTAL SECTEUR SOLIDARITE TERRITORIALE	19 845 159	9 620 000	1 620 000	1 620 000	1 620 000	1 620 000	35 945 159
Restaurant inter entreprises Tarnos	1 359 000						1 359 000
Industrie - Artisanat - Collectivités 2021-2026	12 851 207						12 851 207
Immobilier entreprises industries	49 000						49 000
Appel a projets "Tiers Lieux"	135 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	535 000
Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne	122 090	122 000					244 090
Tourisme	300 438	200 000					500 438
TOTAL SECTEUR ATTRACTIVITE TERRITORIALE	14 816 734	402 000	80 000	80 000	80 000	80 000	15 538 734
TOTAL AGRICULTURE, SOLIDARITE TERRITORIALE ET ATTRACTIVITE TERRITORIALE	40 117 053	10 957 000	2 435 000	2 435 000	2 435 000	2 435 000	60 814 053

Secteur SOLIDARITE

Libellé du programme	montant des AP						TOTAL
	Solde AP ANTERIEURES*	2023	2024	2025	2026	2027	
		NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES					
Maison Assistant Maternel	236 000						236 000
Sub Etablissement Enfance	1 000 000						1 000 000
Centres médico-sociaux	1 236 000						1 236 000,00
Ets personnes âgées - EHPAD	2 797 500	2 226 558					5 024 058
Aide à l'investissement dans les EHPAD Landais	13 133 900						13 133 900
Résidence autonomie - AAP 300 Places	3 000 000						3 000 000
Maison Autisme (études)	289 113						289 113
Maison Autisme (travaux)			3 000 000				3 000 000
Ets médico-sociaux	19 220 513	2 226 558	3 000 000				24 447 071
Restructuration EAD Mont de Marsan	2 316 386						2 316 386
Restructuration EAD Mont de Marsan	2 316 386						2 316 386
Programme Départemental de l'Habitat (PDH)(hors EPFL)	10 887 000	3 600 000					14 487 000
Logement Social	10 887 000	3 600 000					14 487 000
TOTAL SECTEUR SOLIDARITE	33 659 899	5 826 558	3 000 000				42 486 457

Plan pluriannuel des autorisations de programme

Secteur ENVIRONNEMENT

Libellé du programme	montant des AP						TOTAL
	Solde AP ANTERIEURES*	2023	2024	2025	2026	2027	
		NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES					
Construction Caserne SDIS Pissos	2 053 141						2 053 141
Sécurité	2 053 141						2 053 141
Sécurisation du Sud Ouest Littoral	300 000						300 000
Gestion des Aquifères-Forage	535 000						535 000
Hydrogéologie	835 000						835 000
Subventions pour collecte et traitement des ordures ménagères	581 128	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	3 081 128
Subventions Déchets de venaison	63 142	60 000	60 000				183 142
Collecte et traitement des ordures ménagères	644 270	560 000	560 000	500 000	500 000	500 000	3 264 270
Cyclable Travaux	10 249 082		1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	16 249 082
Cyclable subventions	1 355 901	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	3 855 901
Randonnées PDIPR - Subventions et travaux	402 724						402 724
Espaces naturels sensibles - Aménagement de sites (études et travaux)	765 436	600 000	200 000	200 000	200 000	200 000	2 165 436
Espaces naturels sensibles (acquisitions sites nature 40)	131 722						131 722
Espaces naturels sensibles (Subv. acq. sites nature 40)	354 187	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	854 187
Plan Plages	198 961	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	2 198 961
Stratégie locale gestion bande côtière (études travaux)	1 075 106	1 000 000	500 000	500 000	500 000	500 000	4 075 106
Subventions Communes - EPCI - Gestion rivière	1 075 145	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	3 575 145
Continuité écologique	77 591						77 591
Projet ferme houlomotrice		1 200 000					1 200 000
Soutien aux démarches de développement durable du territoire		100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000
Protection des inondations	932 067						932 067
Autres actions en faveur de l'environnement	16 617 923	4 400 000	3 800 000	3 800 000	3 800 000	3 800 000	36 217 923
TOTAL SECTEUR ENVIRONNEMENT	20 150 335	4 960 000	4 360 000	4 300 000	4 300 000	4 300 000	42 370 335

Secteur ADMINISTRATION GENERALE

Libellé du programme	montant des AP						TOTAL
	Solde AP ANTERIEURES*	2023	2024	2025	2026	2027	
		NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET COMPLEMENTS D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES					
Etudes rénovation immeuble Poyferré Mont-de-Marsan	962 755						962 755
Rénovation immeuble Poyferré Mont-de-Marsan			6 000 000				6 000 000
Etudes rénovation salle Henri Lavielle (études)			100 000				100 000
Bâtiments mise en conformité accessibilité, sécurité	199 000						199 000
Renouvellement parc automobile		1 520 000					1 520 000
Budget Participatif	2 383 265		1 500 000		1 500 000		5 383 265
TOTAL SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE	3 545 020	1 520 000	7 600 000		1 500 000		14 165 020

PPI 2023-2025 -financement des crédits de paiement correspondants (Base BP)

DEPENSES
CREDITS DE PAIEMENT SUR AP (yc AP NOUVELLES)
CREDITS DE PAIEMENT HORS AP
REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS
TOTAL GENERAL DEPENSES

CP 2023	CP 2024	CP 2025
67 397 262	85 661 251	78 452 882
42 602 739	23 538 749	35 080 452
20 000 000	20 800 000	16 466 666
130 000 000	130 000 000	130 000 000

FINANCEMENT
AUTOFINANCEMENT
RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNTS
EMPRUNTS D'EQUILIBRE
TOTAL GENERAL RECETTES

CP 2023	CP 2024	CP 2025
99 360 000	89 000 000	80 000 000
18 640 000	16 000 000	15 000 000
12 000 000	25 000 000	35 000 000
130 000 000	130 000 000	130 000 000

BESOIN DE FINANCEMENT
EMPRUNTS D'EQUILIBRE
REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS
SOLDE

CP 2023	CP 2024	CP 2025
12 000 000	25 000 000	35 000 000
20 000 000	20 800 000	16 466 667
-8 000 000	4 200 000	18 533 333



Département des Landes

Direction des Finances

Hôtel du Département

23, rue Victor Hugo

40025 Mont-de-Marsan Cedex

Tél. : 05 58 05 40 40

landes.fr